

Silence

N°303
Novembre
2003
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Débat autour du commerce équitable



Éducation

La note, un engrais
qui ronge !

G8, Larzac, Fse

C'est pas
le sommet !



Débats autour du commerce équitable

■ Dix objections

de Bruno Clémentin et Vincent Cheynet

Commentaires

de Thierry Mur et Olivier Liétard

■ Propositions

alternatives locales

de Philippe Drouillon

■ Maintenir le statu quo ?

de Michel Bernard

■ Max Dollar

de Hugues Toussaint

■ Le commerce

d'exportation peut-il être équitable ?

de Valérie Carlene

■ Une boisson venue d'ailleurs

de Francis Vergier

Education

La note, un engrais qui ronge

d'André Duny

G8, Larzac, FSE

C'est pas le sommet

de Matt Mahlen

Des sommets en plus

de Madeleine Nutchey

Brèves

- 17 Sociétés
- 18 Nord/Sud
- 20 Alternatives
- 26 Énergies
- 27 Nucléaire
- 28 Santé
- 28 Annonces
- 29 Femmes
- 30 Paix
- 31 Environnement
- 32 Politiques
- 36 Livres
- 38 Courriers

Les informations de ce numéro ont été arrêtées au 1^{er} octobre 2003.

de l'intérieur...

Rencontre de la simplicité volontaire

Les ami-e-s de Silence cherchent à mettre en place un réseau d'échanges autour des questions de la simplicité volontaire. Pour commencer, l'association cherche à connaître les personnes et les associations qui seraient intéressées par une telle démarche. Dans un deuxième temps, une rencontre pourrait être programmée. Ecrire à *Les Ami-e-s de Silence*, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04.

Objectif décroissance

À l'occasion du colloque sur la décroissance qui s'est tenu avec succès fin septembre à Lyon, nous avons publié aux éditions Parangon un recueil de textes sur le thème. On y retrouve la plupart des textes déjà publiés dans Silence, mais également environ un tiers du livre en inédit. Ce livre peut nous être commandé contre 13 € + 2,5 € de port.

PARIS Echos de Silence

Les prochaines émissions «*Les échos de Silence*» sur la radio *Ici et Maintenant* (95,2 MhZ) auront lieu de 16h30 à 17h30, les mercredi 5 novembre, 10 décembre, etc.

PARIS Bénévoles pour Marjolaine

Pour tenir le stand de *Silence* au sein du salon Marjolaine, du 8 à 16 novembre, au parc floral de Paris, nous cherchons des bénévoles. Prendre contact avec *Mireille*, tél : 01 43 57 20 83.

A vous la parole !

Tous les cinq ans, nous vous demandons de répondre à un questionnaire, ceci afin d'améliorer le dialogue entre vous et nous, de faire naître des débats et de proposer de nouvelles idées. Vous trouverez en pages centrales un encart détachable à nous retourner le plus rapidement possible avec vos contributions. Il y a cinq ans, nous avions eu 600 réponses, nous en espérons au moins autant cette fois-ci.

JURA Bénévoles pour Longchaumois

Pour tenir le stand de *Silence*, à la foire éco-bio de Longchaumois, les 1er et 2 novembre, nous cherchons des volontaires. Prendre contact avec *Dorothee*, tél : 04 78 85 56 02.

MONTPELLIER Atelier décroissance

Un atelier décroissance se met en place le premier lundi de chaque mois à 19 h à Montpellier. Prendre contact avec *Elisa*, tél : 04 67 04 12 40.

Numéros régionaux

Nous bouclons actuellement un numéro sur la *Provence* (unique-ment Bouches-du-Rhône et Vaucluse). Si vous disposez d'informations sur des alternatives intéressantes dans ces deux départements, envoyez-nous les !

Pour le numéro d'été, ce sera en principe le tour de la région *Poitou-Charentes*, puis pour l'hiver prochain, *Drôme-Ardèche*. Vous pouvez commencer à collecter les tracts, revues, bulletins de ces régions et nous les envoyer.

Un grand merci d'avance aux lecteurs et lectrices de plus en plus nombreux à participer à la collecte des informations.

Offrir Silence !

Les fêtes de fin d'année approchent. Dans la liste des cadeaux possibles : un abonnement à *Silence*. Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (15 x 5 = 75 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (40 €). Et si vous n'aimez pas les fêtes de fin d'année, pas de problème : l'offre est valable toute l'année !

) Courriers :
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
) Renseignements
04 78 39 55 33 mardi et jeudi
) Diffusion - Comptabilité - Abonnements
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
) Rédaction
04 78 39 55 33 le mercredi
) Stands, correspondants
04 78 85 56 02
) Réassortiment, librairies
04 74 07 08 68
) Virements bancaires
CCP 550 39 Y LYON
) Distribution en Belgique
Brabant-Écologie
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 Ohain
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brevets sont des résumés des informations que l'on nous communique.
La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)
N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 4^e trimestre 2003
Tirage : 6 000 ex

Éditeur : Association Silence
Président : Xavier Sérédine
Vice-président : Jacques Caclin
Trésorière : Myriam Cognard
Secrétaire : Suzanne Vignal
Administrateurs :
Madeleine Nutchey, Patrice Farine.

Réalisation de la revue
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Communication et documentation : Alexandre Esteban
Maquette et publicité : Vincent Cheynet
Stands salons et fêtes : Dorothee Fessler
Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulendar, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Piot
Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité
Expédition : Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Paul Garde, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino
Ont participé à ce numéro : Valérie Carlene, Bruno Clémentin, Philippe Drouillon, André Duny, Olivier Liétard, Thierry Mur, Hugues Toussaint.
Couverture : montage Silence

Venez nous voir !

N°304 - Décembre
Comité de clôture des articles : samedi 25 octobre à 14 h
(clôture brèves : mercredi 28 octobre à 14 h)
Expédition : vendredi 14 novembre de 14 h à 21 h 30

N°305-306 - Janvier
Comité de clôture des articles : samedi 22 novembre à 14 h
(clôture brèves : mercredi 26 novembre à 14 h)
Expédition : vendredi 12 décembre de 14 h à 21 h 30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Bulletin d'abonnement page 39

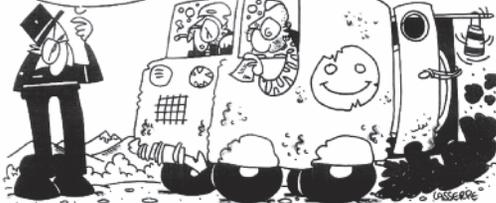
IRAK : MULTIPLICATION DES ATTENTATS ANTI-AMÉRICAINS



CHARLES MILLON NOMMÉ AMBASSADEUR AUPRÈS DE LA FAO



TEUFEURS, LES NOUVEAUX REBELLES VOILÀ VOTRE AUTORISATION DE MASSACRER LA NATURE



LA FRANCE EST SUBMERGÉE PAR LES DÉCHETS



SUPPRESSION D'UN JOUR FÉRIÉ POUR AIDER LES PERSONNES ÂGÉES



Echangeons encore

Le 14 septembre dernier, les trois mille organisations non gouvernementales présentes à Cancun, au Mexique, ont exprimé leur joie. Le sommet de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, venait de s'achever sans avoir progressé dans le cadre des négociations pour l'AGCS (1). Les pays du Sud, fédérés autour du Brésil et de l'Inde, ont en effet fait un blocage total sur les propositions de libéralisation, demandant que soient remises à plat les conditions d'échanges entre les pays exportateurs de matières premières (le Sud) et les pays exportateurs de produits transformés (le Nord). Depuis Seattle en 1999, l'OMC est en panne et c'est tant mieux.

Mais quels échanges peuvent alors se faire ? Depuis maintenant une trentaine d'années, le commerce solidaire a vu le jour assez timidement via des réseaux comme Artisans du monde. Au milieu des années 90, de nouvelles pratiques sont mises en place, en particulier avec l'arrivée du label Max Havelaar qui cherche à promouvoir la notion de commerce équitable à grande échelle. Comment passer à la «grande échelle» tout en restant équitable ? Tout le débat est là et un débat contradictoire se met en place (2).

Est-ce une polémique stérile que d'en parler ? Beaucoup risquent d'être découragés en découvrant les articles qui suivent. Nous aurions aimé passer à un autre sujet mais les textes collectés (3) prouvent qu'il y a bien là matière à débat. Même si comme le dit Hugues Toussaint, vouloir tout tout de suite à Cancun, c'est n'obtenir rien, jamais, de personne... par sa démarche idéologique, nous pourrions bien rester seuls. Et en vitesse, pour cause de faim et de soif, tant que ça va, faites des échanges, faute d'échanges.

Si l'aventure, comme nous, vous achève et que vous ne voulez pas que des produits dits équitables, ne sombrez pas dans une profonde déprime. Posez-vous et posez autour de vous quelques questions sur les tenants et les aboutissants du système, mais continuez. Ce n'est qu'une démarche parmi bien d'autres, toutes plus ou moins imparfaites, et pour aller vers un monde très imparfait.

Madeleine Natchay et Michel Bernard ■

(1) AGCS, Accord général pour le commerce des services. Voir dossier dans le numéro 296 de mai 2003.
 (2) Nous avons commencé le débat sur le commerce équitable dans le numéro d'été 1999 (n°246/247) avec un article de Catherine Shuperti Yourossian de l'UEJ. Genève. Dans le numéro 256, nous avons proposé un dossier avec «Commerce équitable, quel est le sens de la notion aujourd'hui en France» de Philippe Camou, président de Max Havelaar, «Peut-on indéfiniment penser une vie en chaussette ?» de Marie-Louise Dufour, directrice de la revue distributive *La Guirlande*, «Aristote, les SEL et le commerce équitable» de Serge Laouche. Puis nous avons poursuivi avec «Commerce équitable contre mondialisation ?» dans le numéro 163 avec «Commerce équitable, une alternative à la mondialisation» de Tonino Perna, sociologue italien, «attachisme ou économie solidaire ?» d'Andreas November, IUED Genève, «Artisans du monde et le commerce solidaire» de Louis Pinsard, *Artisans du monde* Dôle, «Un avenir incertain» de Jean-Paul Debarj, maître à bord au sein de la plate-forme commerce équitable. Après de nombreuses réflexions en 2001 et 2002, nous avons également publié quatre pages de réactions «Vous avez dit commerce équitable ?» dans le numéro de juin 2003.

(3) Le premier texte de Vincent Cheynet et Bruno Clémentin a été diffusé sur internet en avril 2003. Repris de nombreuses fois, il a provoqué de multiples débats dont nous reprenons ici quelques textes. D'autres textes ont pour origine le débat autour de l'arrivée du label Max Havelaar dans les MacDonald's suisses.

10 objections au «commerce équitable»



Les arguments en faveur du «commerce équitable» ont été largement développés. Notre propos n'est donc pas ici de les rappeler mais, de développer un contre argumentaire à ce commerce dit «équitable». La capacité à accepter la critique, à recevoir la contradiction, à engager un débat, sont le gage d'une démarche évolutive.

Sur fond gris : texte de Vincent Cheynet et Bruno Clémentin.

En typographie baton droite sur fond blanc : réponse Thomas Mur de Paris Equitable, association de promotion du label Max Havelaar à Paris. mur.t@free.fr.

En typographie grasse italique à empâtements sur fond blanc : Olivier Liétard

Le commerce «équitable» est inéquitable

En effet, pour qu'un échange soit réellement équitable, les conditions de protection sociale et de rémunération des individus qui produisent devraient être identiques à celles des personnes qui consomment. Selon les informations du site de Max Havelaar, au prix actuel, il faut trois cents ans à un Manuel, producteur local en Colombie, pour gagner 15 000 € (environ la rémunération moyenne annuelle chez nous). Manuel reçoit, au nom du commerce équitable, d'après les chiffres fournis par Max Havelaar, trois fois plus que ce que lui donne le marché, il ne lui faudra donc plus, au prix du marché équitable que... cent ans ! Les coûts d'importation, de torréfaction et de distribution restant, eux, quasiment identiques, pour être vraiment équitable, le prix du paquet de café (de 250g, dans l'exemple Max Havelaar) devrait être acheté 100 fois plus cher — 19 € — et être vendu à Pierre, en France, 21,8 €. Pierre ne le paye aujourd'hui que... 2,35 €. Ce commerce est donc simplement «moins inéquitable».



Thomas Mur : Tout à fait juste.

Olivier Liétard : Argument juste mais fallacieux car il faudrait tenir compte des disparités du coût de la vie.

Par ailleurs il faut bien un début à tout... l'équité est une utopie (jamais atteignable), mais marcher vers elle avec constance, sur une interminable asymptote, reste une réalité palpable. Enfin «commerce équitable», pour moi, c'est un oxymore aussi débile que «croissance durable». Même au temps du troc, il y en avait toujours un plus rusé ou brutal que l'autre...

Thomas Mur

Passer de la critique aux propositions

J'ai trouvé dans les 10 objections au commerce équitable une source de réflexions enrichissantes, et surtout très utiles pour moi puisque je suis, depuis début 2003, en train de mettre en place un jumelage économique éthique entre les métropoles de Saint-Etienne, dans la Loire, et de Londrina au Brésil. Le projet est en train de décoller, avec l'aide très précieuse de Jean-Philippe Bayon, qui gère les fonds du conseil régional alloués aux projets de commerce international équitable de Rhône-Alpes. On commence par le café, bien sûr, mais la liste est longue de ce que l'on veut faire ensuite.

Ces dix objections m'ont donc été très utiles. Elles contiennent toutes des parts de vérité, certaines plus que d'autres. Mais aussi des parts d'erreur, que j'aimerais commenter ici.

Olivier Liétard

T. M. : Max Havelaar ne fait pas de commerce. Max Havelaar contrôle les entreprises utilisant son label, et fait du marketing pour se faire connaître. Le marketing bénévole est contestable. Nous le jugeons néanmoins nécessaire tant que le label n'est pas connu de la population. De plus, notre marketing ne porte préjudice qu'à des poids lourds du commerce (donc pas Marie), que nous souhaitons amener à devenir équitable. Au fond, cette remarque est surtout une critique du commerce associatif. Ou bien des problèmes de mise en place du commerce équitable, mais non du commerce équitable lui-même.

O. L. : L'estampille «commerce équitable» ne devrait être apposée que sur les biens impossibles à produire localement. Cet exemple dit réel montre que les responsables de cette labellisation se sont foutus de la doigt dans l'œil — mais ce sont eux les coupables, pas la notion de commerce équitable elle-même. Comme on dit, faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

(Suite page 6)

Le commerce équitable favorise la concurrence déloyale

Exemple authentique (seuls les prénoms ont été changés) : Marie fabrique des chapeaux sur le plateau du Larzac. Elle les vend sur le marché à Millau. Sur ce même marché, Jacques propose des chapeaux estampillés «commerce équitable» moitié moins cher que ceux de Marie. L'association qui importe les chapeaux vendus par Jacques ne paye pas, comme tous les commerçants, le transport à son coût réel : le kérosène des avions et le gasoil des bateaux n'est pas taxé. Cette association de commerce équitable profite aussi, dans une moindre mesure que le commerce classique certes, des faibles rémunérations et de l'absence de protection sociale des pays producteurs et jouent sur la force de l'euro. Enfin, Jacques n'est pas payé : salarié du Crédit Lyonnais, il occupe son temps libre en faisant du bénévolat pour cette association. Résultat : Jacques met en faillite l'activité de Marie, avec d'autant plus de force qu'il le fait avec la meilleure conscience possible, sûr de contribuer à un monde meilleur.



Olivier Geneviève, qui enseigne à l'ESC, est en train de travailler sur un label de sucre équitable, et cela pose un sacré problème. L'Europe s'apprête en effet à déréguler le prix du sucre, ce qui signifie l'arrêt de mort de la filière betterave française, incapable de concurrencer le sucre de canne des enfants

esclaves du Brésil et d'ailleurs... Dans ce cas, le seul sucre qui mériterait le label, c'est le français... On rejoint le loup soulevé par le point précédent... le seul moyen de faire du commerce sucrier équitable, c'est de maintenir le prix du sucre à son niveau actuel, et d'offrir aux producteurs de sucre de canne

un niveau de vie égal à celui des ouvriers agricoles français. C'est bien sûr l'inverse qui va être fait. On va détruire la filière française pour encore «mieux» exploiter les esclaves des plantations du tiers-monde. L'équité doit marcher dans les deux sens. Sinon, on arrive tout droit à la délocalisation...

Le commerce équitable ne tient pas compte des coûts écologiques



Exemple : Patricia achète une « banane équitable ». Elle la paye 1 €. Patricia pense ne manger qu'un fruit tropical alors qu'elle consomme aussi du kérosène, énergie nécessaire pour acheminer le fruit du Costa Rica jusqu'à chez elle. Ce kérosène n'étant pas taxé, le coût de l'impact écologique du transport n'est pas pris en compte dans son achat. Et la peau de la banane ? Celle-ci est perdue pour le sol du Costa Rica qu'elle aurait du enrichir en compostant ! Ce sont ainsi d'énormes quantités d'humus qui sont perdues pour les pays producteurs.

Max Havelaar importe aussi par exemple du miel ou du riz, produits que l'on trouve produits dans nos régions.

Max Havelaar importe des dictatures zimbabwéenne et kenyane vers la Suisse, des fleurs « commerce équitable ». Ces fleurs sont réfrigérées et acheminées en avion pour rester fraîches ! La culture des fleurs se fait sous serre avec force produits toxiques comme les pesticides, qui sont connus pour provoquer des évanouissements chez les ouvriers, des allergies, des eczémas, des affections respiratoires, des problèmes de vue ; pour les femmes : des fausses couches, des naissances prématurées, etc. Ces conditions de travaux ont été dénoncées par les ONG. (1)

(1) Silence n° 274, p. 24.

O. L. : Bien d'accord pour la banane (et autres fruits exotiques) — ça marche aussi à l'envers, et encore mieux (voir les étals de Lagos inondés de packs de pain de mie fabriqués avec de la farine européenne). Mais c'est un problème de taxation internationale qui n'est pas du ressort de Max Havelaar. Vous auriez pu aussi citer Biocoop qui importe 80 % de ses premiers (dits bio) d'Italie et d'Espagne, à grand renfort de transport routier diesel (plus polluant et moins taxé que l'essence) et d'exploitation des sans-papiers albanais et marocains.

T. M. : Cette remarque est une critique de la mondialisation. Le commerce équitable propose une solution pour un rapport de force Nord/Sud plus sain. Il propose une voie pour améliorer la mondialisation. Mais on ne peut pas lui imputer tous les torts de la mondialisation. Le label Max Havelaar ne légitime pas non plus la mondialisation — même s'il y croit — puisqu'il n'est pas un représentant de qui que ce soit.

O. L. : Argument très fallacieux. La disparition des variétés de pommes en France est antérieure au développement des importations de fruits exotiques. Elle a été imposée par les grandes centrales de distribution, par souci de simplification de leurs listes de produits et d'homogénéisation des calibres (pour éviter les pertes de rebut, les clients choisissant toujours les plus gros fruits).

T. M. : Dans le cas de Max Havelaar, le commerce est fait par des entreprises normales, qui paient des taxes normales. Si aucun cadre juridique n'est en place pour préserver l'environnement, c'est un problème dû à l'imprévoyance de l'économie internationale. La vocation du commerce équitable est de corriger le rapport de force en faveur des producteurs de pays pauvres. Pas en faveur de la nature. Le commerce équitable n'est pas une solution complète et suffisante à tous les problèmes du développement. La restauration de l'environnement est un autre combat. Les améliorations environnementales mises en place par Max Havelaar ont pour but de ne pas polluer la nature dont dépend directement le producteur. Elles n'ont donc pas vocation à protéger l'environnement à l'échelle de la planète. Si des fleurs sont produites dans des conditions sociales et environnementales non décentes, alors cette production est critiquable et il faut la corriger. Max Havelaar travaille pour éviter ce type de situation. Le personnel de Max Havelaar n'a pas la prétention d'être parfait, et la surveillance de la part d'autres associations est la bienvenue. Cependant, ça ne donne pas matière pour une critique du principe du commerce équitable (labellisé ou non).

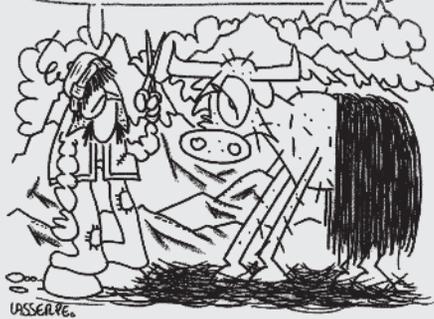


Le commerce équitable favorise l'appauvrissement de la biodiversité

Exemple : Patricia est en train de finir de manger sa banane «commerce équitable ». Elle a aussi acheté un pamplemousse, une orange, et ... une pomme. La diversité de sa corbeille de fruits étant à l'échelle du globe, Patricia néglige alors la biodiversité locale. Alors que sa région comptait cinquante espèces de pommes voici vingt ans, il n'en demeure plus que cinq en moyenne aujourd'hui sur les rayons d'un grand magasin.

UN NÉPALAIS À PARIS

IMPOSSIBLE. POUR ME PAYER LE BIJOU
D'AVION, IL FAUDRAIT QUE JE Vende
UN MILLION DE VÊTES TRADITIONNELLES



Le commerce équitable accompagne la «déculturation» de la production

Exemple : Quand Michel va en Inde, il est heureux de trouver une culture différente de la sienne, enraciné dans son milieu. L'habillement fait partie intégrante de cette diversité des cultures et cette diversité culturelle fait la richesse de la Terre. Toute la production fait ainsi partie de la culture vivante des peuples. Azimuts, entreprise d'habillement issu du « commerce équitable », importe en France des vêtements de style népalais (seuls les tissus sont népalais, les formes des vêtements sont occidentales). Imaginons la tête du Népalais qui, en arrivant à Paris, se trouve face à des personnes habillées en... tenue de fête traditionnelle de son pays. Gageons qu'il repart aussitôt, déçu. L'idéologie dominante mène au renoncement à sa propre culture.

Le terme « exception culturelle » limitant la culture aux arts et à notre seul pays, constitue, à cet égard, un scandale.

T. M. : Idem que pour la réponse 4.

O. L. : Argument tout à fait folklorique. En toute bonne logique, les écologistes devraient être résolument opposés à toute forme de tourisme autre que celui fait à vélo ou en voilier

— autant dire réservé à des retraités vaillants.

Chacun est libre de s'habiller comme il le veut. Faut-il demander à ceux qui s'habillent en Nike, Reebok, Benetton de se mettre en gandoura, s'ils sont Arabes, avec un bérêt

pour ceux nés en France, avec une coiffe pour les Bretonnes, et avec des sabots de bois pour les Auvergnats ?

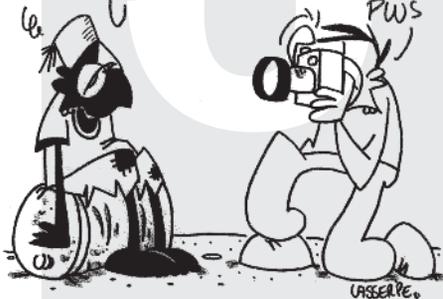
Il n'y a qu'un pas entre le folklore et le communautarisme, et encore un seul entre ce dernier et l'intégrisme...

Le commerce équitable nous éloigne de l'essentiel : re-localiser l'économie

PAUVRE MAIS CÉLÈBRE

JE VAIS AVOIR MA TÊTE SUR
TOUS LES BOÎTES DE CHOCOLAT

ON
BOUGE
PLUS



Exemple : Loba est paysan en Côte d'Ivoire. Il cultivait son champ pour se nourrir et alimenter son village (culture vivrière) puis, son gouvernement l'a obligé à produire des fèves de cacao pour les exporter en France (culture de rapport). Loba est alors devenu dépendant du cours mondial du cacao, alors que, grâce aux bénéfices réalisés en vendant les fèves, la Côte d'Ivoire a pu acheter des avions de chasse à la France. Malheureusement, trop de pays faisant du cacao, le cours du cacao a beaucoup baissé. Loba se trouve au bord de la famine. Grâce au commerce équitable, Loba a un peu moins faim (il reçoit maintenant juste assez d'argent pour acheter la nourriture... qu'il produisait avant) et la Côte d'Ivoire peut continuer à acheter des tanks à la France. Mais le retour à l'autosuffisance alimentaire s'est à nouveau éloigné... et Loba ne connaît toujours pas le goût du chocolat : un produit réservé aux riches occidentaux.

O. L. : Très bon point. Ne serait-ce que pour diminuer les transports... à moins de remettre à l'honneur la marine à voile ? J'en serais enchanté (peut-être moins les marins).

T. M. : Le commerce équitable selon Max Havelaar oblige les « petits producteurs » à s'associer en coopératives. Une coopérative est un plus gros producteur, plus à même de résister aux manipulations politiques. C'est donc, au contraire, une solution pour que les producteurs puissent produire ce qu'ils souhaitent produire.

- PUBLICITÉ -

Les Journées de l'Arbre, de la Plante et du Fruit 2003

« D'autres usages des plantes »

28 nov : 1ère rencontre de l'habitat alternatif

Le nouvel habitat rural / les matériaux économiques et écologiques de construction. Ouverte à tous.

Débat à 20h30: « Quelles alternatives pour l'habitat en milieu rural ? Acquisition du foncier et auto-construction »

29 et 30 nov. : Journées « Grand public »

Défilé de mode / démonstrations / expositions: Les plantes tinctoriales, les plantes dans l'industrie, dans la construction, dans les cosmétiques...

Décor, ambiance et animations en relation avec le thème.

Débat 29 nov. à 20h30 : « Eco-construction : techniques et témoignages » avec C. Aubert (Centre Terre Vivante).

Invitée d'honneur:

La recherche pomologique en Belgique

Expositions variétales avec le Centre de Recherche Agronomique de Gembloux et le C.I.R.P.D.F. « C.Catoire » d'Alès.

Collections variétales ; Pépiniéristes spécialisés ;
Producteurs, transformateurs et artisans ;
Librairie spécialisée Fruits Oubliés ;
Animations enfantine ; Restauration et buvette.

Droit d'entrée : 4 € - Gratuit pour les moins de 12 ans.
Ouvert de 9h. à 19h.

Organisateurs : « Les Dimanches Verts » 04 66 85 32 18
Partenaires : Fruits Oubliés et le C.I.R.P.D.F. « C.Catoire »

Saint-Jean-du-Gard - Espace Paulhan

Max Havelaar cautionne la grande distribution

Exemple : Monsieur et Madame Grandval avaient un peu mauvaise conscience en se rendant en voiture à Auchan le samedi. Ils savaient que, d'une part, cela ne favorise pas leur coopérative, les paysans au marché ou encore les commerces de proximité, et que, d'autre part, ils faisaient tourner la grande distribution avec toutes ses conséquences : déshumanisation, impact écologique (automobile obligatoire pour y aller, transport routier, flux tendus, agriculture intensive), mal économie, etc. Ils savaient aussi très bien que ce type de distribution dans les pays riches est la cause de bien des maux dans les pays du Sud. Désormais, grâce au paquet de café Max Havelaar qu'ils déposent à la fin de leurs courses dans leur chariot plein à ras bord, ils ont maintenant en plus bonne conscience. Auchan s'est en effet servi de cet argument en y axant une large partie de sa communication. Avec cinq produits labellisés «commerce équitable», on peut accéder aux 120 000 produits non labellisés d'un grand magasin en toute bonne conscience !

Pendant que Max Havelaar ne cesse de se réjouir d'être distribué dans un nombre croissant de grandes surfaces, entre 1966 (date d'apparition des grandes surfaces) et 1998, selon l'INSEE, la France a perdu 17 800 boulangeries-pâtisseries (44%), 73 800 épiceries (84%), 3500 fromageries (76 %), 1300 librairies, 4700 commerces de chaussures (50 %), 4300 quincailleries (46 %), etc.

En Suisse, depuis mars 2003, le thé, le chocolat chaud et sept cafés Max Havelaar sont vendus dans les MacDonald's. «Pour Max Havelaar, cette opération répond à sa vocation d'élargissement du marché pour les produits du commerce équitable pour que toujours plus de producteurs du Sud aient accès au commerce équitable. . . Si on peut concéder que MacDo puisse bénéficier d'une meilleure image à travers ce projet, Max Havelaar ne labellise par pour autant la firme MacDonald's. Ceci constitue un nouveau concept, c'est aussi un projet pilote de MacDo Suisse. En cas de succès, ce projet pourrait être étendu au plan européen» affirme Didier Deriaz de Max Havelaar Suisse. Le logo Max Havelaar apparaît sur les 139 magasins suisse MacDo à côté de la photo des produit MacDo labellisés sur tous les menus, les tables, au-dessus des comptoirs, à l'extérieur. «Si MacDonald's en France fait ce choix, nous n'avons pas à le refuser.» complète Victor Ferrera, directeur de Max Havelaar France (2).

(2) Politis 12 juin 2003.

T. M. : En achetant régulièrement un produit garanti équitable par Max Havelaar, en grande distribution ou ailleurs, vous permettez à un producteur d'un pays pauvre de vivre dignement. Le jour où tous les produits seront équitables, c'est l'ensemble des producteurs (des pays riches et pauvres) qui vivront dignement. Avant d'arriver à ce lendemain idéal, il faut commencer par quelques produits seulement. A part ça, la conscience du consommateur appartient au consommateur. C'est à lui qu'il appartient de décider si un paquet de café équitable légitime son train de vie ou non.

O. L. : Très bon point aussi, sauf qu'il faut voir où est l'œuf et où est la poule. Ce n'est pas Max Havelaar qui a détruit le petit commerce. S'il s'était obligé à ne commercialiser les produits équitables que chez les commerçants indépendants, il serait mort comme eux.



T. M. : Les produits labellisés par Max Havelaar sont produits dans des conditions sociales et environnementales améliorées. En quoi serait-ce critiquable par les écologistes ? Serait-il préférable de polluer plus afin de faciliter l'action des associations écologistes ? Il me semble au contraire que c'est une bonne chose de rajouter ces critères au commerce. J'invite Renée et tous ceux qui souhaitent comprendre notre action à venir rencontrer les groupes locaux de Max Havelaar. Les valeurs que l'on défend sont compatibles avec celles des associations écologistes, comme en témoignent les écologistes qui participent à notre mouvement.

O. L. : *Ce n'est pas le commerce équitable qui cautionne la mondialisation, c'est le commerce tout court. En l'absence de transports, le commerce se réduit au troc local, le moins inéquitable, tant que n'est pas introduite la monnaie (1). Plus la distance s'accroît, plus le nombre d'intermédiaires non productifs est grand, et plus la marge est forte, en particulier sur les produits rares sur le lieu d'achat... voir l'histoire des épices (route des Indes), et celle du triangle atlantique (pacotille européenne contre esclaves africains contre or américain et retour à la case départ à Nantes ou Bordeaux).*

(1) voir mon article dans Silence de juillet 2003, page 75.

Le commerce équitable cautionne la mondialisation

Exemple : Renée est une vieille militante écologiste. Elle se bat depuis cinquante ans pour les cultures vivrières et contre les cultures de rapport. Elle ferraille contre l'uniformisation du monde, contre la volonté de l'Occident d'étendre son anticulture marchande au reste de la planète, contre le « commerce » des pays riches. Pour elle, le commerce équitable est une véritable catastrophe. En effet, comment combattre encore la mondialisation si on lui pose des pastilles vertes, des « labels éthiques », si on cautionne ce système si fondamentalement destructeur qui détruit la nature et opprime une multitude d'humains sur la planète ? Comment alors amener une critique constructive qui remette en cause les problèmes à leurs racines et non une fausse contestation qui n'a pour conséquence que de renforcer ce système ?

Dans la lettre de Max Havelaar *La tasse de Max*, l'organisation se félicite de sa présence et d'être écouté au... forum économique de Davos, le forum des plus grands dirigeants économiques. « Quant à Porto Alegre, on ne pêche plus contre la mondialisation mais pour une autre mondialisation. » (3).

(3) *La Tasse de Max*, n° 12, mars 2003.



O. L. : *Tout à fait juste, malheureusement.*

T. M. : La clef du commerce équitable, c'est la transparence. Le consommateur et le producteur sortent de l'ombre et se connaissent. L'un sait pour qui il produit. L'autre sait par qui c'est produit. Le consommateur et le producteur ne sont plus dans un rapport dominant/dominé (ou donneur/assisté) orchestré par des intermédiaires opaques. Ils vont vers une logique saine de partenariat. Le commerce équitable n'existe que si la démarche vient simultanément des deux côtés. Par exemple, il ne peut rien pour un producteur qui ne s'organise pas par lui-même. Ce n'est donc pas le pays riche qui tend la main au pays pauvre, mais les deux pays qui se serrent la main. Manuel, Loba, Patrick et Nathalie cautionnent et défendent tous ensemble un commerce où chacun y gagne. Quant au besoin bien humain de se mettre en avant, il n'est pas la spécificité du commerce équitable.



Le commerce équitable est une forme du néocolonialisme

Exemple : Patrick arrive à la retraite. Après avoir passé sa vie à polluer la planète dans une grande entreprise de chimie, il se dit qu'il pourrait occuper sa retraite en faisant quelque chose « pour les autres », et notamment pour ces pauvres noirs. En plus, le commerce équitable lui permettra de joindre l'utile à l'agréable en voyageant à travers le monde.

Nathalie, elle, a 29 ans. Elle ne veut pas travailler dans une multinationale classique. Elle choisit donc de travailler chez Max Havelaar. Ainsi, elle a tous les avantages d'une entreprise classique plus l'éthique. Et, comme Patrick, elle adore les aéroports.

Patrick et Nathalie sont, sans vouloir l'accepter, la version actuelle de nos anciens missionnaires. Ceux-ci apportaient une caution morale au vol des ressources naturelles et à l'esclavage des pays du Sud. Avant de vouloir « faire le bien », Patrick et Nathalie ne se sont pas demandé comment d'abord « ne pas nuire ». Ainsi, tous les deux continuent, avec les 1 % de la planète les plus riches, à prendre l'avion ou bien encore à aller aux sports d'hiver, sans se poser sérieusement de question sur les conséquences qu'impliquent leur mode de vie. Dans leur station de ski respectives, très fiers, Patrick et Nathalie parlent à leurs amis de ces paysans andins qui sont « si gentils ». Ils ne dédaignent pas de temps en temps « faire la morale » et pousser un coup de gueule contre ce monde « qui va si mal ».

Le commerce équitable participe à l'idéologie de la soumission

Exemple : Thierry milite dans une association de commerce équitable depuis dix-sept ans (son salaire représente 10 fois celui de Loba en Côte d'Ivoire). Il connaît bien les objections au commerce équitable des militants écologistes radicaux, comme Renée. Mais Thierry travaille et ne veut pas remettre en cause toutes ses longues années de labeur acharné. Au lieu de prendre en compte des remarques de ses contradicteurs, il choisit de les insulter : « Vous voulez que chacun reste chez soi ! ? », etc. Thierry ne cesse de parler de « réalisme » de « stratégie » et de « pédagogie ». Thierry finit par être le meilleur allié de la soumission au « réalisme économique ». Sans forcément s'en rendre compte, Thierry a fait passer dans son échelle des valeurs les lois de l'économie avant le principe moral et le système se nourrit d'abord de toutes les fausses contestations qui légitiment le primat de l'économie. C'est le retour à la case départ.



Le point qui m'a le plus branché, parce que ça a été un souci pour moi dès les prémices de mon projet (l'automne 2002), c'est celui de l'autarcie des paysans du tiers-monde. C'est pourquoi j'ai posé comme préalable incontournable que les cultures de café ne viennent pas empiéter sur les terres nécessaires à la propre subsistance alimentaire des éleveurs. Pour rester un tant soit peu équitable, ce café doit rester une culture complémentaire, un bonus, en quelque sorte. Une production qui n'est pas indispensable, mais qui arrondit les fins de mois... De plus, j'ai imposé que l'on fasse suivre le projet café de ceux de la réintroduction locale du quinoa et de l'amarante, les céréales andines naturelles avant que les colonisateurs n'imposent blé, maïs et riz... Ce fut Monsanto avant l'heure : ils l'ont fait car ils étaient seuls à avoir les semences, et ils interdisaient aux Indiens de conserver une partie de leur récolte pour semer l'année suivante... En plus c'était mal bouffe avant l'heure aussi, car quinoa et amarante étaient des céréales considérées comme des dons de Dieu par les Indiens, tant leur valeur nutritive (protéines, vitamines et oligo-éléments) est supérieure à celle des céréales imposées. C'était le meilleur moyen de rendre les Indiens malades, et ça n'a pas loupé. La variole là-dessus a fait le reste, tant leurs défenses naturelles avaient faibli. Bref, le commerce équitable, d'accord, ce n'est pas la panacée... mais ça vaut mieux que rien, et ça permet de réfléchir sur d'autres points, avec votre aide... La critique est toujours bonne quand elle est constructive. Il serait intéressant de reprendre point par point ces objections et de donner à chaque fois de possibles alternatives.

T. M. : *Insulter* : c'est un problème de personnalité de Thierry.

Réalisme : le commerce équitable est applicable dès aujourd'hui. En ce sens, c'est une action réalistique.

Stratégie : le commerce équitable est un outil pour une meilleure mondialisation. Là encore, il n'a pas la prétention d'être le plus efficace, ou suffisant. Nous proposons un outil et non une stratégie.

Pédagogie : le commerce équitable selon Max Havelaar n'est pas paternaliste. Au contraire, il ne peut profiter qu'aux producteurs ayant la volonté de s'organiser. Même si Max Havelaar

peut fournir l'expertise pour y arriver, il y a peu de pédagogie dans son commerce équitable.

Economie, principe moral, Système : Effectivement Max Havelaar souhaite améliorer le système capitaliste. Pas le remplacer. Chacun ses convictions n'est-ce pas ?

O. L. : *Tout à fait juste, malheureusement. J'ai failli moi-même être coupable, puisque mon voyage en avion à Londrina était prévu en octobre. Du coup j'ai annulé, réservant cette visite quand je serai à la retraite (si j'y arrive !) et si je suis toujours vaillant (vélo et voilier).*

Faire des propositions alternatives locales

Il faut «capitaliser» les expériences solidaires, en partant des initiatives proches pour aller vers celles plus lointaines.

Apporter un soutien à des producteurs du Sud afin qu'ils puissent écouler une production excédentaire vers les pays du Nord, je suis en partie d'accord.

Le problème du commerce équitable actuellement est qu'il devient un «business» (presque) comme les autres, les valeurs «humaniste» et «équitable» en plus. Certains associations de commerce équitable du Nord sont dans un cercle vicieux tel que si elles n'augmentent pas le chiffre d'affaires de la filière du commerce équitable (notamment en passant par les grandes surfaces qui trouvent un alibi en or pour fourguer les 99 % restants de leurs produits qui, eux, ne sont pas équitables), elles seront amenées à licencier en leur sein.

Si le commerce équitable (sur)vit, c'est grâce à la présence de nombreux bénévoles (non payés donc). Il ne faut donc pas l'oublier quand on veut évaluer la viabilité du commerce équitable dans le système actuel.

Bref, on reste toujours dans le même système. Le commerce équitable, d'après les chiffres d'EFTA, la plateforme européenne du commerce équitable, aide peut-être près de cinq millions d'habitants du Sud mais ne remet pas fondamentalement en cause la dynamique des échanges et les rapports de force entre le Nord et le Sud. Les producteurs du Sud sont bel et bien toujours contraints d'écouler leur production selon des filières, même équitables, imposées par le Nord.

Trouver des réponses locales

Je pense donc, de plus en plus, que des expériences de développement local de filières de production «propres» («équitables») constituent ce qu'il y a de plus intéressant dans le domaine de l'économie solidaire... qu'elles se réalisent au Nord ou au Sud.

J'ajouterais même que nous, dans le Nord, nous avons beaucoup à apprendre des

nombreuses expériences mises en place dans le Sud que ce soit sous la forme de circuits courts «solidaires» ou de la création de monnaies parallèles (je ne parle pas que des SEL, systèmes d'échanges locaux).

N'y voyez aucune tentative de protectionnisme, ni de fermeture à toute multiculturalité. Au contraire ! Il s'agit tout en gardant une ouverture sur le monde de pouvoir garder en partie la maîtrise de son destin.

Faire découvrir à la population du Nord la diversité culturelle du Sud par l'intermédiaire de filières équitables de produits issus du Sud constitue un des apports du commerce équitable... et un des effets pervers. En effet, un produit est tellement inoffensif du point de vue du «choc culturel» que vivent nombre de nos concitoyens lorsqu'ils rencontrent des personnes du Sud qui arrivent dans nos pays... sans parler les relents de haine et d'extrémisme que certains d'entre eux peuvent exprimer.

Donner des euros pour un produit du commerce équitable et se dire qu'ainsi on aura aidé quelques courageux producteurs du Sud exploités, voilà qui n'est pas loin de la charité que ce même commerce équitable dénonçait il y a plus de 20 ans avec le slogan «Trade not aid». Et pourtant, c'est la réalité que j'ai vécue et que je vis encore : chaque acheteur de produits du commerce équitable devient-il un militant de la cause des pays du Sud ? La réponse est dans mon interrogation.

Si le mouvement du commerce équitable ose dénoncer la marchandisation du monde et de la consommation irresponsable, j'ai le regret de constater que ce même mouvement s'appuie sur cette société de consommation pour se développer.

«Une personne qui adopte une consommation dite citoyenne ne devient pas automatiquement un citoyen responsable» (Bernard Perret). La révolution des caddies ne signifie pas qu'un changement de fond va se produire.

Il me semble pourtant que d'autres mondes ne seront possibles qu'en dévelop-



43 - Créer de l'intergénérationnel (...)

pant des méthodologies et autres moyens de mobiliser les gens d'abord pour des sujets qui les concernent directement et ensuite probablement pour des sujets qui leur semblent plus éloignés. De nombreuses tentatives sont en cours de développement et il me semble utile de capitaliser (excusez du terme) ses expériences indispensables si des personnes désireuses de mettre en route des projets «solidaires» et constructifs veulent à terme permettre à une large population d'y prendre part de manière active. J'ai participé à l'élaboration d'une compilation d'actions (180 pour le moment) que l'on peut mener dans sa commune. En voici quelques-unes qui peuvent aider à développer des alternatives concrètes en complément ou à la place du commerce équitable (1).

Participation dans la commune

A mon niveau, je peux :

1 - Informer le public, les concitoyens des initiatives existant en matière de démocratie participative et de citoyenneté active

Ensemble, nous pouvons :

2 - Réunir des représentant(e)s d'associations, d'entreprises d'économie sociale, ONG... autour d'une plate-forme s'appuyant sur un thème fédérateur.

3 - Promouvoir la création de conseils de quartier et de conseils consultatifs d'intérêt général.

4 - Organiser des débats publics avec les représentants et/ou les élus communaux avec des différents partis démocratiques. (...)

(1) La rédaction de Silence a fait un choix des propositions parmi les 180 proposées. La liste complète est disponible auprès de l'auteur de l'article.

Ma commune peut :

- 6 - Mettre en place des processus participatifs tels que des référendums d'initiative populaire ; des conférences de citoyens (...).
- 12 - Développer le concept de «citoyenneté active» c'est-à-dire accompagner les citoyens et les groupes locaux dans la création et le portage de projets (...)

Accueil de tous

La solidarité la plus évidente est celle que l'on peut apporter ici aux réfugiés de l'Est et du Sud.

A mon niveau, je peux :

- 13 - Accueillir un réfugié chez moi, lui trouver ou lui fournir un logement,
- 14 - Accompagner un réfugié dans ses démarches administratives à la commune (...)
- 15 - Offrir ma connaissance des langues comme interprète ou traducteur,
- 16 - Me porter garant pour une personne qui souhaite poursuivre des études ici.

Ensemble, nous pouvons :

- 17 - Organiser un comité de vigilance pour les réfugiés : faire connaître la situation des réfugiés dans la commune, suivi de la régularisation des sans-papiers, accueil des demandeurs d'asile et candidats-réfugiés, assurer l'accès aux droits sociaux fondamentaux pour les réfugiés, les sans-papiers et les demandeurs d'asile. (...)
- 19 - Organiser une information sur les causes de l'exil et des migrations à l'Est comme au Sud notamment en fournissant aux réfugiés qui le désirent l'occasion d'expliquer les causes de leur exil.
- 20 - Mettre en valeur la culture des réfugiés de la commune en organisant une activité conviviale (ex : un repas, une soirée musicale, une exposition d'art) préparée avec eux,
- 21 - Déposer plainte contre tout acte raciste et se faire appuyer par des associations pour pousser le parquet à engager des poursuites.
- 22 - Relayer les campagnes des organisations de défense des droits de l'homme dans le monde. (...)

Lien social

Des pans entiers de la population (jeunes, troisième âge, populations défavorisées,...) sont isolés. Le recours aux drogues fait le lien avec le Sud, qui, endetté, trouve dans ces productions illicites des ballons d'oxygène.

A mon niveau, je peux :

- 35 - Renforcer les contacts avec les habitants de mon quartier et d'autres quartiers.
- 36 - Participer à des structures «socialisantes» telles que le comité de quartier, l'association de parents, les associations à caractère culturel ou folklorique.
- 37 - Refuser la drogue et m'informer pour pouvoir expliquer pourquoi (coût, santé, causes, profits).

Ensemble, nous pouvons :

- 38 - Mettre en place des services d'échanges locaux (SEL) et/ou des réseaux d'échanges réciproques de savoirs (RERS)

- 39 - Organiser des «repas de quartier» dans la rue, sur une place.

- 40 - Développer des lieux de rencontres entre les générations (association home / crèche ; rencontres entre écoliers et pensionnaires de maisons de repos ; projection de films par la maison de repos pouvant s'ouvrir au public plus large du quartier ; témoignages et expériences des «anciens»...). (...)

Ma commune peut

- 42 - Créer un conseil communal des jeunes qui travaille sur des projets concrets (...)
- 43 - Créer de l'intergénérationnel (...)
- 47 - Promouvoir « la culture pour tous » (type de spectacle, tarifs proposés). Favoriser des interventions artistiques dans les hôpitaux, les maisons de retraite... (...)
- 51 - Promouvoir les services de proximité et la solidarité économique (...)

Environnement

Parler d'environnement, c'est aborder la question de la surconsommation, de la gestion des déchets et son coût grandissant. Comment réduire les quantités produites et envisager des stratégies de récupération sélective de recyclage ?

A mon niveau, je peux :

- 53 - Eviter l'utilisation abusive de la voiture personnelle et recourir autant que possible aux transports en commun.
- 54 - Privilégier le choix de produits non ou peu emballés simplement ou des emballages moins polluants et en privilégiant les filières de réutilisation et de recyclage (boîte à tartine ; gourde ; emballages «réutilisables», réutilisables ou consignés ; filet ou panier à provisions). (...)
- 56 - Donner la préférence à des fournitures scolaires utiles, réparables, réutilisables et respectueuses de l'environnement et la santé (cartable en cuir ou en toile, crayons en bois brut, stylo à réservoir, colle sans solvant, gomme en caoutchouc).
- 57 - Donner la préférence à des produits d'entretien respectueux de l'environnement (...).

Ensemble, nous pouvons

- 58 - Proposer aux écoles et aux mouvements de jeunesse des activités de sensibilisation à l'environnement (jeux, théâtre-action, expériences...)
- 59 - Demander aux collectivités (écoles, mouvements de jeunesse, associations, entreprises) de privilégier lors de la conclusion d'achat l'usage de matériaux respectueux de l'environnement. (...)
- 62 - Proposer d'augmenter la contribution des énergies renouvelables telles que le bois, l'hydraulique, le biogaz, la géothermie, le solaire thermique et photovoltaïque, l'éolien, autant de sources de création d'emplois. (...)
- 64 - Développer des projets d'aménagement de lieux dits de «nature sauvage» en collaboration avec des écoles, des agriculteurs, des comités de quartier (expérience des espaces «Chico Mendès» à Lille et à Parthenay).

Ma commune peut

- 65 - Constituer une maison de la nature et de l'écologie (...)
- 66 - Créer des commissions d'usagers des services publics ou accompagner la création de tels comités (...)
- 71 - Privilégier lors de la conclusion d'achat l'usage de matériaux respectueux de l'environnement (...)
- 72 - Assurer la collecte sélective des papiers, textiles, plastiques, métaux où tri, récupération et recyclage sont poussés au maximum... (...)
- 74 - Favoriser le compostage et le recyclage (...)
- 76 - Contrôler le traitement et la gestion des déchets dangereux et, en particulier, éviter que ces déchets soient exportés vers des pays du Sud
- 77 - Lutter pour diminuer les gaz à effet de serre en agissant sur les choix en matière d'urbanisme, de transports, de gestion des déchets et de consommation d'énergie.
- 78 - Donner la priorité à la rénovation du parc ancien de logement afin d'éviter l'étalement urbain, lutter contre l'abandon des logements en renforçant la réquisition de logements vides (...).



Emploi

(...) Le développement de l'emploi local doit être pensé en améliorant les conditions socio-économiques dans le Sud, répondre aux nombreux besoins sociaux insatisfaits. (...)

A mon niveau, je peux :

79 - Me renseigner sur la provenance des produits que j'achète. (...)

81 - Donner la préférence aux produits issus de coopératives locales, entreprises d'économie solidaire ou associations de commerce équitable. (...)

83 - Donner la préférence, dans la mesure du possible, aux banques, entreprises socialement responsables et produits dits « éthiques » ou « alternatifs ». (...)

Ensemble, nous pouvons

85 - Soutenir le travail et les campagnes des syndicats et des ONG du Nord et du Sud qui luttent pour le respect de conditions de travail décentes (...)

88 - Développer des instruments financiers de capital-risque solidaire comme les CIGALE (Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne) ou Garrigue. (...)

Ma commune peut

90 - Privilégier, dans la mesure du possible, des entreprises d'économie solidaire (coopératives / entreprises à finalité sociale, coopératives / entreprises de travail adapté, coopératives / entreprises de formation par le travail, initiatives d'insertion professionnelle, coopératives / entreprises d'initiative collective) en incluant des critères sociaux et éthiques dans les cahiers des charges des appels d'offres et soumissions publiques. (...)

93 - Refuser l'installation d'un investisseur provenant d'un pays où les droits humains sont violés ou dont le soutien à des régimes totalitaires est avéré. (...)

Production de qualité et économie solidaire

Nos modes de consommation sont intimement liés à des modes de production, notamment dans le domaine agroalimentaire. Dans ce domaine, par exemple, certains effets sont particulièrement marquants (...) : problèmes de santé publique de l'agriculture moderne, standardisation de la qualité et industrialisation des produits agro-alimentaires.

D'autre part, les débats actuels autour de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) mettent bien en évidence les enjeux que comporte pour la souveraineté alimentaire des populations, le processus actuel de libéralisation et de dérégulation de l'économie (guerre des bananes, brevetage du vivant, organismes génétiquement modifiés, bœuf « américain » aux hormones).

Cette évolution façonne l'agriculture du

Sud (par exemple, la monoculture du soja brésilien importé en Europe pour l'alimentation du bétail au détriment de la culture vivrière nécessaire à la population locale), tandis que le pouvoir d'achat des petits producteurs de nombreuses matières premières, comme le sucre, le cacao ou le café, ne cesse de baisser.

A mon niveau, je peux :

98 - Préférer des produits du commerce équitable (ça reste quand même un mieux !)

99 - M'informer de la manière dont les constituants de mon assiette quotidienne ont été fabriqués

100 - Acheter des produits locaux et/ou de l'économie solidaire (Les Paniers du Pays, marchés paysans...). (...)

Ensemble, nous pouvons

104 - Interpeller les écoles afin qu'elles présentent aux élèves des produits du commerce équitable et de l'économie solidaire comme alternatives aux friandises / boissons habituelles. Idem pour syndicats, mutualités, services judiciaires...

105 - Interpeller les responsables des cantines d'écoles et d'autres institutions (communes et/ou écoles et/ou sociétés de services tels que cantines, restaurants d'entreprises, ...) afin qu'elles présentent aux consommateurs des menus les plus cohérents possible par rapport aux principes diététiques et nutritionnels. (...)

109 - Développer des jardins potagers communautaires.

Ma commune peut

110 - S'engager à respecter, protéger et promouvoir le droit à se nourrir pour tout individu vivant sur la commune

111 - Aider les initiatives d'agriculture biologique ou de qualité tout comme les exploitations agricoles et horticoles qui se convertissent à l'agriculture biologique

112 - Encourager les circuits courts de commercialisation qui prennent appui sur les ressources locales et qui les valorisent, réduisant ainsi les transports lourds à longue distance. (...)

113 - Appliquer le « principe de précaution » à propos de la production d'organismes génétiquement modifiés. (...)

Culture et éducation au développement

L'ouverture aux autres cultures est certainement un excellent outil pour favoriser le respect de l'autre, gage d'un renforcement des droits de l'homme au quotidien.

La politique culturelle doit être basée sur la participation, la découverte, l'échange, la diversité plutôt qu'être une politique culturelle de consommation ou de prestige. (...)

A mon niveau, je peux :

117 - Participer à des écoles de devoirs et d'alphabétisation. (...)

Ensemble, nous pouvons

119 - Organiser des ateliers créatifs pour enfants d'ici et immigrés

100 - Acheter des produits locaux



relles la rencontre des différentes cultures qui s'expriment sur le territoire communal (...)

123 - Valoriser les témoignages et expériences des citoyens d'origine étrangère.

124 - Organiser des activités de sensibilisation aux relations Nord-Sud et aux thèmes associés (...)

Relations internationales

La politique communale en matière de solidarité Nord-Sud / Est-Ouest se construit grâce à des échanges directs avec le Sud, par une sensibilisation au vécu des autres sociétés de notre planète, le tout éloigné du paternalisme, de l'alibi ou du voyage exotique. (...)

A mon niveau, je peux :

133 - Participer à des actions nationales de solidarité alliant solidarité de la population et actions de sensibilisation

134 - Tenir une permanence dans un magasin « tiers-monde » (ex : Artisans du Monde)

135 - M'informer du travail des ONG au travers de leurs publications. (...)

Ensemble, nous pouvons

137 - Réunir toutes les personnes intéressées au sein d'un groupe ou d'un conseil consultatif communal de solidarité internationale / relations Nord-Sud. (...)

139 - Développer des initiatives de soutien à des retours volontaires, via des formations et des projets de coopération tenant compte des aspirations des personnes concernées

Ma commune peut

(...)

143 - Nouer un pacte d'amitié et de coopération avec une commune du Sud et de l'Est. Avec la participation des populations, favoriser les échanges culturels, techniques et les visites réciproques dans un esprit d'échange, de solidarité, en collaboration avec des ONG du Nord et du Sud qui pourront apporter expérience, compétences et connaissance du terrain. (...)

147 - Participer à des projets de codéveloppement (...)

Philippe Drouillon ■

CNCD Nivelles / Attac Nivelles, rue Samiette, 142, B-1400 Nivelles

Maintenir le statu quo ?

Certaines actions de solidarité apportent certes un mieux pour les conditions de vie locales dans le Sud, par contre, elles ne se posent guère la condition du maintien de la relation d'exploitation mise en place. Au delà du commerce équitable, il est temps de s'interroger plus généralement sur ce que peut être notre solidarité.

La firme Disney, comme beaucoup d'autres multinationales, délocalise sa production dans les pays du Sud pour augmenter ses profits. Lorsque dans ces pays, les ouvriers s'organisent pour être un peu moins exploités, les firmes changent de sous-traitant, cherchant toujours le moindre coût et donc l'exploitation maximum des salariés.

Pendant huit ans, une bonne partie des vêtements Disney ont été produits à l'usine *Shah Makhum*, au Bangladesh. Les conditions de travail étaient les suivantes : jusqu'à 102 heures par semaine, pas de jour de repos, silence imposé, pression des contremaîtres allant parfois jusqu'à des violences physiques, des sanitaires insuffisants et mal entretenus, des ateliers surchauffés et des syndicats évidemment interdits. 85 % des salariés sont de jeunes femmes de 16 à 25 ans.

Disney, qui pour son image de marque a signé un code de conduite, réalise à douze reprises des audits sociaux et ne remarque rien d'anormal !

Faut-il soutenir Picsou ?

En octobre 2001, les ouvrières revendiquent pour un jour de repos, la fin du harcèlement moral et physique, le paiement de toutes les heures travaillées, une limite aux heures supplémentaires, le respect de la loi sur les congés de maternité.

Aucune réponse n'est donnée, mais quelques mois plus tard, en février 2002, Disney arrête le contrat. Au même moment, des organisations internationales de solidarité

avaient lancé une campagne pour obtenir les changements demandés. Le propriétaire de l'usine accepte les revendications. Début 2003, la surface de travail a doublé, l'usine est repeinte, les toilettes sont réparées, un jour de repos est institué ainsi que le respect des jours fériés, un petit service de santé est mis en place, toutes les heures sont payées et l'entreprise signe un accord avec une ONG, le *Bangladesh Center for Workers Solidarity*, acceptant d'être contrôlée à l'improviste.

Mais Disney ne revient pas. En juin 2003, les ONG lancent alors une campagne de lettres pour faire pression sur Disney et lui demander de retravailler avec cette entreprise. En France et en Belgique, c'est le Réseau Solidarité qui relaie cette campagne.

On peut s'interroger sur la pertinence d'une telle campagne. Bien sûr, les conditions de travail dans l'usine sont un peu moins catastrophiques, mais sont-elles normales ? Une ouvrière gagne maintenant 0,34 € de l'heure, soit en travaillant 80 heures par semaine, le prestigieux salaire de 85 € par mois ! Si elle travaillait aux Etats-Unis, elle ne pourrait pas travailler plus de 48 heures et gagnerait au minimum dix fois plus. Faut-il se mobiliser pour continuer à exploiter la main-d'œuvre bon marché du Sud ?

Le café peut-il être équitable ?

Deuxième exemple, nous avons fait remarquer que les gains apportés par la convention Max Havelaar au petit produc-

Bananes équitables dans magasin inéquitable.



teur de café est de l'ordre de 46 € par an. Et nous mettons en doute l'effet de cet apport sur le mode de vie local.

Si l'on lit les témoignages du père Francesco van der Hoff (1), un prêtre-ouvrier qui vit avec les petits producteurs de café mexicains, et qui est l'un des fondateurs de Max Havelaar, c'est loin d'être négligeable. Il affirme en effet que cela peut représenter jusqu'à un triplement du revenu des petits paysans, certains approchant ainsi le revenu de 1 dollar par jour, soit le tiers du salaire minimal officiel dans le pays. 45 millions de Mexicains ne bénéficient pas de ce salaire minimal. Ce père est tout à fait cohérent : lui vit «richement» avec les paysans en étant payé deux dollars par jour (soit 60 euros par mois). Mais que penser de ceux qui ici font la promotion du café équitable, le distribuent, l'achètent... Personne ici ne vit avec un salaire aussi modeste (même pas nos propres petits paysans).

Arrêter le raisonnement sur le commerce équitable à l'aide aux petits paysans du Sud, cela veut dire que l'on estime normal de payer le café équitable un peu plus cher et que le producteur reste coincé dans une relation Nord-Sud inéquitable.

Si nous voulions faire du commerce équitable, ne devrions-nous pas payer l'heure de travail du producteur au même niveau, disons que les salariés de Max Havelaar ?

Mais lorsque ces salariés font la promotion du café dit équitable dans des grandes

(1) Dans «Commerce équitable et café», sous la direction de Jean-Pierre Blanc, éd. l'Harmattan, 2003, p. 45 à 50.

surfaces, lesquelles affirment diffuser quelques produits labellisés (moins d'une dizaine) noyés dans plus de 120 000 références (2), on peut s'interroger sur le bilan : les produits équitables peuvent-ils contrebalancer les dégâts environnementaux et sociaux des 120 000 autres produits ? Je suis intimement persuadé que le bilan est négatif et que Max Havelaar qui a choisi la même agence de communication que Carrefour, Danone ou L'Oréal (3) est en fait complice de l'accélération du pillage et de la destruction du Sud.

Des pistes de réflexion

La critique est aisée, les propositions sont évidemment plus difficiles. En effet, pour rechercher des pistes de réflexion, il faut prendre du recul et aborder des questions comme l'utilité de l'aide, ce qu'est le développement, ce qu'est la richesse, ce que peut être une relation de commerce équitable... Il faut être capable de sortir d'un «imaginaire» occidental (ce que nous ne pouvons peut-être pas faire !) qui renvoie à des notions paternalistes, expansionnistes... Nous revenons là aux questions psychologiques que posent la décroissance.

Cet article ne proposera donc pas de solutions, mais renverra au travail d'un Serge Latouche et de l'association *La Ligne d'horizon*, aux écrits de François Partant, qui débattent justement sur ces questions. Il faut reprendre la distinction qui est faite entre l'*argent chaud* (celui que l'on gagne à la sueur de son front) et l'*argent froid* (qui arrive comme par miracle par des subventions, des aides), le premier est généralement bien géré, le deuxième souvent dilapidé. Il faut poser la question de l'utilité du micro-crédit (voir notre numéro de janvier 2001 et le livre de Marc Labie, éd. Luc Pire, de 1999). Il faut trouver comment favoriser la liberté de circuler des personnes et non des marchandises, comment «produire localement» en restant solidaire, comment rembourser la dette du Nord qui pille le Sud depuis au moins cinq siècles...

Même sans solution clé en mains, il faudrait peut-être que les ONG cessent de rechercher, comme le leur demande leur spécialiste en communication, des slogans simplistes, des campagnes extrêmement parcellaires, et osent sensibiliser leur public à la complexité et la diversité du monde.

Michel Bernard ■

- Réseau Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.
- Max Havelaar, 41, rue Emile-Zola, 93107 Montreuil cédex, fax : 01 48 70 07 68.
- La Ligne d'Horizon, 7, villa Bourgeois, 92240 Malakoff.

(2) Chantal Jacquet, directrice à Carrefour, «Commerce équitable et café», livre op cit, p. 87.

(3) L'agence s'appelle *Utopies* ! Elle est également présente dans le livre «Commerce équitable et café» op cit.

Le commerce d'exportation peut-il être équitable ?

Faut-il que les artisans d'ici délocalisent leur production dans les pays du Sud pour pouvoir être considérés comme des commerçants équitables ?

J'ai envie de vous livrer mes états d'âme à propos du commerce «équitable». J'insiste sur les guillemets, car à mon sens, il vaudrait mieux dire commerce «moins pire» ou «un peu moins injuste» pour les producteurs des pays du Sud.

Je me félicite de ce que certaines associations et structures aient le souci d'une plus juste rémunération des producteurs par rapport aux pratiques en cours mises en place par les firmes transnationales en ce qui concerne les produits tels le café par exemple. Néanmoins, le gros défaut entretenu par ce commerce, même équitable, c'est que les producteurs restent dépendants d'une monoculture destinée à l'exportation.

Ne serait-il pas plus équitable que le sucre consommé en Occident soit fourni par des betteraves (dégageant ainsi des revenus pour certains paysans), que nous dispensions d'énormes quantités de sucre superflu entraînant obésité, diabète, etc. et que les paysans d'Amérique du Sud se consacrent à des cultures vivrières de qualité destinées à leur marché intérieur ? Ne serait-il pas plus équitable que les artisans du Sud utilisent leur savoir-faire pour satisfaire les besoins locaux, au lieu de fabriquer bonnets, sacs et autres bibelots commandés pour satisfaire des envies occidentales d'exotisme ?

Est-ce équitable de les maintenir, là encore, dans une dépendance à l'exportation ? Ils fabriquent des vêtements tissés main et achètent sur place des tee-shirts *made in China*. Ils travaillent le bois, mais achètent du matériel en plastique. Le commerce «équitable» procure en fait des revenus pour mieux consommer ce dont les transnationales inondent le monde entier.

Enfin, est-il équitable pour les artisans occidentaux que nous trouvons des objets issus du commerce «équitable» à si bas prix que leurs productions, pour lesquelles le coût horaire est sans comparaison, ont du mal à se vendre ?

Sans parler de la banalisation de cet artisanat qui répond à un formatage occidental.

Achetons «solidaire», certes, mais alors incluons le coût réel d'un transport par avion comprenant l'impact sur l'environnement, par exemple par la combustion du kérosène (donc exploitation des gisements pétroliers, donc exploitation et spoliation des peuples), de l'augmentation du trafic des poids lourds, etc.

Nous nous apercevons qu'il vaut mieux être solidaire en aidant le financement des écoles et des coopératives dans les pays du Sud destinées à une production locale, répondant à des besoins locaux, bien plus riches en retombées économiques et culturelles durables, quand les gens ont les moyens de prendre leur destin en main pour rompre toute dépendance.

Ne voyez pas dans ma réaction un repli poujadiste du genre «achetons français». Je suis trop consciente du prix de la liberté pour tomber dans le panneau. La question est : le commerce d'exportation peut-il être équitable ? S'il l'était, il faudrait que les règles du jeu soient identiques de part et d'autre des océans. Dans l'immédiat, acheter équitable serait avoir le cran

d'acheter l'artisanat du Sud au prix qu'il serait s'il était fabriqué en France. Car en achetant à si bas prix, nous achetons la dépendance des artisans du Sud vis-à-vis des consommateurs du Nord. Et nous cautionnons une concurrence déloyale pour les artisans français, car le marché se rétrécit pour leur propre fabrication.

Je n'ai pas «la» solution, mais il me semble important d'y réfléchir. Sinon, nous aurons des attitudes ici de réflexe nationaliste et d'amertume, ferments de l'intolérance et du racisme. A moins que l'avenir des artisans du Nord soit d'aller vivre dans les pays du Sud ou pire, d'y délocaliser leurs fabrications. Ainsi, ils pourront y faire désormais... du commerce équitable !

Valérie Carlenc ■

Créatrice de chapeaux sur le Larzac.

Max Dollar ?



Max Havelaar

La présence de produits labellisés Max Havelaar chez Mac Donald's Suisse pose question. Cette «Max Dollarisation» provoquera même vraisemblablement chez certains une indignation apparemment légitime. Instinctivement, cette opération contre nature consistant à introduire un gêne d'équité dans un océan de malbouffe nous choque. Comme nous choquent continuellement l'utilisation abusive et le détournement des mots opérés par les «mercantiens» des grands groupes industriels et commerciaux ; et si cette escroquerie morale est hélas inattaquable devant les tribunaux, elle est cependant passible de la peine que voudront bien leur infliger les consommateurs... et les créateurs d'entreprises. A nous de faire en sorte qu'ils soient suffisamment nombreux et bien informés pour que la sanction financière soit la plus lourde possible.

Mais ne nous trompons surtout pas de cible. Ne confondons pas les responsables de ces amalgames commerciaux et de ces dérives verbales avec ceux qui œuvrent pour une société plus solidaire.

Quelle que soit notre appréciation sur les limites de leurs pratiques, les imperfections de leur organisation, l'ambiguïté de leurs choix stratégiques, la frilosité de leurs engagements, la fragilité de leur réflexion théorique, etc. (et dans l'un ou l'autre de ces domaines, Biocoop a sa part d'incertitude et d'imperfection), tous les opérateurs, associatifs ou entrepreneurs, qui interviennent dans le champ de l'économie sociale et solidaire et qui agissent pour qu'«un autre monde soit possible» méritent notre respect, notre soutien et notre accompagnement.

Même et surtout s'ils peuvent mieux faire. Les faits sont têtus et les chiffres incontestables : aujourd'hui, selon les filières bio et/ou équitable, ce sont 55 à 90 % des volumes distribués qui transitent par les grandes et moyennes surfaces. Cela signifie concrètement que les conditions d'existence améliorées de plus de 600 000 familles de petits producteurs du Sud bénéficiant du commerce équitable, la survie de plus de la moitié des producteurs et transformateurs bio français, la qualité de centaines de milliers d'hectares cultivées, sont dépendants... des clients de la grande distribution.

Même si nous regrettons la schizophrénie de ces consommateurs qui entretiennent le système qui les exploite et les abrute, un système dont le seul objectif est le profit immédiat au détriment de l'intérêt collectif, force est de constater que nous n'avons pas aujourd'hui, ni les uns, ni les autres, la capacité de leur proposer à tous, consommateurs et producteurs, des alternatives appropriées.

Vouloir tout, tout de suite, de chacun, c'est n'obtenir rien, jamais, de personne. Nous partimes quelques-uns. Nous sommes encore peu nombreux. Par sectarisme idéologique, nous pourrions bien rester seuls.

Notre engagement au côté de partenaires tel Max Havelaar n'est pas inconditionnel et nous devons rester critique. Mais, comme nous, ils résistent et construisent. Pour cela, ils sont et doivent rester nos partenaires.

Hugues Toussaint ■

Secrétaire général Biocoop

Editorial du journal interne du réseau,

Biocoop Infos, été 2003.

Question à Victor Ferreira, Max Havelaar France

(Biocoop infos, été 2003)

Sachant que le groupe Mac Donald's est un des plus solides représentants de la malbouffe et de pratiques sociales très contestables, quelle réaction la présence de produits labellisés Max Havelaar dans cette enseigne en Suisse provoque-t-elle chez Max Havelaar France ?

Victor Ferreira : *En Suisse, MacDonald's vient de décider de ne proposer que du café équitable dans l'ensemble des 130 restaurants de la chaîne.*

Nous sommes tout à fait conscients des interrogations que suscitent cette décision alors que Mac Donald's est le symbole — particulièrement en France () — d'un type de mondialisation aux effets désastreux, dénoncé par nombre d'entre nous.*

Aujourd'hui, n'importe quelle entreprise peut décider de consommer biologique ou équitable. La question qui nous est posée est de savoir s'il faut mettre en place des actions visant à les en empêcher. Notre réponse est claire : nous souhaitons le développement de la consommation de produits du commerce équitable, et ce dans le cadre de deux objectifs prioritaires : d'une part répondre aux besoins des producteurs défavorisés des pays du Sud, d'autre part, car notre mission, au delà de la survie de milliers de familles au Sud, est de contribuer au changement des pratiques du commerce mondial. Ceci passe notamment par une pression sur les entreprises en lien avec d'autres ONG, comme ce fut le cas lors de la campagne de cartes postales menée par OXFAM, qui demandait à certaines multinationales de s'engager à commercialiser des produits équitables. Lorsque des entreprises s'impliquent dans une consommation responsable (équitable, biologique, produits portant un éco-label ou le label FSC...), nous considérons qu'il s'agit d'un aboutissement positif de ce type de campagne, mais cela ne doit pas servir d'alibi à des pratiques condamnables.

L'action citoyenne et vigilante des consommateurs est essentielle : reconnaître les avancées, tout en considérant chacune d'entre elles comme une étape pour aller plus loin et non comme un aboutissement».

(*) note de la rédaction de Silence : Victor Ferreira se trompe. La contestation de Mac Donald's est surtout développée dans les pays anglo-saxons où Mac Donald's voit son chiffre d'affaires baisser alors qu'il progresse encore en France.

Une boisson venue d'ailleurs...

La coopérative Kan ar bed expérimente une autre manière de faire du commerce équitable. Beaucoup de bonnes idées...



DR

Des militants du réseau libertaire *No Pasaran* avaient mis en place en 1998 à Morlaix, un bar équitable *La realidad*. Celui-ci excluait toutes les boissons provenant des multinationales et multipliaient les propositions originales : pastis du Larzac, jus de fruits locaux, bières artisanales... Les boissons comme le rhum, le café... provenaient de filières de commerce équitable. Il a été fermé provisoirement pour être remis aux normes de sécurité.

En 2002, les animateurs du bar décident de modifier le projet en créant une coopérative de production *Kan ar bed* («chant du monde») et lancent un soda qui s'appelle «*Beuk*» (rot en breton) composé à 75 % de sucre roux provenant du commerce équitable. Ce soda ressemble au niveau du goût furieusement aux Cocos déjà sur le marché.

Le succès est au rendez-vous : en un an, plus de 120 bars en Bretagne acceptent d'en

acheter et la coopérative passe à 14 salariés. En septembre 2003, ils sont invités à tenir un *solidar'bar* à la fête de l'Humanité, ce qui leur permet de trouver de nouveaux clients en région parisienne.

Se pose alors la question de la croissance de l'entreprise. Plutôt que de grossir sans cesse, *Kan ar Bed* a lancé un appel pour la mise en place d'autres coopératives régionales. Le projet *Alternatiba* en pays basque est actuellement le plus avancé. Des contacts sont en cours à Poitiers, Barcelone, Savoie, Montpellier...

Les salariés ont entre 30 et 35 ans, la coopérative vit en autogestion, sans hiérarchisation et tout le monde est payé au même niveau avec obligation de travailler au maximum 35 heures.

Les activités se sont diversifiées localement avec une activité de traiteur *Boued Circus*. Une tentative d'ouverture d'un petit restaurant bio et équitable, *le Mahkno*, en

2002, n'a pas fonctionné et l'activité a été arrêtée après un an.

Dans le débat sur le commerce équitable qui nous intéresse sur ce dossier, *Kan ar bed* s'oppose frontalement à la démarche de *Max Havelaar*. Hervé Légal, dans *Politis* du 4 septembre 2003 l'explique très bien : «*Nous refusons le marché de la grande distribution qui est pourtant un marché plus facile et nous condamnons la présence du commerce équitable en grandes surfaces. Ce sont deux mondes opposés. La grande distribution a une grande part dans la disparition du monde paysan, en France et ailleurs*». La grande surface a détruit le petit commerce. C'est précisément sur ce qui reste de ce petit commerce que s'appuie *Kan ar bed* pour mettre en place un mode de diffusion du commerce équitable alternatif. «*Le commerce équitable fait partie d'un ensemble, d'une remise en cause du système capitaliste et impérialiste. Si on se limite à un seul aspect, on est voué, à terme, à la récupération. Il faut prendre son temps. Avec 120 bars en Bretagne, nous avons davantage fait connaître le commerce équitable que n'importe quelle grande surface où les produits sont noyés dans un océan de produits non-équitable. Quand un café Max Havelaar passe à la caisse, cela fait juste un 'bip'. Il n'y a aucune communication (...) alors que dans les lieux conviviaux, nous laissons des outils de communication, il y a plus de contact, et l'idée avance davantage*».

Reste la question du choix d'imiter une boisson sous-culturelle d'origine américaine, une boisson qui, rappelons-le, sans une astucieuse communication, serait restée au rayon des pharmacies comme à son origine pour soigner la diarrhée. A cette objection, les animateurs de *Kan ar Bed* répondent qu'il ne s'agit pas de concurrencer la grosse multinationale, mais de l'énerver. C'est un support de communication... mais d'autres boissons sont proposées comme une bière artisanale fabriquée localement à partir de quinoa venue d'Equateur, selon une recette de ce pays. La quinoa est importée par Andines. Pour d'autres produits équitables, ils se fournissent en grosse partie auprès d'Oxfam Belgique. Ils espèrent par la suite, commencer directement avec les fournisseurs.

Francis Vergier ■

• Kan ar Bed, 46, route de Paris, 29600 Morlaix, tél : 02 98 88 07 86.



Petite chanson

«Y'a bien trop de chaînes dans ma télé
J'ai pas l'temps de la regarder
Y'a bien trop de chaînes dans ma télé
J'ai pas le temps de rester collé

Y nous parlent des accidents
Des maladies, du mauvais temps
Y'a des trucs pour les enfants
Paraît qu'ça rend intelligent

Y'a bien trop de chaînes dans ma télé
J'ai pas l'temps de la regarder
Y'a bien six chaînes dans ma télé
J'ai pas l'temps de la regarder

Y'en a une qui dit que j'ai tort
L'autr' qui dit que j'ai raison
Y'en a une qui fait du sport
L'autr' qui montre des gros nichons

Y'a bien cinq chaînes dans ma télé
J'ai pas l'temps de la regarder
Y'a bien quatre chaînes dans ma télé
J'ai pas le temps de rester collé

Y'en a qui font des jeux
Comme à la fête à neuneu
A la fin y'en a toujours un
Qui se croit le plus malin

Y'a bien trois chaînes dans ma télé
J'ai pas l'temps de la regarder
Y'a pu qu'deux chaînes dans ma télé
Pas le temps de l'amener réparer

Y'a bien trop de gens dans ma télé
Qui font que s'écouter parler
Y'a bien trop de gens dans ma télé
Qui reste entre eux à rigoler

Y'a pu qu'une chaîne dans ma télé
C'est pas ça qui va me déranger
Y'a pu qu'la neige dans ma télé
J'vais en faire un garde-manger»

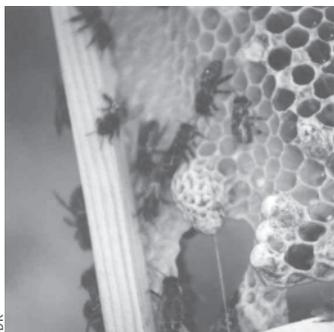
Chanson de Vivy Le Helley
CD «Ruralitude»
Keltia Musique, 1, place du Beurre,
29000 Quimper.

Agriculture

■ **Agriculteurs en voie de disparition.** Il n'y a eu que 5992 installations de jeunes agriculteurs en 2002 avec des surfaces en moyenne de 42 hectares par exploitation. En 2003, les dossiers retenus indiquent déjà qu'il n'y aura que 5700 installations environ, soit la cinquième année de baisse consécutive. On importe de plus en plus de nourriture et de plus en plus loin. Quand le prix du pétrole s'envolera, il sera trop tard. (*Campagnes solidaires, septembre 2003*)

■ **Sécheresse.** Fin septembre, il y avait des restrictions d'eau dans 74 départements de la métropole. Seuls les départements les plus au nord échappent à la sécheresse.

■ **Abeille en voie de disparition.** L'hécatombe des abeilles se poursuit. Des plaintes ont été déposées par les apiculteurs qui ont déjà permis de découvrir que le Fipronil-Régent, pesticide utilisé pour enrober les semences de maïs, était vendu dans l'illégalité. Il bénéficiait d'une autorisation provisoire en 1995 qui s'est achevée en 1999. Rappelons que sans abeille, il n'y plus guère de pollinisation et donc un effondrement prévisible de la production agricole rapide. (*Campagnes solidaires, septembre*



DR

2003)

Publicité dans les boîtes aux lettres

Le ministère de l'écologie a annoncé le 4 juin 2003, pour cet automne, le lancement d'une campagne de communication rappelant que «chaque citoyen a la possibilité, pour son confort mais également en vue de la prévention des déchets, de refuser les documents qu'il ne souhaite pas par l'apposition d'un libellé simple sur sa boîte aux lettres (« Pas de publicité », autocollant avec logo stop-pub, ...)». La FRAPNA-Drôme peut vous envoyer des tels autocollants pour seulement 0,50 € l'un, 3 € les 10, 10 € les cinquante en joignant une enveloppe timbrée. *Frapna-Drôme, 9, rue du Lycée, 26000 Valence, tél : 04 75 81 12 44.*

Arakis

Arakis est un lieu de vie pour jeunes étrangers créé en février 2001. Dans le cadre des lois pour la protection de l'enfance, les jeunes arrivés seuls en France sont hébergés dans des foyers d'accueil. Ces structures n'étant pas adaptées à leur cas, puisqu'ils accueillent également des jeunes délinquants, le conseil général du Rhône et région Rhône-Alpes confie un certain nombre de ces enfants à Arakis, association gérée par la famille Passard, dont les parents, institutrice spécialisée et éducateur spécialisé, ont fondé le lieu de vie, chez eux. Leur but est d'accompagner les enfants dans leur éducation, de leur apprentissage du français jusqu'à l'obtention de diplômes, le projet éducatif de chaque enfant étant élaboré avec lui. Ils apportent également un

soutien administratif aux jeunes, notamment en ce qui concerne l'obtention de papiers français.

Un objectif à plus long terme est d'aider ces enfants à renouer les liens avec leurs familles respectives. Dans cette logique les Passard sont des parents relais, non pas parents adoptifs de ces jeunes. La famille ne peut recevoir que quatre enfants à la fois. *Arakis, 5, boulevard Chandeysson, 26700 Pierrelatte, tél : 04 75 96 42 55.*

L'Université boursicote

Lors d'un conseil d'administration en mai dernier, les syndicats ensei-



DR

gnants et étudiants de l'université Evry-Val d'Essonne ont appris que l'université avait placé en bourse deux millions d'euros... et qu'elle

en avait perdu plus de la moitié, entraînant l'université dans un trou financier. Les syndicats ont demandé une enquête à la Cour des comptes. Il y a quand même un côté drôle dans l'histoire : il s'agit d'une université où l'on enseigne le droit et l'économie !

Justice de mon pays

Vous croyez à la justice. Alors essayez de deviner le verdict. Deux personnes avaient pris l'habitude de «bousculer» les étrangers, de les insulter, ils ont été jusqu'à enfoncer des aiguilles sous les ongles des ortie, écraser les testicules, verser de l'eau dans les narines, provoquant un début d'étouffement pour un cas. Mais ils ont aussi menacé avec l'aide de couteaux une collègue la sommant d'enlever ses sous-vêtements. L'enquête a montré que l'un des deux écoutait des chants nazis dans son bureau pendant les heures de travail... Alors le verdict ? Neuf mois de prison avec sursis pour l'un, six pour le deuxième. Il s'agit de deux policiers de la police de l'air de Roissy, jugés le 10 septembre dernier au tribunal de Bobigny. Le plus gradé des deux a quand même été radié de la police. (*Le Monde libertaire, 18 septembre 2003*)

Les gros raflent la mise

■ **Baisse des impôts.** La baisse des impôts mise en avant par le gouvernement concerne l'impôt sur le revenu. Or la moitié de la population ne paie pas cet impôt : la moitié la plus pauvre. Et comme l'impôt sur le revenu est progressif, plus vous êtes riche, plus la baisse est importante. Si l'on veut jouer de l'impôt, il est possible par exemple d'agir sur des impôts qui bénéficient à tous : par exemple en diminuant la TVA sur ce qui est écologiquement utile : les chaussures de marche, les vélos, le train dans le domaine des transports, la bio pour l'alimentation... Reste à savoir s'il faut baisser les impôts.



Vincent Bolloré

DR

■ **Cadeau pour Bolloré.** La multinationale de Vincent Bolloré s'est portée acquéreuse de la SFP, Société française de production, qui fournit l'essentiel du matériel de plateau aux chaînes de télévision publiques. Cette privatisation a rapporté officiellement 30 millions de francs. Mais le *Canard enchaîné* du 26 mars 2003 rapporte que le groupe a négocié quelques avantages : abandon de créances (50 millions), financement par l'Etat du plan social (318 millions), effacement des cotisations sociales en retard (200 millions). Un cadeau net donc de 538 millions de francs (82 millions d'euros).

Écart grandissant

En 1980, l'écart de niveau de vie entre Africains et Nord-Américains était de 22. En 2000, selon les estimations de l'ONU, il est de 86. Entre temps, vingt ans de politique de «développement».

Paludisme

L'aide au développement est tel dans le Sud qu'il meurt aujourd'hui quatre fois plus de personnes du paludisme qu'il y a trente ans. La cause : la maladie résiste de mieux en mieux aux antipaludiques mis au point par l'industrie pharmaceutique. (*Billets d'Afrique, juin 2003*)

L'UNESCO au secours des marchands

Pierre Falcone



d'armes !

Le 11 septembre, le juge Philippe Courroye demande au parquet de lancer un mandat d'arrêt international contre Pierre Pasqua, le fils de l'ancien ministre de l'intérieur. Ceci est la suite logique de l'enquête sur les ventes illégales d'armes à l'Angola. Autre personne visée dans l'affaire : Pierre Falcone, le marchand d'armes. Rebondissement le 20 septembre avec l'annonce que ce dernier vient d'être nommé conseiller à la délégation angolaise à l'Unesco, ce qui lui assure une immunité diplomatique internationale. Placé sous contrôle judiciaire en France, plus rien ne l'empêche de quitter le territoire. Rappelons que l'Unesco est l'agence des Nations unies pour l'éducation et la culture. L'Unesco va-t-elle accepter en son sein un trafiquant d'armes ? L'Unesco a seulement indiqué qu'elle n'avait pas de droit de regard sur ce type de nominations. (*Le Monde, 20 septembre 2003*)



■ **Lille : Regards d'Asie.** Le 19 à la Fondation de Lille, exposition sur la vie quotidienne dans les pays d'Asie du Sud-Est. Le 20, conférence sur le delta du Mékong, même lieu. *Cadrasie, 8/C24, rue Colbrant, 59000 Lille, tél : 03 20 54 49 42.*

■ **Lille : Dis raconte-moi comment va le monde.** Lectures pour groupes d'enfants à la Maison de la nature et de l'environnement sur le développement des pays du Sud et la solidarité internationale, animées par des bénévoles d'associations et coordonnées par le Centre régional de documentation tiers-monde, tél : 03 20 53 80 14.

■ **Lille : Solidarité Togo.** Du 19 au 23, à la salle Courmont, à Lille, village associatif, expo, projection d'un long métrage, initiation aux tresses et au Djembe, concerts... Pour les scolaires, jeux, diaporamas et goûter équitable. *Togocollectif, 44, rue de Valenciennes, 59000 Lille, tél : 03 20 53 20 74.*

■ **Boulogne-sur-Mer : Quinzaine de solidarité.** Du 6 au 22, exposition d'art contemporain et panneaux informatifs sur les regards croisés Afrique - Europe sur les questions de solidarité. Le 14 à 19 heures, soirée contes témoignage. Du 12 au 22, à la bibliothèque municipale, exposition sur l'histoire de l'immigration au 20e siècle. Le 16, de 10 h à 18 h, village associatif, ateliers de jeux coopératifs... Du 18 au 22, animation commerce équitable sur le Bangladesh à la boutique Artisans du Monde. Le 19, conférence débat : partir pour être solidaire ? Le 22, soirée conviviale de clôture autour d'un buffet multiculturel. *Centre régionale de documentation tiers-monde, maison des associations, 19, rue Wicardenne, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 31 12 02.*

Inondations au Bangladesh



■ **Strasbourg : 4e Humani-Terre.** Les 15 et 16 au pavillon Joséphine, parc de l'Orangerie. Stands des 96 associations du collectif organisateur, sur le thème cette année de l'enfance. Débats et animations, échanges conviviaux. *Humanis Alsace, 23, rue Woldi, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 26 26 26.*

■ **Sélestat : développement au Bangladesh.** Du 12 au 23, à la salle d'exposition, 16 b, place du Marché-aux-Choux, exposition de photos et présentation des actions menées en collaboration avec des régions déshéritées du Bangladesh. *CIDH, Centre international aux droits de l'homme, 1, rue Froehlich, 67600 Sélestat, tél : 03 88 92 94 73.*

■ **Eure : Forum de la solidarité de Vernon.** Le 15, à l'Espace Philippe-Auguste, rencontres interculturelles, exposition-vente, repas solidaire, spectacle de danse africaine et de musique du monde. *Association Terre-Rouge, Marlène Gabriel, Lycée Dumézil, Espace rencontre, route d'Ivry, 27200 Vernon, tél : 02 32 71 23 40.*

■ **Le Mans : L'Afrique peut-elle reprendre l'initiative ?** Le 6 novembre à la bibliothèque d'Alençon, à 19 h, débat avec Philippe Engelhard, économiste et philosophe et des économistes africains. *Collectif pour une Terre plus humaine, 22, rue Stendhal, 72000 Le Mans, tél : 02 43 85 47 83.*

■ **Le Mans : paroles de femmes.** Du 11 au 18, à la médiathèque Aragon, rencontre entre femmes auteurs ou journalistes sur la thématique paix et développement. *Collectif pour une Terre plus humaine, 22, rue Stendhal, 72000 Le Mans, tél : 02 43 85 47 83.*



■ **Loire-Atlantique : Les Balkans.** Du 13 au 21 à Saint-Herblain, sensibilisation et solidarité avec deux villes jumelées des Balkans. *Relations internationales, 22, rue de l'Hôtel-de-Ville, 44800 Saint-Herblain, tél : 02 28 25 27 45.*

■ **Loiret : La vie sur Terre.** Le 14 en soirée à la salle Saint-Jean-Baptiste-Clément à Saint-Jean-de-Braye, projection du film «La vie sur Terre» suivie d'un débat. Le 16, marche de la solidarité internationale. Le 21, conférence sur les droits de l'enfant à la salle Jean-Moulin. Le 22, salle Saint-Jean-Baptiste-Clément, conférence sur le commerce équitable. Le 22, salle Jean-Moulin, conférence sur la Bosnie, huit ans après. *Amitiés abraysiennes sans frontières, Hôtel de ville, 45800 Saint-Jean-de-Bray, tél : 02 38 61 54 29.*

■ **Bourges : le monde bouge et vous ?** Les 22 et 23 à la salle Germinal, rue Henri-Sellier, village associatif, conférence sur les place-

Semaine de la

ments solidaires, marché équitable, expos, jeux, animations. *Collectif pour le week-end solidaire, Artisans du monde, 2, rue du Four-du-Roi, 18000 Bourges, tél : 02 48 26 06 87.*

■ **Tarn : manifestation régionale.** Pendant la semaine, forum sur le commerce équitable, voyager autrement, l'aide publique au développement, la coopération, à la Maison de la jeunesse et de la culture de Graulhet. *Club Unesco «L'Orange bleue», Le Rey, route de Gaillac, 81300 Graulhet, tél : 05 63 34 68 27.*

■ **Tarn : Traversées africaines.** Du 12 au 23 à Castres, Mazamet, Aussillon, Labruguière, festival des cultures africaines. *Traversées africaines, maison des associations, place du 1er-Mai, 81100 Castres, tél : 05 63 61 27 67.*

■ **Poitiers : village international.** Du 15 au 17, place Maréchal-Leclerc avec 32 stands associatifs sur les thèmes de la santé, des droits humains, de l'aide publique au développement, de la coopération... *Mairie, place Maréchal-Leclerc, BP 569, 86023 Poitiers cedex, tél : 05 49 52 35 59.*

■ **Moissac : Jeunesse solidaire.** Du 12 au 22, dans différents lieux publics et scolaires, expositions, conférences, commerce équitable, animations interculturelles, soirées conviviales... *Cité scolaire François-Mitterrand, rue Antic, 82200 Moissac, tél : 05 63 04 05 83.*

■ **Bordeaux : solidarité internationale.** Du 12 au 14, expositions, discussions-débats avec les associations. *Centre info-jeunesse Aquitaine, 125, cours Alsace-Lorraine, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 56 00 56.*

■ **Paris : forum du développement solidaire au Maroc.** Le 16 novembre, de 10 h à 20 h, à la salle Saint-Bruno, quartier de la Goutte-d'Or (18e), avec deux forums : 11 h : le rôle des immigrés dans le développement dans leur pays d'origine, 15 h : les perspectives de développement solidaire au Maroc. Stands associatifs, animation musicale... *Réseau immigration développement démocratique, 10, rue Affre, 75018 Paris, tél : 01 55 79 09 34.*



■ **Paris : Solidaritez.** Du 10 au 25, à la maison des initiatives étudiantes, 50, rue des Tournelles, exposition édu-

solidarité internationale 12 au 23 novembre

cative sur le montage de micro-projets au sud avec l'aide d'associations du nord. Le 12, à 18 h, film sur un des projets au Sénégal. *Sankana, 161, rue Saint-Maur, 75011 Paris, tél : 01 45 35 53 96.*

■ **Paris : Jeunesse congolaise.** Le 22 à l'université Paris VIII, à Saint-Denis, exposition photos et vidéos. *Vijana Ya Congo, 3, impasse de l'Aviation, 93420 Villepinte, tél : 06 65 70 85 13.*

■ **Essonne : Convergence d'initiatives.** Les 15 et 16 novembre au château de Morsang-sur-Orge, «Pour une solidarité planétaire face au sous-développement», expo photo, film, conférence débat, musique, village associatif, restauration avec menus africains et produits du commerce équitable. *Le monde des cultures, 4, square Jean-Lurcat, 91390 Morsang-sur-Orge, tél : 01 69 46 04 19.*

■ **Essonne : Rencontres argentines.** Du 13 au 22, Maison de quartier des Epinettes, Atelier libre Léon'Art, salle le Pressing, à Corbeil-Essonnes, films, cours de cuisine, exposition sur les femmes solidaires en Argentine, aide aux cantines solidaires, dîner dansant... *Regard au sud, Mirando al sur, 45, allée Aristide-Briand, 91100 Corbeil-*



Essonnes, tél : 06 72 71 77 41.

■ **Essonne : semaine solidaire.** Du 17 au 21, au château de la Norville, expositions, conférence-débat, soirée artistique. *Angata, château de la Norville, 91290 La Norville, tél : 01 64 90 16 36.*

■ **Bobigny : rencontres interculturelles.** Du 12 au 22 avec spectacles de musiques et de danses de différents pays, théâtre, débats et échanges interculturels. *Fédération des associations franco-africaines de développement, 6, rue des Bons-Enfants, 93000 Bobigny, tél : 01 41 50 31 13.*

■ **Lozère : actions et solidarité à Marjevols.** Du 12 au 23 au lycée Saint-Joseph et en centre-ville : commerce équitable, actions directes avec Peuples solidaires, droits humains avec Amnesty international, danse africaine... *Lycée Saint-Joseph, 2, rue des Pénitents, 48100 Marjevols, tél : 04 66 32 77 64.*

■ **Gard : le Maghreb dans tous ses**

états. Du 12 au 23, à Saint-Hippolyte-du-Port, Saive, Durfort. Commerce équitable, respects des droits humains, rencontres interculturelles. *Harmonie, La Roquette Haute, 48110 Molezon, tél : 04 66 44 07 79.*

■ **Gard : l'Afrique à Bagnols.** Du 12 au 23, festival africain avec animations dans les établissements scolaires, conférence-débat, expositions, grand marché... *Action solidarité, La Citadelle, bâtiment E, appt. 88, BP 92, 30205 Bagnols-sur-Cèze cedex, tél : 04 66 79 92 95.*

■ **Hérault : marché équitable.** Le 17 à Clermont-l'Hérault. *Lycée le Cep d'Or, avenue de la Piscine, 34800 Clermont-l'Hérault, tél : 04 67 96 02 67.*

■ **Aude : ensemble, que pouvons-nous faire ?** Du 15 au 22, à la salle de la mairie annexe de Sigean. *Corbières Peuples Solidaires, 12, rue du Levant, 11130 Sigean, tél : 04 68 48 24 83.*

■ **Var : Tempo africain.** Du 14 au 16 à la salle du Recoux, Le Cannet-des-Maures, cinéma, contes, artisanat, musique, etc. *Rencontres Tempo africain, 2035, route des Mayons, 83340 Le Luc, tél : 06 62 59 85 33.*

■ **Ardèche : Consommation, environnement et solidarité.** Le 22 à la salle polyvalente de Toulaud. Atelier sur la question des déchets, du recyclage, du compost avec exemples ici et là-bas, goûter solidaire, à 19h30, conférence de René Valette, ancien président du CCFD et fondateur du CIEDEL. *Association Parenthèse, Les Ufernets, 07130 Toulaud, tél : 04 75 40 32 88.*

■ **Drôme : bar équitable.** Du 17 au 23 au palais des expositions de Valence, bar sans alcool mais avec de nouvelles saveurs ! *Artisans du monde, 1, place du Temple, 26000 Valence, tél : 04 75 56 34 27.*

■ **Chambéry : prisonniers tibétains.** Le 12 à la salle des Conventions, parc des Expositions, soirée témoignage avec quatre anciens prisonniers tibétains. Le 14, au Brise-Glace, *Rock'n Tibet*, concert pop-rock de soutien au Tibet. *Savoie Urgence Tibet, 60, rue Alfred-de-Musset, 73000 Chambéry, tél : 04 79 70 16 51.*

■ **Grenoble : forum de la solidarité internationale.** Du 15 au 23, exposition «Colombie et communautés de paix» à la bibliothèque municipale ; expo «musiques du Cameroun dans plusieurs bars ; actions culturelles sur le thème des Balkans en plusieurs lieu, organisé par Drugi Most. Le 15, stands associatifs l'après-midi, place aux Herbes. Soirée danses et chants de l'Inde à la salle des fêtes de Saint-Ismier. Le 18, projection du film «Danger travail» et débat à 20h30, au cinéma Le Méliès. Le 19, débats dans les écoles et sur le campus sur le

thème du partage des richesses. Jeudi 20, le matin, petit déjeuner équitable à la mairie. Le 22 à la Salle du CRDP, 11, avenue Général-Champon, journée festive avec des conférences : Patrick Viveret sur le thème «Echangeons nos richesses autrement» à 14 h et Pierre Rabhi «Mondialisation au delà du Nord et du Sud, l'espèce humaine en devenir» à 17h30. Entre les deux, de 16 h à 17 h, ateliers sur les thèmes «Biens publics à l'échelle

mondiale», «Paroles des gens du Sud et commerce équitable», «La souveraineté alimentaire», «Quelle solidarité avec le peuple marocain ?», «Tourisme rural solidaire au Cameroun». En soirée, chants et danses de l'Inde, concert de tam-tam. *Collectif d'associations de solidarité internationale, 7, rue Très-Cloîtres, 38000 Grenoble, tél : 04 76 51 37 08.*

PUB NEF
! ATTENTION !
Voir CD
joint



espéranto

■ **Nord : rencontre nord-européenne.** Des rencontres espérantistes avec les pays du nord de l'Europe se tiendront les 1er et 2 novembre à Morbecque-le-Parc (près de Hazebrouck). *S-ino France Valet, 33, rue du Boulenniez, 59235 Bersée, tél : 03 20 84 96 09.*

■ **Paris : culture du Japon.** Pour leur réunion mensuelle, les jeunes espérantistes organisent le 2 novembre à 15 h30, à leur adresse, une présentation de la culture au Japon aujourd'hui. Le 16 novembre, à 17h30, un film sous-titré en espéranto sera présenté. Le 30 novembre, grand jeu en espéranto. *JEFO, Espéranto-Jeunes, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris.*

■ **Lyon : découverte de l'espéranto.** Le centre espéranto de la région lyonnaise invite ceux qui désirent apprendre la langue à venir à l'une des réunions d'initiation organisées les samedis 22 novembre ou 13 décembre, pendant toute la journée au Kotopo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon. Des cours ont lieu pendant l'année au centre social de Saint-Just, à la MJC de Rillieux et à Feyzin. *CERL, 7, rue Major-Martin, 69001 Lyon, tél : 04 78 31 67 65 ou 04 78 67 69 49.*

Habitat sain

■ **Un toit en chaume.** Le chaume est un des plus anciens matériaux utilisés pour couvrir les maisons. La chaume provenait de tiges de blé, de seigle ou de roseau. Ce matériaux ancien a bien des qualités : il permet une bonne respiration de la maison tout en assurant l'isolation thermique et phonique. Un toit de chaume a une durée de 80 à 100 ans moyennant quelques réfections. Il peut se faire assez facilement à partir de matières premières naturelles. Il y a quelques contraintes : la pente du toit doit être au moins de 35° pour favoriser l'écoulement de la pluie et la chute de la neige, un drainage est assuré au niveau du faîtage, selon les régions, par de la terre, des bulbes de fleurs, des terres cuites, voire du cuivre ou du zinc. Le chaume coûte sensiblement le même prix qu'un toit en tuiles. Il permet toutes les possibilités de formes. Pour en savoir plus : *Les Courtisanes de la Terre, M. Melliwa, rue de la campagne, 09140 Oust, tél : 06 72 55 47 94.*



■ **Ardèche : stage construction bois et toilettes sèches.** Un stage sur ces thèmes se déroulera du 7 au 12 novembre. Pour la construction bois : lecture de plans, élaboration d'une ossature, conception d'une toiture, mise en place de la charpente et des tuiles, récupération des eaux de pluie. Pour les toilettes sèches, présentation de la consommation d'eau par les WC et recherche de cohérence. *Terre et humanisme, BP 19, Mas de Beaulieu, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01.*

Projet de recyclerie informatique



Tous les équipements informatiques entrent dans le quotidien des Français. Obsolescences en quelques mois, leurs propriétaires s'en débarrassent au bout de deux ou trois ans en moyenne pour du matériel plus performant. Que faire du vieux matériel ? Un million de tonnes de déchets électroniques finissent actuellement en décharge ou en incinérateur chaque année. Pourtant le matériel considéré comme «obsolète» n'est pas inutilisable et de nombreuses pièces peuvent, après vérification, être réutilisées. Depuis 1998, *Buzzcompany* récupère du matériel (pour le moment essentiellement en Bretagne) et essaie de le recycler en distinguant cinq catégories :

- restaurable ou réutilisable et donc revendable à prix modique,
- destructurable et donc recyclable par matière,
- à gérer spécifiquement (composition complexe potentiellement polluante),
- expédiable solidairement,
- invalorable et à mettre en centre de stockage.

Sous forme associative, *Buzzcompany* espère pouvoir mettre en place un réseau de collecte plus important, former des bénévoles (éventuellement



Ni dieu, ni maître, ni maison de retraite

Les libertaires sont sur tous les fronts, le regard dans les étoiles, le poing levé contre tous les intolérables, la main tendue à toutes les solidarités. Mais les libertaires sont aussi comme tout le monde et au fur et à mesure qu'ils vieillissent, leurs forces diminuent et la solitude augmente. Un pied dans le purgatoire de l'indifférence des jeunes générations libertaires, l'autre pied dans l'enfer des prises en charge familiales ou institutionnelles.

La révolution recherche un autre futur, commençons par nous battre pour un autre présent. Afin de réfléchir à cela, de mettre en place des liens, de tisser un réseau, voire d'amorcer un village libertaire... un appel a été lancé à cette rentrée par le collectif «Nous autres».

Il y a déjà eu une maison de retraite libertaire animée par la Libre pensée vers Angers. Mais une maison de retraite, c'est s'enfermer dans d'autres solitudes. «Nous autres» entend animer une autre réflexion libertaire sur la vieillesse, sur les modes de vie libertaires, contre le découpage de la société en tranches de vie.

A la maison de retraite, «Nous autres» préfère un lieu de vie, un havre, un refuge, avec des espaces privatifs (des studios autonomes), d'autres collectifs (une bibliothèque, des salles de réunions) où le savoir et la culture puissent s'exprimer. La structure légère que cela nécessiterait comporterait une structure permanente avec un encadrement par des plus jeunes. Un réseau pourrait également être mis en place pour que ceux qui ont de grandes maisons ou des maisons qu'ils n'occupent pas toute l'année puissent accueillir des vieux et vieilles camarades.

Ce projet de départ pourrait ensuite évoluer vers un village libertaire intergénérationnel avec des activités politiques, économiques et sociales... Pour discuter de ce projet et le faire avancer : *Nous autres, c/o Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron, tél : 05 46 76 73 10.*

futurs salariés), créer des zones de stockages et communiquer autour de cette idée. Elle cherche pour commencer un relais dans chaque région, disposant d'un courriel pour communiquer. *Buzzcompany, Lionel Rauch, 10, rue Jean-Cadic, 56320 Lanvenegen, fax : 08 25 17 03 27.*

BORDEAUX Juppé veut couler Utopia

Utopia est un concept de cinéma tout à fait percutant : tarifs faibles pour tout le monde, respect de la version originale, films peu connus et des débats avec les associations locales (voir reportage dans notre spécial Aquitaine). Mais Utopia accueille aussi bien les sans-papiers que les antinucléaires, Attac, la LCR, les anarchistes... Tout cela commence à faire de l'ombre à la mairie, d'autant plus que le cinéma profite de son journal de programmation pour diffuser largement ses commentaires sur la politique locale. Alors Juppé qui a déclaré qu'Utopia ne serait «qu'un centre d'animation gauchiste extrêmement actif qui entretient un foyer d'agitation trotskiste et anarchiste permanent» a trouvé une parade : il

demande la bagatelle de 266 000 euros d'impôt locaux au cinéma, somme qu'il justifie par le fait que le cinéma profite des parkings municipaux alentours (lesquels bien sûr sont payants). En 2002, le cinéma a fait 340 000 entrées, ce qui dans une agglomération de 700 000 habitants, fait quand même beaucoup de gauchistes ! *Utopia, 5, place Camille-Jullian, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 52 00 15.*

RHÔNE-ALPES Producteurs et consommateurs

L'association d'agriculteurs biologiques ADABIO, présente sur l'Ain, l'Isère, la Savoie et la Haute-Savoie, cherche à développer de nouvelles expériences de partenariats entre consommateurs et producteurs. De nombreuses expériences existent déjà comme les AMAP, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne soutenue par le réseau Alliance paysans écologistes consommateurs. Ces nouvelles formes de commercialisation doivent favoriser une gestion responsable et partagée des biens communs ; éviter les intermédiaires et donc permettre un prix plus bas pour le consommateur, plus élevé pour le pro-

ducteur ; permettre au consommateur de jouer un rôle décisif quant au développement de la production bio voire à l'installation d'agriculteurs bio.

Si vous faites partie d'un réseau ou d'une association susceptible d'être intéressée par ce type d'initiatives, vous pouvez contacter, dans l'Ain, Valérie Chevallon, tél : 04 79 87 21 94, dans l'Isère, Magalli Buisson, tél : 04 76 20 68 65.

RHÔNE

Potagers du Garon

Sur le modèle des Jardins de Cocagne, les Potagers du Garon proposent des paniers de légumes biologiques. Le jardin, composé de cinq permanents et d'une quinzaine de salariés en insertion fournit actuellement des paniers à environ 200 familles. En mangeant bio, vous faites ainsi une action de solidarité. Les Potagers du Garon, 46, rue de Pressensé, 69520 Grigny, tél : 04 72 24 18 37.

Isère : Les Trois Cols

A Monestier-du-Percy, au cœur du Trièves, dans le parc naturel régional du Vercors, plusieurs jeunes ont décidé d'unir leurs savoirs pour créer un lieu de travail et de vie collectif. Ils ont pour cela trouvé un bâtiment de 1000 m² qui se libère avec seize hectares de terrains en fermage. Le projet prévoit la cohabitation de trois activités agricoles autonomes et complémentaires, avec comme objectif une valorisation des productions locales. Vincent Leras et Françoise Dupont y envisagent le développement d'un maraîchage biologique avec un hectare de culture de légumes, quatre hectares de pâtures, deux hectares de prairies fauchées, 1000 m² d'oseraie. Françoise assurera la transformation d'une partie de la production. Les légumes et les produits transformés sont destinés à la consommation sur place et à la vente de proximité. Les prairies accueillent

des moutons, l'oseraie servira à la vannerie.

David Medinger, apiculteur dans le Vaucluse, viendrait compléter le projet avec ses 250 ruches. Il disposerait d'une miellerie et d'un atelier de conditionnement. Il est en reconversion vers l'apiculture biologique.

Enfin, Stéphane Cérézo et Estelle Maygnan veulent développer une activité de plantes aromatiques, médicinales et de parfum, dans une optique biologique également, avec un hectare de lavande cultivé, quatre hectares de plantes aromatiques et médicinales, destinées à la vente en plants. Un atelier de distillation et de séchage permettra de créer des huiles essentielles, des tisanes et des sels aromatisés. Tous ces produits sont destinés à la vente sur les marchés locaux.

Pour réussir dans ce projet, il faut disposer d'un important capital. Les

apports personnels et un emprunt à la Nef, la société financière alternative, ne suffisent pas à boucler le budget d'où l'appel à prendre des parts de capital pour l'achat du bâtiment. Il ne s'agit pas d'un don, mais d'un placement ; un placement qui servira concrètement à faire la promotion d'une démarche de qualité. Les parts sont de 150 €. Chaque porteur de projet prend déjà 100 parts et il y a 800 autres parts à trouver (permettant de rembourser ensuite l'emprunt initial). Un terrain de 3000 m² sera mis à la disposition des porteurs de parts extérieurs pour y développer des projets complémentaires selon des modalités à définir.

Pour en savoir plus : Les Trois Cols, chez Vincent Leras et Françoise Dupont, Le Village, 38930 Monestier-du-Percy, tél : 04 76 34 46 62.

Fêtes, foires, salons (le signe ◊ indique que Silence est présent)

◊ **Jura : 2e foire éco bio.** 1er et 2 novembre à Longchaumois (12 km de Saint-Claude), promotion des techniques agricoles, alimentaires, artisanales respectueuses de l'écologie, échanges entre producteurs et consommateurs. Régine Vuillermoz, sous les Bois, 39370 La Pesse, tél : 03 84 42 71 46.

■ **Deux-Sèvres : 19e festival ornithologique de Ménégoût.** 28 octobre au 2 novembre. Mainate, BP 5, 16 bis, rue de Saint-Maixent, 79340 Ménégoût, tél : 05 49 69 90 09.

■ **Finistère : fête du vivant.** 1er et 2 novembre à Brignogan (25 km de Lanerneu), au centre des Chardons bleus. Conférence d'André Pochon, stages divers : yoga, feng-shui, santé, Tao, médecine celtique, communication non-violente, médiation, etc. Fête du vivant, Goueled Ker, rue de la Poste, 29410 Plounéour-Ménez, fax : 02 98 78 09 49.

■ **Aude : 2e Vitabio.** 7 au 9 novembre, au Palais des Congrès de Gruissan. Marché bio, restauration bio, santé, environnement... Les Jardins de Jany, La Presqu'île II, 11430 Gruissan, tél : 04 68 49 25 19.

■ **Paris : salon du chanvre et des éco-technologies.** 7 au 9 novembre, Cité des sciences et de l'industrie, La Villette. Produits bio, cosmétiques, habitat sain, jardinage, artisanat, associations. Association Paka, 31,

rue Voltaire, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 78 25.

■ **Valence : 1er Aladia.** 8 et 9 novembre, parc des Expositions. Bio, cosmétiques, santé, habitat sain, jardinage, bien-être. Global Partner, 3, place Carnot, 26100 Romans, tél : 04 75 05 29 11.

■ **Bouches-du-Rhône : Salon du bien-être.** 8 et 9 novembre, centre d'animation municipal de Rognac. Santé et artisanat. Bien-être et passion, André Paraskevas, 88, boulevard Jean-Jaurès, 13340 Rognac, tél : 04 42 87 14 00.

◊ **Paris : Marjolaine.** 8 au 16 novembre, Parc floral de Paris. Le plus grand salon écolo en France avec 500 exposants, 100 ateliers, 20 conférences. Parmi celles-ci, «les politiques nationales en faveur de la bio en Europe» (dimanche 9 à 14 h), la maison écologique (mardi 11 à 14 h), «Pétrole : ici et là-bas, la pollution qui blesse» (mardi 12 à 14 h), «Energie : le débat national en question» avec Michèle Rivasi (jeudi 13 à 14 h), «Nucléaire et santé, ces choses que l'on tait» avec Michel Fernex (jeudi 13 à 17 h), «De l'eau pour tous, le défi du 21e siècle» (vendredi 14 à 14 h), «L'effet de serre» avec Pierre Radanne (vendredi 14 à 17 h), «AGCS, planète en danger» avec Agnès Bertrand et Vandana Shiva (vendredi 14 à 20 h), «Entre OGM et

démocratie» avec Hervé Kempf, Corinne Lepage et Paul Lannoye (samedi 15 novembre), «Semences libres contre OGM» avec Guy Kastler (samedi 15 à 17 h), «Dangers chimiques et santé» avec André Picot. SPAS, tél : 01 45 56 09 09.



■ **Bas-Rhin : Bio-troc.** 11 novembre, à Horticulture Ehrhart, 24, rue Général-de-Gaulle, Oberschaefolsheim. Echange de légumes, fruits, plants, semences... Association pour la culture biodynamique, 13, rue de Duntzenheim, 67200 Strasbourg, tél : 03 88 27 14 39.

◊ **Grenoble : 18e festival international du film nature et environnement.** Du 11 au 16 novembre, à Alpes Congrès. Thème de l'année : l'eau, source de vie. Forum associatif pendant le festival. FRAPNA-Isère, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.

■ **Cahors : rencontres naturalistes.** 14 et 15 novembre, à l'Espace Congrès, colloque pour échanger sur les connaissances naturalistes en Midi-Pyrénées. Nature-Midi-Pyrénées, 14, rue de Rivoli, 31068 Toulouse cedex, tél : 05 34 31 97 32.

■ **Drôme : forum de l'économie solidaire.** 20 novembre à la salle Agora à Guilhaud-Granges. Othello Buro 1, 1, rue Rossini, 26000 Valence, fax : 04 75 78 55 69.

■ **Bordeaux : Santé nature.** 22 et 23 novembre, Espace-Congrès, le Pin Galant à Mérignac. Thérapies, produits naturels, tourisme, développement personnel. Diagonale, 18, rue des Sept-Troubadours, 31000 Toulouse, tél : 05 61 62 21 19.

■ **Lille : 3e salon du bien-être.** 28 au 30 novembre. Grand Palais, 160 exposants, alimentation bio, habitat sain, jardinage, environnement, tourisme vert, santé, conférences et ateliers. Expo-Conseil, 8, rue Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 59800 Lille, tél : 03 20 57 75 78.

La note, un engrais qui ronge

En ces temps d'offensive libérale sur l'école publique, faut-il défendre celle-ci sans remettre en cause tous ses défauts ?



L'histoire nous lègue un contrat éducatif qui repose sur une double fonction de l'école : instruire et sélectionner.

Le système scolaire s'est construit sur la sélection des élites et la domestication intellectuelle du peuple : laïcité tournée vers la seule neutralité religieuse dissimulant la mise en œuvre de la culture des classes dominantes : soumission à l'autorité, compétition, méritocratie ("égalité des chances", mais non-égalité réelle), morale de l'obéissance et du renoncement, savoirs minimums en forme positiviste de dogmes, rapport au savoir "énonciatif" et "contemplatif, fondé sur une épistémologie idéaliste (le savoir tombe du ciel des idées, l'élève ne connaîtra pas ses origines et sa fonction sociale ou anthropologique...), suprématie de la culture occidentale sur les autres cultures, etc.

Depuis Jules Ferry, le discours de "l'égalité des chances" a fait miroiter aux classes dominées, l'espérance d'une élévation de condition grâce à "l'ascenseur social" égalitaire que serait l'école républicaine.

Ce discours a permis à celles-ci de prendre part au jeu du "loto école", mais via leurs enfants scolarisés, devenus concurrents pour les concours.

Une sorte de "lutte des places" (scolaire) pour une promotion (sociale) strictement individuelle s'est peu à peu substituée à l'évidence du combat (solidaire) pour la promotion sociale collective.

"En transformant ceux qui héritent en ceux qui méritent" (Pierre Bourdieu), l'individualisation scolaire dissimule les inégalités sociales en les habillant en compétences, dons, mérites, etc. strictement personnels, et inversement, le langage des pauvres devient par la norme écolière un pauvre langage.

Les statistiques les plus récentes dévoilent que si la massification (de l'accès au bac) a eu lieu, la démocratisation (la réduction des inégalités) n'est pas au rendez-vous.

Pire : les inégalités scolaires redoublant (voire accentuant) la ségrégation sociale se

sont accrues ces vingt dernières années. Un chiffre emblématique, parmi d'autres : sur 100 polytechniciens de première année, il y a 30 ans, 13 étaient d'origine ouvrière (à l'époque ouvriers : 38 % de la population active) aujourd'hui : 4 (ouvriers : 31 % de la population active).

Cette réalité est construite dans un rapport de domination générale, par ceux qui exercent les pouvoirs, qui disposent du capital économique, social, culturel, et des pouvoirs qui les accompagnent, dont les pouvoirs politique, culturel, médiatique, judiciaire, scolaire, etc. nationaux et transnationaux, mais aussi par la collaboration active, consciente ou souvent inconsciente des agents dominés par la culture dominante (libérale et ultra libérale).

En tant que fraction dominée de la classe dominante, les enseignants sont à la fois dominés et dominants.

De toutes les formes pédagogiques, la plus visible, la notation, participe, avec les parties immergées, à la fonction cachée de l'appareil scolaire

en société inégalitaire.

"L'important est que chaque travailleur accepte le principe selon lequel certains seront mieux payés que d'autres. Le filtrage scolaire est rentable non parce que les "bons élèves" sont toujours de bons travailleurs mais parce que cette utilisation des diplômés évite le conflit d'intérêt inhérent au rapport entre travailleurs et employeurs. Un incapable scolairement garanti et un compétent scolairement démunis sont séparés à vie tels le roturier et le noble"

Dit autrement, le système scolaire contribue à convaincre chaque sujet social de rester à la place qui lui incombe par nature et de s'y tenir.

Quelques arguments

1 - Pour la pensée dominante, aucune société ne peut exister sans inégalité sociale, sans hiérarchie et sans élites (ou classe dominante).

2 - Une des tâches (non avouée) assignées à l'école est de sélectionner ces fameuses élites, par le moyen des notes, examens et concours qui doivent débarrasser progressivement les classes, et l'économie des incapables et des paresseux. C'est la loi du plus fort, la loi de la jungle, humanisée par les soutiens scolaires divers et les minima sociaux individualisés aux chômeurs.

3 - La notation, ou évaluation normative, c'est un jugement de conformité ou de déviance par rapport à une norme fixée d'en haut. Norme et critères participent du même arbitraire que les contenus, et les méthodes.

4 - Il existe une science, la *docimologie*, une science de la notation, justement, qui a montré le caractère approximatif, subjectif, arbitraire des systèmes de notation

5 - Les procédures d'évaluation accroissent l'échec scolaire, quand une de leurs justifications est de motiver les (bons) élèves, de distribuer le pouvoir de noter, de haut en bas de l'échelle sociale, en légitimant celle-ci sur le principe de sélection des meilleurs (illusion méritocratique).

6 - On est toujours noté de l'extérieur, pour ainsi dire par un "supérieur hiérarchique", sur le terrain choisi par lui.

7 - Jamais un supérieur n'est noté par ses inférieurs, qui auraient pourtant des choses à dire... Ce serait le monde à l'envers.

8 - On est presque toujours noté par quelqu'un qui n'exerce pas la fonction qu'il est censé évaluer, et souvent qui ne l'a jamais exercée (1).

9 - Le sens du travail scolaire pour les uns et les autres s'organise plus autour de l'obsession de la réussite individuelle, de la gestion des moyennes, des rattrapages et autres aides aux devoirs (l'école encore après l'école), pour les pauvres, autour de l'angoisse de l'exclusion sociale annoncée par les mauvaises notes, autour des promesses de bons postes pour les héritiers.

10 - L'entraîneur est aussi l'arbitre. L'évaluateur est juge et partie : ceux qui sont chargés d'enseigner, jugent ensuite des résultats de cet enseignement.

(1) Ce qui précède doit beaucoup au texte de Marc Chéradame, «Evolution et luttes des classes» (1978).

11 - La notation conforte un rapport dominant, dominé souvent ignoré (violence symbolique). Conséquences : «L'élève doit accepter sa condition inférieure pour accéder à la réalisation de sa pensée» (Raoul Vaneigem *Avertissement aux écoliers et lycéens*).

12 - Corollaire : un monde mental de soumission «à l'ordre des choses» est donné à intérioriser : «Les dominés appliquent des catégories construites du point de vue des dominants aux relations de domination, les faisant ainsi apparaître comme naturelles»

(Pierre Bourdieu *La domination masculine*).
13 - Effet de perte de confiance en soi face à un savoir tombant du ciel, hors contexte d'action, sans enjeux, ni histoire «Ce qui peut conduire à une sorte d'auto-dénigrement systématique...» (Pierre Bourdieu, op cit.)

14 - Effet de construction d'un comportement mental de «délégation du pouvoir de penser aux autorités», pour le reste de la vie, sauf bonnes rencontres ou autres expériences conscientisées. «Si jamais vous substituez dans l'esprit de l'élève l'autorité à la raison, il ne raisonnera plus : il sera le jouet de l'opinion des autres»

(Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la nouvelle Héloïse*).

15 - Les instruments de savoirs ainsi acquis ne peuvent donner le pouvoir de changer le monde (être transférés et employés à la transformation des situations) mais ils serviront seulement à «réussir à l'école» dans un contexte scolaire (réciter).

Dit autrement : «Les outils du maître ne serviront jamais à démanteler la maison du maître» (Proverbe afro-américain).

16 - Pour l'élève il est plus important de devenir ce qu'attend le professeur que de chercher à construire son savoir et à le valider. L'important est de passer coûte que coûte. Ainsi quand on enquête auprès des élèves pour connaître à quoi leur sert d'apprendre, l'immense majorité préfère répondre que cela sert à passer dans la classe supérieure, à obtenir des récompenses, à se placer dans une meilleure position hiérarchique... moins que connaître la nature, les animaux, changer la vie, abolir la misère, la guerre, éviter les catastrophes, faire reculer le désert, apprendre à vivre ensemble etc.

17 - Jean Piaget a ironisé sur la «pétition de principe...», qui postule que la réussite aux examens constitue un gage d'acquisition durable». En effet, dans le meilleur des cas, la prétendue évaluation objective repose sur la transmission magistrale d'un savoir donné, reçu, mémorisé, et régurgité dans une certaine docilité.

18 - Dans l'industrie, le commerce, les administrations, le libéralisme joue sur le recrutement du travailleur au parchemin. La course aux diplômes ne veut avoir affaire qu'à des individus isolés et concurrents, course d'autant plus vaine que «les enfants des classes favorisées sont toujours les mieux placés pour arriver les premiers au sommet du mât de cocagne, quelle que soit la hauteur de celui-ci».

19 - L'immense masse des emplois ne requiert pas nécessairement cette course au diplôme qui fait qu'à 19 ans près de 90 % des jeunes sont encore entre quatre murs...

20 - «Le diplôme (la note) est l'ennemi(e) mortel de la culture» (Paul Valéry). «L'emploi de tous expédients pour franchir le seuil redoutable... Il s'agit d'emprunter, et non plus d'acquiescer, d'emprunter ce qu'il faut pour passer le baccalauréat». (2).

21 - Plus le nombre de diplômes augmente, plus ils se dévalorisent. Il faut donc courir un diplôme plus élevé, accessible à ceux qui héritent (accroissement des inégalités scolaires), plus rare, donc plus chèrement rétribué sur le marché (accroissement des inégalités sociales).

22 - «Les excès du système de compétition et de spécialisation prématurée, sous le faux prétexte d'efficacité, assassinent l'esprit» (3). Le diplôme ne garantit pas nécessairement la compétence. «Le diplôme donne à la société un fantôme de garantie» (Paul Valéry). Souvent aussi suffisant qu'insuffisant, «Ce diplômé, au nom de la loi, est porté à croire qu'on lui doit quelque chose... toute sa vie» (Valéry), alors que le véritable apprentissage donne une plus value d'être, un pouvoir d'action accru sur le monde, le réel, et accroît sa compréhension profonde.

23 - La note et l'examen créent un cercle vicieux : «On prétend juger de la valeur de l'enseignement scolaire par la réussite aux examens finaux, alors qu'en fait une bonne partie du travail scolaire est gravement déformée par cette préoccupation devenue dominante» Jean Piaget, *Psychologie et pédagogie*.

24 - La notation mystifie et sacralise le pouvoir de l'individu, en l'isolant, en le séparant de ses conditions sociales et culturelles d'existence : «En transformant ceux qui héritent en ceux qui méritent» Pierre Bourdieu. La notation scolaire individualise, et naturalise les inégalités sociales, donc les mythifie, habillant de compétences, dons, mérites, strictement personnel, un être social, entouré de tout son «village», contribuant par là

même à la fonction scolaire de dissimulation et de légitimation des inégalités sociales. Subtile alchimie: un rapport social «riches pauvres», «dominants dominés», se transmue en rapport «psychologique» entre capables et incapables. Les différences inter-individuelles de «compétences», certifiées conformes, occultent les inégalités sociales. «La méritocratie sert de déguisement pour légitimer "démocratiquement" le pouvoir des classes sociales favorisées et assurer leur reproduction» (4).

25 - En substituant la «lutte des places» (individuelles) à la lutte (sociale) des classes, la notation détruit les (possibles) solidarités entre pauvres, dominés. Les pauvres sont concurrents des pauvres. Les solidarités de groupe sont plus difficiles à construire. Lors du premier emploi, et ceci est un constat massif, la syndicalisation n'apparaît pas comme un «réflexe» de défense et de promotion... Il faudra réapprendre la solidarité minimum en cas de coup dur, c'est-à-dire le savoir qu'à plusieurs on peut déplacer des montagnes d'oppression.

26 - Elle fait partie de la violence structurelle et symbolique de l'école : la réussite des uns se réalise sur l'échec des autres.

Le premier de classe se sent justifié à exercer un pouvoir par ses seules qualités, ou dons intellectuels. Le dernier se prépare lentement à le reconnaître comme son supérieur, et donc à se soumettre à l'ordre «naturel» des aptitudes. La notation déclassé le déclassé. Elle surclasse le déjà classé. «Je suis le meilleur et tu n'es pas bon» dit-il à l'exclu, qui s'autodéclasse (effet Pygmalion) «c'est vrai que je ne suis pas bon».

27 - «En toute circonstance, noter est une pratique d'essence monarchique, un fait du prince. Dans le cas d'ateliers d'écriture, c'est une trahison et un sabotage» H. Tramoy (Courrier critique un article de *Dialogue*, revue du GFEN, Groupement français pour une éducation nouvelle). Dans tous les cas, c'est un moyen de faire intérioriser (comme disent les sociologues) la concurrence, la hiérarchie, «l'esprit même du capitalisme», comme naturel, et donc de préparer les individus à collaborer à son fonctionnement.

28 - En contexte de chômage, on dispose d'autres puissants moyens «d'obliger» librement les gens à se conformer à ce qu'on attend d'eux.

La réussite scolaire prépare à la réussite capitaliste

L'école de la République fait donc implicitement intégrer à tous le modèle dominant de

(2) Michel Godet, *Le Monde de l'éducation*, février 1988.

(3) Einstein, *Comment je vois le monde*.

(4) «Pour qu'un ordre social oppressif puisse fonctionner sans heurt, il est indispensable que les femmes, les ouvriers et tous les groupes opprimés soient convaincus de leur infériorité et de leur impuissance» Michel Schiff, *L'intelligence gaspillée*.

Le système scolaire contribue à convaincre chaque sujet social de rester à la place qui lui incombe par nature et de s'y tenir.



la sélection, au nom de son idéal de "l'égalité des chances".

Les plus richement dotés, les mieux soutenus, les plus conformes à la culture légitime deviennent par le processus invisible de la pédagogie (rapport, contenu, méthode) les individus scolairement les plus "aptes", les plus "doués".

Ce processus est opacifiant : l'appartenance à la classe sociale ou au groupe social disparaît dans le traitement individuel de l'échec ou de la réussite scolaires. Si l'argent se voit, la connivence avec une culture légitime se voit moins.

Il est pacifiant : si l'on joue le même au départ les mêmes règles (grosso modo), on ne peut qu'être tous plus ou moins engagés par elles, puis formatés par leur intériorisation et enfin prêts, sans le savoir, à accepter la hiérarchie croissante dans l'école et la société.

La réussite scolaire individuelle apporte du prestige personnel, qui dissimule, le privilège de l'héritage collectif, culturel, économique.

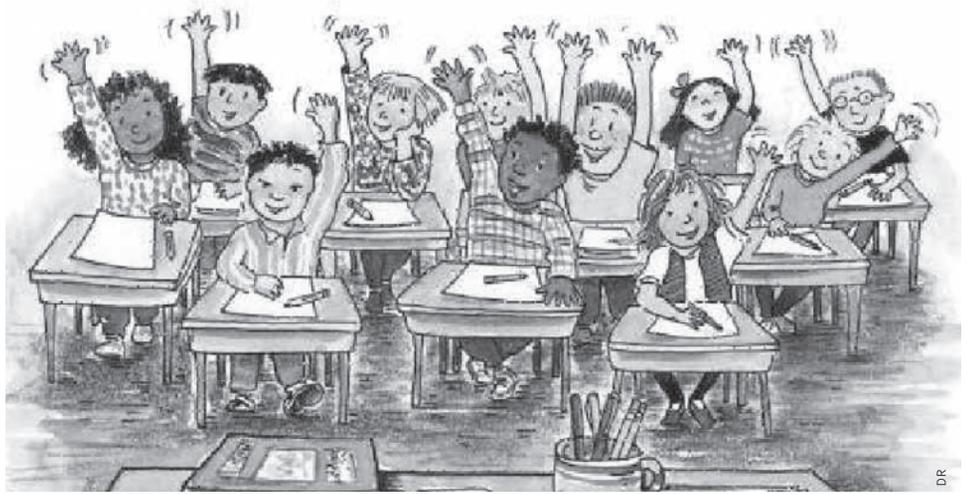
En contexte de chômage, du fait que le diplôme soit devenu le passage obligé pour un placement social, les individus isolés doivent abandonner leur culture, pour «passer». Ils sont contraints de s'obliger "librement" à fonctionner dans la culture dominante, légitime. Le refus de cette intégration-là, la révolte coûtent cher : échec et mat. Le recours à des voies de fait, à la violence physique, signe l'inculture d'autres voies et le rejet. Ou trouveraient-ils des contestations alternatives, s'ils ne sont pas aidés à penser leur situation et à s'en libérer ?

La responsabilité des intellectuels, de l'enseignement et d'ailleurs, ce serait ainsi de trahir leur classe en armant les dominés des savoirs nécessaires à leur émancipation collective plutôt que de panser et légitimer le système (5).

L'école face à l'offensive libérale

L'école est la proie à l'offensive libérale (AGCS, libéralisation des services sur toute la planète). La mondialisation économique et financière tend à se débarrasser de tout contrôle démocratique, de toute redistribution des richesses créées, que ce soit au niveau des Etats (destruction de l'Etat providence, réduction des déficits publics, des budgets sociaux, éducation, santé, etc.). Les 20 % d'Américains les plus riches captent à leur profit 99 % de toute richesse nouvellement créée aux USA. Au niveau de la planète : paradis fiscaux, tentative d'imposer l'AMI, marginalisation de l'ONU et du droit international...

La modernisation des contrôles et l'individualisation des formations, surtout dans le supérieur, vont bon train : l'ERT (lobbie des 47 plus grands groupes industriels européens) a le projet de mettre en place une carte électro-



nique personnelle de compétences qui mémoriserait le parcours d'un élève dès son entrée au lycée (nombre de fois où il s'est présenté à un examen, résultats et notes, etc.).

Pour les étudiants, apprendre ensemble, savoir, penser, comprendre en transformant ensemble une condition sociale injuste, tout cela a fait place à un autre jeu : savoir seulement ce qu'il faut pour se hisser sur les plus hautes branches.

Mais est-ce que ces nouvelles modalités doivent nous faire voir l'ancien système scolaire et universitaire comme émancipateur ?

Faut-il taire les analyses et recherches des sociologues et historiens de l'éducation, sous le prétexte de défendre un service public des attaques dont il est l'objet ?

Par analogie, faut-il défendre la production d'énergie nucléaire sous la raison qu'elle risque la privatisation ou militer pour la transformation de cette production, avec sortie d'une logique nucléaire au profit d'énergies renouvelables et d'un autre modèle de développement plus respectueux des hommes (et de leur descendance) et de la nature ?

Un paradoxe inhérent au militantisme pédagogique

Demander aujourd'hui aux "acteurs éducatifs" de faire la réussite de tous en laissant dans l'ombre fonctionner la hiérarchisation, depuis les méthodes de conditionnement jusqu'à la notation, s'apparente à une injonction paradoxale.

Les enseignants, les militants pédagogiques inclus, sont face à cette double injonction du système : faire réussir les élèves, et, en même temps les sélectionner, c'est-à-dire dissimuler ce tri social, qui profite aux classes dominantes, sous l'individualisation des réussites et des échecs (la promotion individuelle).

A notre connaissance, la notation n'a jamais fait l'objet d'une bataille publique des mouvements pédagogiques, même si les grands de l'éducation nouvelle l'ont tous reje-

tée (Freinet, Bakulé, Korczak, Makarenko, Don Lorenzo, Freire, Jacotot...) (6).

Que se passe-t-il ?

Peut-être même que la mobilisation des militants pédagogiques pour la multiplication des réussites individuelles, intra-muros, n'abolit pas la logique profonde du système local (et a fortiori national !) : il continue, après, dans d'autres classes, selon d'autres procédures, notamment d'orientation, à classer. D'où la nécessité d'établissements pionniers cohérents dans la rupture comme au lycée autogéré de Saint-Nazaire.

Peut-être même cette mobilisation pour multiplier les "réussites individuelles" aboutit-elle, sans le vouloir, à une certaine dissimulation de l'autre fonction ?

Autrement dit, en "démontrant" les possibilités insoupçonnées de progrès de l'institution dans sa fonction (visible) d'instruction, le militantisme pédagogique "classique" contribuerait, involontairement, à renforcer la légitimité et partant la capacité sélective (cachée) du système !

Le placement social inégalitaire dissimulé sous les différences individuelles de talents fonctionne d'autant mieux que le nombre de pauvres échappant à la misère par l'école entretient l'illusion d'une "égalité des chances".

Du même coup, les militants pédagogiques, à la pointe de la recherche de nouveaux outils, ateliers d'écritures, démarches constructives, etc., peuvent perdre la capacité critique fondée sur l'analyse lucide des logiques profondes du système, et passer un peu à côté de leur responsabilité d'intellectuels qui serait de trahir leur classe en aidant les dominés à s'emparer des savoirs nécessaires à leur émancipation collective. Si individuellement c'est difficile, en "intellectuel

(5) Noam Chomsky, *La responsabilité des intellectuels*.

(6) Lutte toujours remise à plus tard par le GFEN «national», depuis un texte fameux de 1977 — que nous citons et utilisons au début — mis à part des articles et actions localisées de J.-L. Cordonnier (Gfen Languedoc), Pascal Diard (Gfen Ile-de-France), René Croci (Gfen Est et le secteur Education nouvelle, pratique sociale), Etienne Vellas (Genève, GFEN), Charles Pépinster (OBEN, Belgique) et le Gfen Rhône Alpes (dont G59 en Isère, dont Lycée de Belley, Ain, R. Place).

collectif" (le mouvement) cela l'est moins. En pensant sincèrement dépasser le système, il se peut qu'on le panse... Et alors, «*La stratégie du grain de sable se transforme en goutte d'huile*» (G. L'Hermier).

C'est à une repensée de la fonction sociale des mouvements qu'invite ce constat un peu désabusé : prisonniers plus qu'ils ne le pensent d'habitus scolaires, les enseignants, même militants, ne doivent-ils pas cesser de fonctionner entre eux et intramuros, et chercher à se placer avec d'autres catégories plus dominées, dans d'autres situations, alliances, réseaux. Vers une nouvelle éducation populaire alternative, en quelque sorte ?

La servitude volontaire

La schizophrénie de la notation a d'autres avantages moins qualifiés que faire intérioriser à tout le monde, par le mérite chiffré et parcheminé, aussi bien par les gagnants que par les perdants, une culture de compétition, de soumission, et d'immobilité du monde, bref de préparer les uns comme les autres, à collaborer au bon fonctionnement de la société libérale...

Certes, il n'y a pas que l'école : les médias (illusion du pluralisme), le système politique (délégation-démission du pouvoir : illusion démocratique), les jouets, naguère la conscription militaire... tout cela concourt à l'entretien de la servitude volontaire.

"Il s'agit là d'un véritable travail de domestication ayant pour objet de faire habiter le système par sa population et la population par le système. Pour n'en donner qu'un exemple significatif, je rappellerai que le monde capitaliste est ultra-individualiste et qu'il a besoin d'individus pour qui il va de soi que l'existence est une compétition impitoyable où chacun est en

concurrence avec tous les autres et où les meilleurs, les mieux adaptés, les plus entreprenants (les battants, les gagnants, les tueurs, etc.) sont seuls dignes de réussir, c'est-à-dire de s'agréger au groupe des dominants. Ce darwinisme social qui érige la réussite individuelle à tout prix en fin ultime de toute activité est rarement enseigné de façon expresse et brutale, en France en tout cas, mais son idéologie s'est répandue partout, au moins de façon diffuse, implicite, non réfléchie. à l'état de vérité existentielle, plus vécue que conçue. Ce sont surtout des "vérités" pratiques de cette nature que la socialisation introduit en chacun, et qui, une fois installées, tendent à structurer durablement de véritables réflexes de la sensibilité et de l'entendement... En fait toutes les pratiques sociales auxquelles nous prenons part ont des effets pédagogiques implicites et contribuent peu ou prou "à plier la machine" en nous (...) Trois formidables dispositifs (sont

des) ateliers de production symbolique de l'inconscient social : le système scolaire, le système médiatique, et le système politique de la démocratie représentative... Toutes les formations sociales, même les plus coercitives et tyranniques, ont un "esprit" indispensable au fonctionnement de l'ordre établi qui secrète en quelque sorte le consensus subjectif et donc la légitimité dont il a besoin» (7).

L'alternative ?

Serait-ce une école de la promotion collective, de la fraternité, où les "élèves" pourraient participer à un développement local solidaire, c'est-à-dire s'impliquer dans la cité, le territoire, le monde, comme formateurs, acteurs, producteurs culturels voire économiques dans des projets collectifs d'action, de modification du milieu ? Si tant est que "*Une éducation qui a pour objet d'abolir l'assujettissement ne peut se développer que si les instruments de connaissance se forment dans la production pratique de la mise en cause de la réalité qui porte la domination*" (Yvonne Chenouf, Jean Foucambert).

C'est en changeant leur situation que les agents se changent. "*L'éducateur a besoin d'être éduqué (...) Personne ne libère autrui, personne ne se libère seul. Les hommes se libèrent ensemble... par la médiation de leur action sur le monde*" (P. Freire *Pédagogie des opprimés*).

La résistance locale au formatage global, de préférence constructive par l'invention d'autres modèles, de préférence en collectifs et en alliance avec les dominés (parents-élèves) appuyé sur des forces locales, est peut-être susceptible de modifier en même temps que le rapport des forces, le rapport symbolique des forces, c'est-à-dire de modifier les mentalités, de délégitimer la compétitivité.

C'est dans des situations locales que les mobilisations peuvent se développer.

Dans le système éducatif actuel, en proie, de surcroît, à l'offensive libérale, l'éducation (innovante ? nouvelle ? moderne ? En recherche action plus scientifique ?) ne peut exister qu'à sa périphérie. Peut-elle être admise dans les programmes politiques d'alternative au libéralisme ? On peut en douter quand on lit les propositions actuelles plutôt affligeantes.

L'éducation nationale peut-elle devenir un service public moins inégalitaire et domesticateur, plus égalitaire et émancipateur, c'est-à-dire basculer dans une autre logique ? Faut-il une loi refondatrice des missions de l'école ? Il y faudrait une forte exigence du peuple souverain, que toute la société bouge dans cette direction, donc qu'elle soit en quelque sorte "travaillée" par une éducation populaire nouvelle sur un

temps long, donc que celle-ci soit intégrée, combinée aux mouvements sociaux et aux expérimentations sociétales alternatives.

Peut-être faut-il développer et prendre appui sur ce qui apparaît depuis quelques années comme un renouveau de l'éducation populaire dans ce pays ?

Une démarche de formation où le combat pour la justice s'accompagne de l'appropriation coopérative des savoirs nécessaires et de leur intégration synthétique dans une vision complexe du monde. Un peu comme au dix-neuvième siècle où le mouvement ouvrier incluait l'instruction dans un combat collectif pour le mieux vivre (8).

Pourtant un renouveau de la démocratie (démocratie directe) en serait peut-être la clé, à la façon du budget participatif aujourd'hui à Porto Alegre et d'autres villes du Brésil ? Un peu à la façon des systèmes d'échanges locaux, des réseaux d'échanges réciproques de savoirs, des universités populaires, des cafés-rencontres-citoyens, des mouvements d'action et d'éducation comme ATTAC, etc. dont l'extension signe un besoin émergent assez fort de la société "d'en bas" (sic).

Commencer dès maintenant

En attendant, nous enseignants, pouvons inciter à la désobéissance, refuser collectivement et individuellement de noter, de hiérarchiser des élèves, dans une stratégie de transformation des pratiques d'enseignement-apprentissage (depuis des pédagogies socio-constructivistes où les élèves *produisent* des concepts, des écrits, des objets, des animations publiques jusqu'à leur participation à des projets de développement locaux.

Nous pouvons entrer dans des stratégies de construction d'alliances locales solides, avec des collègues, avec les élèves mis dans le coup peu à peu (négociations en conseil coopératif), avec les "usagers de l'école" et ses parentaires, avec les associations familiales, associations de parents, avec les groupes locaux d'éducation, quand c'est possible, avec les syndicats d'enseignants, les unions locales syndicales, associations d'éducation populaire, mouvements sociaux, avec l'appui précieux de cafés-rencontres d'éducation, etc.

Des soirées de formation-réflexion sont indispensables pour consolider ces alliances sur des débats de fond.

André Duny ■

Enseignant dans l'Ain.

(7) Alain Accardo, *De notre servitude involontaire*, Contrefeux Agone.

(8) Selon Marx, l'Etat ne paie que les salaires, les locaux, les matériels mais contenus, méthodes sont négociés par les organisations populaires... Selon Bakounine, des "Académies populaires" voient le jour partout et où, sans le moindre rapport de domination, tous ceux qui savent (quelque soit leur place dans la société) échanget leurs connaissances) ... Utopies ringardes ?

Les renouvelables perdent du terrain

Une étude menée sur les 70 plus grands pays, montre qu'entre 1993 et 2001, la part des énergies renouvelables dans la production électrique a chuté de 20,6 % à 18,4 %. Cette baisse s'explique par une augmentation de la consommation plus rapide (3,4 %) que la production. Sans volonté de diminuer radicalement la consommation dans les pays du Nord, les énergies renouvelables n'arriveront pas à remplacer quoi que ce soit. Dans les pays du Sud, les barrages hydrauliques et les centrales thermiques au gaz, au charbon ou au fuel se développent plus vite que les renouvelables. Dans ce débat, le nucléaire reste marginal, distancé par l'éolien. (*Gazette nucléaire, juillet 2003*)

Choisir une lampe économe



L'Agence suisse pour l'efficacité économique a réalisé une série de tests pour classer les lampes économes en fonction de leur durée de vie, de la persistance de l'intensité lumineuse, des économies d'énergie et de leur prix. Quatre lampes ont obtenu les meilleures notes :

Osram Dulux EL Longlife, Osram Dulux EL Facility, Ikea standard et Osram Dulux EL Classic A. On trouve ensuite cinq autres ampoules bien classées : Philips Ecotone Economy, Philips Ecotone PL-T Pro, Ikea Globe, Swislights Half-spot M et Osram Dulux EL Economy. Six autres ampoules ont été moins bien classées.

Australie A fond dans les renouvelables !

Le gouvernement australien a mis en place en 1999 un projet de développement des énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique...) qui recensent plus de 330 projets pour

une puissance totale de 18 000 MW (soit le tiers du programme nucléaire français !). Début 2003, la mise en place progressive de ce programme a permis à l'Australie de dépasser les 20 % de production électrique par les renouvelables. (*Renewable energy world, mai 2003*)

BARCELONE Solaire thermique en pleine expansion

Le 31 juillet 2000, la nouvelle municipalité de Barcelone a adopté les mesures suivantes : toutes les constructions neuves et réhabilitées dans les secteurs publics ou privés, doivent mettre en place un système de chauffage de l'eau par le solaire et couvrir ainsi au moins 60 % des besoins thermiques du bâtiment ; le propriétaire, le promoteur et le maître d'œuvre sont solidairement responsables de l'application de cette mesure, les installations solaires doivent être présentées dans le dossier nécessaire au permis de construire. Des arrêtés précisent les conditions techniques pour les bâtiments. Le résultat ne s'est pas fait attendre : dans cette ville de 1,5 million d'habitants, il s'installe aujourd'hui chaque jour l'équivalent de 2m3 d'eau chaude solaire, soit les besoins de 60 habitants. Cet arrêté a déjà multiplié par 12 en deux ans la vitesse d'installations de capteurs solaires. Quand la volonté politique est là, le solaire se développe ! (*AJENA, été 2003*)

CLERMONT-FERRAND La ville roule au solaire

Le 19 septembre, la ville de Clermont-Ferrand a inauguré sur les toits d'un des bâtiments des services techniques de la ville, une installation photovoltaïque de 250 m2 qui va recharger les accus de 32 véhicules électriques de la ville (sur la base de 7000 km par an pour chacun). C'est la troisième plus grosse installation en France, la première en taille pour une collectivité locale. (*Champs libres, 25 septembre 2003*)

ALSACE Région pilote

Dans le cadre d'un programme européen, l'Alsace a été retenue pour mettre en place un programme régio-

Eolien

■ **Chine : vaste potentiel.** Jusqu'à il y a peu, la propagande du lobby nucléaire nous présentait la Chine comme un pays en plein développement du nucléaire. Mais après avoir construit quelques réacteurs, avec l'aide généreuse des industries françaises, le gouvernement chinois est en train de revoir sa position. Après le choix malheureux des grands barrages, il vient de réaliser une étude sur le potentiel éolien du pays. Celui-ci a été évalué à 250 000 MW. Le groupe allemand Vestas vient de conclure un important contrat avec la Chine. Une banque allemande paie les investissements et se rembourse ensuite sur la production. Un premier parc de 16 MW avec 12 éoliennes est en construction dans la région de Shandong. De nombreux autres projets sont à l'étude. (*Tam-Tam, avril 2003*)



■ **Europe : projets offshore.** Les gros industriels misent actuellement sur le développement de l'offshore. Pas de problème de place, peu d'opposition (les sites sont souvent à plus de 5 km du littoral, régularité des vents, possibilité d'utiliser des machines gigantesques... Début 2003, douze chantiers étaient en cours tous dans les mers nordiques : Mer du Nord, Mer d'Irlande et Mer Baltique. Le plus gros projet en chantier est au large du Danemark : 80 éoliennes pour 200 MW). Des permis demandés pour 72 projets sont en attente (aucun en France). L'Allemagne, à elle seule, espère disposer de 20 000 MW en éolien offshore d'ici 2030 (soit de quoi remplacer ses réacteurs nucléaires si la consommation d'électricité reste stable). (*Renewable energy world, mai 2003*)

■ **Grande-Bretagne : deux centrales.** Deux centrales d'une trentaine d'éoliennes chacune ont été mises en chantier en Grande-Bretagne, début 2003 : l'une dans l'estuaire de la Tamise, à l'Est, l'autre à l'Ouest en mer d'Irlande. De quoi alimenter 180 000 ménages.

■ **Grande-Bretagne : village autonome.** La commune de Swaffham, dans le Norfolk, 10 000 habitants, pourrait être la première commune britannique à produire entièrement son électricité. En 1999, elle avait déjà implanté une éolienne sur la commune. Le succès a suivi et la commune a installé en 2003 une deuxième éolienne haute de 85 m et de 70 m de diamètre. Les deux éoliennes assurent déjà 75 % de l'électricité de la commune. (*Tam-Tam, septembre 2003*)

■ **France : calme plat.** En janvier 2003, le gouvernement a fait adopter une loi qui exige un permis de construire pour les éoliennes de plus de 12 m de haut, une enquête publique pour celles de plus de 25 m de haut, une étude d'impact pour les regroupements de plus de 2,5 MW de puissance. A priori, ces mesures partent d'un bon sens : mieux prendre en compte les contraintes sur le voisinage et recours possible contre des projets disproportionnés. Mais cela a aussi une autre conséquence : un ralentissement de l'éolien en France. Depuis le passage de ces lois, plus aucune demande de permis n'a été accordée depuis la sortie des lois.

■ **Mini-éolienne.** Une firme thaïlandaise a annoncé le 23 septembre le lancement d'une mini-éolienne portable qu'il suffit de mettre dans le vent pour remplacer une pile. Cette mini-éolienne serait vendue pour 36 euros. Elle peut recharger une lampe de poche, divers objets, le fabricant espérant les vendre en complément aux téléphones portables.

nal d'action en faveur des énergies renouvelables. 5,5 millions d'euros en deux ans vont permettre de subventionner à hauteur de 50 % des projets publics ou privés principalement dans les domaines de la sensibilisation et de l'accompagnement des projets, dans le domaine du développement économique touristique et agricole et enfin dans le domaine de l'éolien et du biogaz en milieu urbain. C'est le conseil régional qui pilote ce fonds.



Petite phrase

«A 15°C, les poissons quittent progressivement les bordures ; à 25°C, les poissons les plus gros désertent la zone ; à 29°C, on assiste à l'effondrement des espèces»

Dossier d'enquête publique de janvier 1999 sur les rejets d'eau de la centrale de Saint-Alban-Saint-Maurice (Isère), texte de présentation du Ministère de l'environnement. Cet été, la température a dépassé de très nombreuses fois les 30°C en particulier à la centrale de Golfech. Mais les poissons ne votent pas.

JAPON Sortir du nucléaire



Du 15 avril au 8 mai, privé de 17 réacteurs nucléaires (pour un peu plus de 17 000 MW), le Japon s'attendait au pire, avec la nécessité de produire de

l'électricité à partir de centrales thermiques (voir numéro de juin). Une campagne pour économiser l'électricité a été menée particulièrement dans les zones proches des réacteurs arrêtés. Avec succès : les économies ont permis de ne pratiquement pas utiliser les centrales thermiques... Le 8 mai, un des réacteurs a redémarré, la moitié des autres devant reprendre du service avant l'hiver prochain.

Les opposants aux centrales nucléaires ont fait remarquer qu'en étendant la campagne de maîtrise de l'électricité au niveau national, il serait possible d'arrêter complètement toutes les centrales nucléaires chaque été, période où la consommation d'électricité est la plus faible. La crise de confiance qui secoue actuellement le pays pourrait déboucher sur un débat sur le futur énergétique.

NIGER Légumes contaminés

A Akoutan, au Niger, à 1200 km au nord de la capitale Niamey, se trouve l'une des plus grandes mines d'uranium du pays. Elle appartient à une société, la Cominak, dont le capital est détenu pour 34 % par la Cogéma (France), 31 % par l'Etat, le reste par des sociétés espagnole et japonaise. Pour fonctionner, l'usine utilise d'énormes quantités d'eau. Or nous sommes en

Thyroïde Silence trompée par la grande presse !

Un de nos lecteurs nous ayant envoyé une coupure de presse du *Dauphiné Libéré*, nous avons cru qu'était exacte l'information annoncée en gros titre : le classement sans suite des plaintes des malades de la thyroïde. Cette information est totalement fautive ! Les avocats des malades sont toujours très actifs et les plaintes continuent d'attendre l'ouverture d'un procès : 51 malades ont porté plaintes ainsi que la CRII-Rad et l'Association des malades de la thyroïde, le 1er mars 2001. Une seconde plainte a été déposée le 5 octobre 2001 au nom de 125 autres malades et plus de 150 nouveaux malades ont encore porté plainte le 25 avril 2002. L'association compte aujourd'hui 2500 adhérents et d'autres vagues de plaintes sont en préparation. Association des malades de la thyroïde, BP 1, 82700 Bourret, tél : 05 63 27 50 80.

plein désert. L'eau est amenée pour l'usine puis rejetée dans des bassins de décantation. Plus de mille personnes sont employées dans la mine et cela a attiré sur place plus de 30 000 personnes. Comme l'uranium se vend de plus en plus mal, de très nombreuses personnes se retrouvent sans ressources et se sont lancés dans le maraîchage pour survivre. Et comme il n'y a pas d'eau naturellement, elles utilisent... les eaux contaminées de l'usine ! La Cominak dit avoir analysé les légumes : ils n'auraient aucune contamination ! (*Défi-Sud*, mai 2003)

ISRAËL Non respect de la loi



⚡ Dimona : le réacteur fantôme.

Le tribunal de Tel-Aviv a ordonné le 27 janvier dernier à la direction de la centrale nucléaire de Dimona (réacteur qui officiellement n'existe pas !)

de fournir aux employés cancéreux et à leur familles des informations sur la radioactivité du site. Le tribunal instruit en effet les plaintes de plusieurs employés aujourd'hui malades. Pour avoir révélé l'existence de ce réacteur nucléaire, Vanuno Mordechai est en prison depuis 1986. Signalons à George Bush, grand justicier de la planète qu'Israël n'a pas signé le traité de non prolifération et refuse les inspections de ses installations par les spécialistes de l'ONU.

Cosmétiques radieux

Jusqu'en 1957, des produits cosmétiques contenaient des produits radioactifs dont on croyait à l'époque qu'ils étaient bons pour la santé. Aujourd'hui, il y a sans doute plein d'autres produits toxiques dans les cosmétiques, mais on ne vous en informera que dans quelques dizaines d'années. Bon maquillage !

Le Parlement européen contre le traité Euratom

Sale coup pour Giscard qui espérait faire intégrer en douce le traité Euratom dans la future constitution européenne. Le 25 septembre, les députés européens ont adopté une résolution demandée avec insistance par le gouvernement allemand et soutenue par les associations écologistes (Amis de la Terre, Greenpeace, France-Nature-Environnement) demandant que le traité Euratom ne

soit pas intégré dans sa forme actuelle dans la constitution. Les députés européens ont voté pour cette position par 335 voix pour, 106 contre et 53 abstentions. Le vote indique clairement la volonté de ne pas présenter le nucléaire comme un élément fondateur de l'Europe. (*Amis de la Terre*, septembre 2003)

Contre le secret défense

Le 24 juillet 2003, le gouvernement a publié un arrêté classant *secret défense* la quasi-totalité des informations relatives aux matières nucléaires (combustibles neufs, irradiés, déchets...). Les activités nucléaires seraient ainsi placées en dehors de tout contrôle démocratique. Plusieurs associations ont lancé une pétition pour demander l'annulation de cet arrêté. On peut obtenir des feuilles auprès de la CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

Le PS contre l'EPR ?

Les élections approchent et le PS est bien seul. Dans les innovations qui pourraient lui permettre de trouver des partenaires, le PS discuterait actuellement de s'opposer à la construction de nouveaux réacteurs (dont l'EPR), mais cela ne signifie pas une position antinucléaire : simplement, en bons financiers, ils savent que si c'est plus risqué, c'est moins coûteux de prolonger la vie des réacteurs existants et surtout, socialement, cela évite que se réveille l'opposition au nucléaire.

ATTAC et le nucléaire

■ **Bernard Cassen pro-nucléaire ?** Dans un article paru dans *L'Humanité* le 26 août dernier, Bernard Cassen, l'un des fondateurs d'ATTAC, écrit « Il y a certes des pro-nucléaires, mais aussi le lobby *Sortir du nucléaire* ». Si le quotidien, connu pour sa position pro-nucléaire, n'a pas déformé les propos de Bernard Cassen, c'est grave ! Cela signifie qu'au nom d'ATTAC, on considère qu'il y a un « lobby » (donc avec des moyens financiers importants et qui défend son gagne-pain) face à de gentils militants qui ont du mal à exprimer leur soutien à la « cause » du nucléaire. On est dans un retournement de sens remarquable.

■ **Groupes de base contre centralisme démocratique.** De nombreux groupes de base d'ATTAC sont présents au côté des militants anti-nucléaires, mais il y a aussi des groupes ATTAC gérés par des CGT pro-nucléaires... A la demande des groupes locaux, la direction a été obligée de se pencher sur la question. Elle a reculé un peu en annonçant qu'elle voulait bien lancer un débat... sur un an. Les groupes locaux ont demandé une prise de position tout de suite, le débat devant avoir lieu à l'automne à l'Assemblée nationale. La direction dans un premier temps a dit être prête à adopter une demande de moratoire sur un nouveau programme. Le président, Jacques Nikonoff continue à essayer de faire en sorte qu'ATTAC ne prenne pas position.

Faucheurs volontaires

A l'occasion d'un des forums tenus lors de Larzac 2003, un appel a été lancé pour recenser tous ceux et celles qui se portent volontaires pour participer à des opérations de fauchage de plantations OGM. Voici cet appel :

«Ayant pris conscience des dangers d'atteinte irréversibles à l'environnement par la culture des plantes transgéniques, - trouvant inacceptable que les entreprises biotechnologiques accaparent le vivant en le brevetant à leur profit et mettent la main sur le marché des semences au détriment des paysans du Nord comme du Sud, - trouvant inacceptable que le gouvernement ne suive pas le principe de précaution dans la distribution d'aliments issus de cultures transgéniques, Je me porte volontaire pour détruire les cultures de plants transgéniques. Je m'engage à respecter les consignes de l'action non-violente. J'ai été informé des risques de poursuite pénale et civile que j'encours en participant à de telles actions.

Nom... Prénom... Adresse... Tél... Messagerie... date et signature.

A retourner à : *Collectif des faucheurs d'OGM, Jean-Baptiste Libouban, Arche de la Flaysière, 34650 Joncel.*

■ Brésil : contrebande.

Près de 80 % de la récolte de soja 2002/2003 de l'Etat de Rio Grande del Sol est polluée par le

soja transgénique. Paradoxe dans un pays qui a interdit les OGM. L'enquête a montré que la pollution provenait de la contrebande faite avec l'Argentine, en particulier par les agriculteurs les plus pauvres du MST, Mouvement des sans terres, en contradiction avec leur propre mouvement qui a milité pour que le gouvernement interdise les OGM. Le gouvernement de Lula, qui légalement aurait dû détruire la récolte après saisie, a préféré la stocker en attendant de trouver un moyen de les utiliser. Le stock vaut 300 millions de dollars, mais le stockage coûte cher. Où le soja va-t-il finir ? (*Nature et Progrès, mai 2003*)

■ **USA : la bio contaminée.** La Fondation pour la recherche dans

l'agriculture biologique a mené une vaste enquête auprès des agriculteurs biologiques pour leur demander s'ils avaient procédé à des vérifications sur la possible contamination par les OGM. 17 % des agriculteurs avaient procédé à des analyses, dans les deux tiers des cas, les champs se sont révélés contaminés. La profession demande un moratoire tant que l'on ne sera pas capable d'empêcher cette pollution.

■ **Mexique : Greenpeace victorieux.** Le 11 septembre, le protocole de Carthagène est entré en fonction, permettant à un Etat d'interdire l'importation d'OGM au nom du principe de précaution. Le 12 septembre un cargo venant des Etats-Unis cherche à accoster à Vera Cruz, au Mexique. Il mouille au large. Alors que ce pays interdit l'entrée des OGM, les USA essaient de passer en force avec une cargaison de 40 000 tonnes de maïs sans précision sur la possible présence de maïs OGM, les USA refusant de séparer les récoltes. Pendant plus de treize heures, vingt-deux militants de Greenpeace venus de toute l'Amérique latine, se sont relayés pour s'enchaîner à l'ancre du bateau, l'empêchant de repartir à l'intérieur du port. Après une journée de blocage, le capitaine de l'*Ikan AltaMira* a reçu l'ordre de rentrer aux USA. Greenpeace entend ainsi dénoncer le commerce forcé. Le 18 août, Greenpeace avait déjà réussi à bloquer un train de céréales au moment où il franchissait la frontière entre les USA et le Mexique. *Greenpeace, 22, rue des Ras-selins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.*



■ **René Riesel en prison le 1er décembre.** Condamné en même temps que José Bové, René Riesel, ancien de la Confédération paysanne, regrettant aujourd'hui le réformisme du syndicat, continue à mener la lutte contre les OGM avec d'autres raisons plus radicales. Convoqué en août par la juge d'application des peines, il s'est vu proposer des aménagements de peine qu'il a refusés, négociant seulement la date de son incarcération : le 1er décembre pro-

chain, après le procès de Namur (voir numéro d'octobre). Condamné à huit mois pour une action à Agen, à six mois pour l'action contre le CIRAD à Montpellier, il bénéficie de deux mois de remises de peine depuis le 14 juillet pour chaque condamnation et il lui reste donc six mois de prison à faire. Comme la loi l'autorise, il demandera une liberté conditionnelle à mi-peine, ce qui fait qu'il devrait rester en prison trois mois. Il publie à cette occasion un troisième livre sur le sujet *Du progrès dans la domestication* paru en septembre aux Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 80, rue de Ménilmontant, 75020 Paris, tél : 01 43 49 39 46.

■ **Isère : nouveau procès.** Trois militants de la Confédération paysanne, Guy Germain, Fleury Joannin et Jacques Roux, sont inculpés pour avoir été les premiers à avoir participé à la destruction d'une parcelle à Saint-Georges-d'Espéranthes, le 7 juin 1997. C'est Monsanto qui a porté plainte. Un comité de soutien s'est mis en place : *Comité de soutien, Confédération paysanne, MIN, 117, rue des Alliés, 38030 Grenoble, tél : 04 76 09 26 05.*

Entraide

■ **Trégor.** Région Guingamp, Morlaix, Lannion. Nous sommes plusieurs à vouloir créer ou adhérer à un groupement d'achats en bio (épicerie, etc.). Possibilités pour notre part de fournir viandes et fromages. Faites-vous connaître. *Tél : .*

Vivre ensemble

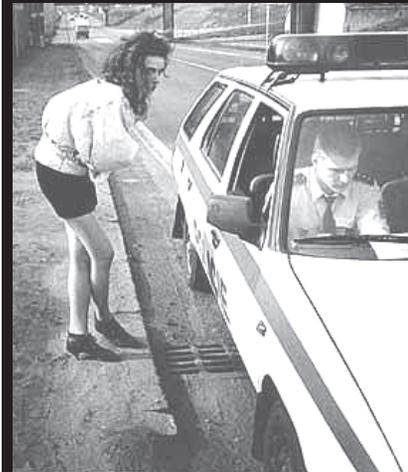
■ **Finistère.** Cherche co-créateurs et un lieu de vie, pour la création d'un hameau éco-végétarien dans le Finistère, à 15 km maxi de la mer. Je souhaite créer un verger-potager en permaculture dans l'esprit Findhorn, également culture de spiruline, de graines germées... Auto-constructions bios totales ou partielles, énergies renouvelables, toilettes sèches, récupération des eaux de pluie, épuration des eaux usées par bassins-filtres à plantes aquatiques... Lieu de mise en action au quotidien de la charte «Europe des consciences» dans une vision holistique de la vie. Lieu d'expérimentations et d'apprentissage avec l'Energie, l'amour ; lieu d'éveil... .

Rencontres

■ Homme, 53 ans, écolo dans l'âme et dans la pratique, aimerait bien rencontrer une femme avec qui partager de bonnes idées écolos et alternatives. D'auto-construction à la nature, je suis guide-naturaliste, faire un bout de chemin ensemble à deux. Faire simple, naturellement, apprendre à se découvrir, vivre, s'aimer, quoi ? croquer la vie ! .

■ Etant charmant, jeune d'esprit et de corps, tout sourire avec la nature et mes enfants adultes, je ris de moi à 53 ans et de mon invalidité. Je rêve d'une femme voulant changer de vie urbaine, femme empirique sur la vie dans la nature, femme sen-

L'ONU critiqu



Dans un rapport publié le 3 juillet dernier, le comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes — un service des Nations unies — critique la politique française dans le domaine de

suelle, frissonnante d'art, femme fontaine de volupté. Mes ânesses et ânes sont dans un village peuplé d'irréductibles Grezois contre un projet de deuxième autoroute en Lozère. .

■ **Réf. 303.02.** Enseignante, 55 ans, Grenoble, passionnée par l'écologie et la non-violence, mais aussi par la littérature et les activités culturelles, cherche compagnon pour construire une relation de partage et d'épanouissement. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 303.03.** Femme, 53 ans, ayant un peu payé pour savoir distinguer entre les désirs de mon corps, de mon cœur, voire de mon âme, cherche résolument la compagnie, pas obligatoirement quotidienne, d'un homme positif et en bonne santé — ce qui n'exclut pas un handicap maîtrisé — 48 à 55 ans. Homme aux valeurs proches de celles développées dans *Silence*. Cela pour cœur et corps au moins. Je serais aussi très heureuse de trouver un correspondant (ou une correspondante) pour échanger entre autres sur les thèmes philo, jardin, humour, citoyeneté, poésie, témoignages de vie... Ceci pour l'esprit et le cœur. Si vous êtes nombreux à m'écrire, chiche que nous formions un «club». Merci. Josette. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 303.04. Drôme,** automne 2003, mec sensible et timide, de 32 ans, j'fais un genre humain. Isolé, j'aimerais rencontrer une femme au travers d'une correspondance sensible. Echanger des émotions, des rires. Nous dire nos désirs, nos doutes, nos angoisses, nos joies, nos petites lâchetés... et préparer une relation tendre et sensuelle. Chacun pour soi, chacun chez soi, il fait si froid. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Recherche

■ Achète pas trop cher ou échange contre

ue la France

la prostitution. Rappelant que la France a ratifié en 1983 une convention contre la discrimination envers les femmes, le comité dénonce la loi de sécurité intérieure promulguée le 18 mars 2003. La représentante des Pays-Bas note que l'article concernant le « racolage passif » fait de la femme prostituée une délinquante, une première dans l'Union européenne. La représentante algérienne dénonce l'article 29 qui oblige les prostituées étrangères à porter plainte contre leur souteneur pour bénéficier de la protection du droit français, ce qui est une forme de chantage, punie par la loi française. La représentante du Portugal dénonce le manque d'attention dans la législation française concernant la protection pour les femmes victimes de mariages forcés, ainsi que pour les femmes immigrés victimes de violence.

USA

Restauration rapide

La commission pour l'égalité des chances à l'emploi note, dans une enquête réalisée aux Etats-Unis, que c'est dans le domaine de la restauration rapide que les plaintes pour harcèlement sexuel sont les plus nombreuses. Les victimes sont en général très jeunes, souvent dans leur premier emploi et donc ignorantes de ce qui constitue un abus ou pas. Les « managers » en profitent et lorsque les victimes se plaignent, le résultat le plus fréquent est le licenciement.

Polygamie et répudiation

Incroyable, mais vrai, il existait encore une partie du territoire français où l'on pouvait être polygame : Mayotte. Dans ce territoire d'outre-mer, 80 %

des femmes mariées sont soumises à la polygamie, selon une tolérance prévue par l'article 75 de la Constitution de 1958. Le 25 juin 2003, le Sénat a fait approuver une loi interdisant les

mariages polygames à partir du 1er janvier 2005. Reste encore une tradition locale dans ce territoire : les femmes peuvent y être répudiées comme le veut la religion musulmane.



L'équipe de Tostan

Sénégal: contre l'excision

L'Unicef, organisation des Nations unies pour le droit des enfants, finance une campagne de sensibilisation dans le pays pour que cessent les excisions. Un programme d'éducation menée par l'association sénégalaise Tostan est réalisé village par village. Fin septembre 2003, 1140 villages ont déjà annoncé l'arrêt de cette pratique, soit plus de 20 % de la population du pays. Une campagne du même genre vient de démarrer avec l'association Mwangaza, au Burkina Faso.

Annonces

service (faire proposition) un métier à tisser manuel à basse lice à quatre cadres sur pied (hauteur d'homme), modèle standard : 1,5 m de long, 1,2 m de large, si possible avec lance navette, mais pas obligatoire. Recherche également bobinoir et cantre à bobines. Ouverte à toutes propositions, me déplace.

■ **Réf. 303.01.** Région PACA-Rhône-Alpes, porteuse de projet cherche pour création de guides dans le domaine de l'écologie des partenaires et/ou investisseurs de préférence, graphiste, maquettiste. Vos réponses seront étudiées avec soin. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Tarn sud** (Castres, Lavaur, Revel). Recherche personnes motivées par la création d'une association en vue de promouvoir les huiles végétales à des fins de carburant dans les moteurs diesel, ainsi que l'achat (en part sociale) ou la conception d'une tritreuse et mettre sur pied la filière permettant la production et la distribution d'huile. Vous pouvez me joindre au .

■ **PACA.** Je cherche des adresses de collègues alternatifs ou traditionnels en région PACA, faisant un réel effort pédagogique. Je cherche de préférence en milieu rural. Merci de m'informer au .

■ Recherche l'ouvrage de Thomas Schmitz-Günther, *Eco-logis, la maison à vivre*. éd. Könemann. Téléphoner au .

Emploi

■ **Emploi-Jeune.** Les Ateliers de la Bergerette, association de protection de l'environnement agissant dans le domaine de la réutilisation et du recyclage, cherche pour leur ressourcerie, un *animateur technicien ressourcerie* pour un emploi à plein-temps avec un mi-temps tronc commun et un mi-temps de formation en ateliers. Dans le tronc commun : accueil du public, ramassages, vente au magasin, réunions, commissions, groupes de travail.

Pour la formation en ateliers : formation d'un an en doublette sur chaque atelier de valorisation : vaisselle, électroménager, télé, informatique... Trier, nettoyer, tester, réparer, remise en vente, achalandage du magasin. La personne doit avoir de bonnes qualités relationnelles, un esprit d'équipe, une bonne condition physique et des capacités d'initiative. Permis B indispensable, PL souhaité. Salaire net de 999,28 € (le même pour tous les salariés). Période d'essai de deux mois. CV et lettre de motivation à : .

■ Agé de 18 ans, mon fils est titulaire d'un BEPA option soigneur animalier. Il s'oriente vers la poursuite d'études en alternance dans le domaine de la gestion et la protection de la faune sauvage. Pour ce faire, il est inscrit au CFA de Montmeret, dans le Jura, mais il est toujours à la recherche d'un employeur capable de lui signer un contrat d'apprentissage pour deux ans. Je lance donc un appel aux Francs-Comtois et les voisins proches, susceptibles d'être intéressés par ce projet. La date limite est le mois de novembre (ou alors pour l'année suivante). Dans l'attente de vos réponses, nous pouvons vous faire parvenir tous les renseignements nécessaires. .

Logement

■ **Bretagne.** Abonnée à *Silence* et ses deux enfants, cherche un terrain de plus d'un hectare à acheter dans le centre de la Bretagne. Projet d'y vivre et d'y poser une yourte ou autre bio-construction. Merci de me contacter au tél : .

■ **Ain.** Deux couples et un bébé cherchent une maison à louer ou à acheter dans les collines du Bugey, avec terrain et dépendance pour aménager un atelier de potier. Nous nous intéressons également à l'expé-

rimentation archéologique et nous sommes ouverts aux discussions avec les mairies pour monter des projets culturels... *Tél :* .

■ Recherchons lieu de vie calme de un à trois hectares avec bâtiments à rénover (même en ruines) ou possibilité de construire en région vallonnée et boisée. Si vous avez connaissance d'un lieu, merci de me mettre en contact. .

■ **Alpes-Maritimes.** Jeune couple cherche location d'une petite maison ou appartement, si garage ou jardin c'est encore mieux, autour de Biot, avec un loyer normal. *Tél :* .

■ Couple flamand (parlant anglais et français) cherche un terrain avec une petite maison pour y vivre à l'année à titre gracieux. En échange, nous proposons d'être les gardiens du lieu, de s'occuper du jardin, de l'entretien de la maison, du paiement des différentes charges... Nous cherchons un lieu calme et charmant à la campagne, en Poitou-Charentes, Limousin, limitrophes ou autre. Nous avons une roulotte, un tracteur et quelques animaux (chats, volailles, âne). Nous étudions toutes propositions. Nous appeler (laisser un message avec vos coordonnées sur répondeur si absents, afin que nous puissions vous rappeler, merci).

■ **Méditerranée.** Cherchons informations sur terrains à vendre dans le sud de la France (climat méditerranéen) pour projet d'installation à la campagne avec pratique de l'agriculture naturelle, autosuffisance, artisanat. Nous sommes disponibles pour participer à d'autres projets et à connaître des gens qui pourraient nous aider dans la recherche dans leur région.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les

offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Réseau militaire informatique

Conçu au départ pour relier les bases militaires américaines dans le monde, Internet s'est développé au sein d'un milieu où se fréquentent informatique, marchands d'armes, chercheurs, télécommunication, différentes industries... A l'occasion d'une rencontre internationale en septembre à Amsterdam, un collectif d'artistes a réalisé un immense schéma montrant les imbrications économiques qui existent entre tous. Cela fait le tour de la planète. Cette immense mappemonde (84 x 60 cm) en anglais et en français est disponible contre 5 € franco auprès de *Homnispères*, 21, rue Mademoiselle, 75015 Paris, tél : 01 46 63 66 57.

BALKANS

Loterie contre désarmement

L'OTAN a longtemps cherché comment provoquer un désarmement volontaire dans les anciennes zones de combat de l'ex-Yougoslavie. Elle a lancé une tombola avec deux cents lots dont une voiture. Les billets de tombola ne pouvaient s'acheter mais uniquement être échangés contre des armes : cinq billets pour un fusil, trois pour une grenade ou bazooka, un pour vingt chargeurs de cartouches... Cela a marché et a permis de récupérer 43 armes antichars, un millier de grenades, 100 000 chargeurs et même un canon de 90 mm. (*Courrier international*, 12 juin 2003)

BELGIQUE

Ventes d'armes décentralisées

Ces dernières années, malgré des embargos décidés par les Nations unies, des armes belges ont été retrouvées au centre de trafic en Angola, Rwanda, Sierra Leone, Bosnie-Herzégovine, république démocratique du Congo et Soudan. Ces armes sont fabriquées pour une bonne part dans la Fabrique nationale de Herstal dont la Wallonie est actionnaire à 100 %. La région Flandre, de tradition plus pacifiste, et qui n'est pas actionnaire dans des usines d'armements, a plusieurs fois dénoncé les violations d'embargo du gouvernement belge. La dernière fois, en août 2002, la polémique autour d'une livraison d'armes au gouvernement népalais avait provoqué la démission de la ministre Magda Alvoet. Cet été

Bush-erie

- **ONU.** «Merci mon dieu pour la mort de l'ONU», Richard Perle, conseiller de Donald Rumsfeld, secrétaire d'Etat à la défense des Etats-Unis, *The Guardian*, 21 mars 2003.
- **Démocratie.** «Nous allons montrer au monde notre vision du système de valeurs américain, ce qu'est notre démocratie. Elle marche : les autres systèmes ne marchent pas. Nous n'allons pas le leur enfoncer dans le gosier, mais agir par l'exemple» Colin Powell, 29 janvier 2001.
- **Israël : seul bénéficiaire.** On ne sait plus trop à qui profite la guerre en Irak, tellement ça se déroule mal pour les USA. Il y a toutefois au moins un Etat bénéficiaire : Israël qui fournit en boissons, fruits et légumes les soldats de la coalition. Au mois de juillet, cela a représenté pour 50 millions de dollars de chiffre d'affaires. (*Marianne*, 25 août 2003)
- **Nouveaux malades.** Des soldats américains présentant les mêmes symptômes que ceux de 1991 ont commencé à être hospitalisés dès la fin mai. Deux des quatre premiers sont tombés malades avant même d'aller sur le terrain, ce qui ferait pencher les suspicions en direction des vaccins donnés aux soldats avant leur départ.
- **Ça coûte cher.** 148 000 soldats à entretenir sur place, sans compter le rapatriement des corps qui tombent un peu chaque jour, cela a déjà coûté la modeste somme de 70 milliards de dollars en septembre 2003. Heureusement, que les USA peuvent se rembourser en pétrole.
- **Suicide.** Il avait indiqué à la BBC que les rapports transmis par le gouvernement Blair comprenait des informations bidonnées pour justifier l'intervention en Irak. David Kelly s'est officiellement suicidé à la mi-juillet. Tony Blair est au plus bas dans les sondages, la contestation étant sur sa gauche.
- **Dick Cheney en patron.** Dick Cheney était membre de plusieurs conseils d'administration de multinationales avant de devenir vice-président des Etats-Unis. Pendant que George Bush fait le pantin, lui ne perd pas son temps : l'une de ses multinationales s'est emparée du marché du pétrole, l'autre de la reconstruction. Il ne s'agit donc plus de «gendarme américain», mais du «supercapitalisme américain».



le gouvernement belge a décidé «la régionalisation des licences d'exportation d'armes» laissant libre la Wallonie de faire ce qu'elle veut. Une décentralisation jamais vue, en totale contradiction avec les négociations en

cours au niveau de l'Europe justement pour mieux contrôler les ventes d'armes. (*Imagine*, septembre 2003)

té, BP 241, 45202 Montargis cedex, tél : 02 38 93 67 22.

La non-violence s'affiche

Non-violence actualité diffuse un lot de huit affiches pédagogiques sur la non-violence accompagné d'une brochure de 28 pages qui développe les thèmes de ces affiches. Chaque affiche est disponible contre 3,60 € et le tout avec la brochure contre 51 € (port compris). Renseignements : *Non-violence actuali-*

AIX-EN-PROVENCE Du conflit à la rencontre

L'association *Graines de vie* organise le samedi 15 et le dimanche 16 novembre, à l'Holiday Inn, 7, route de Galice, à Aix-en-Provence, un colloque sur le thème «Du conflit à la rencontre» avec conférences, ateliers, tables-rondes, librairie, exposition artistique. Présence de Thomas d'Asembourg auteur de *Cessez d'être gentil, soyez vrai*, Christian Flèche, auteur de *Le décodage biologique de nos maladies*, Marie de Solemme, les associations comme Communication non-violente et l'IFMAN-Méditerranée. Renseignements : *Graines de vie*, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.

Hiroshima : nombre de victimes ?

Arche de la paix à Hiroshima



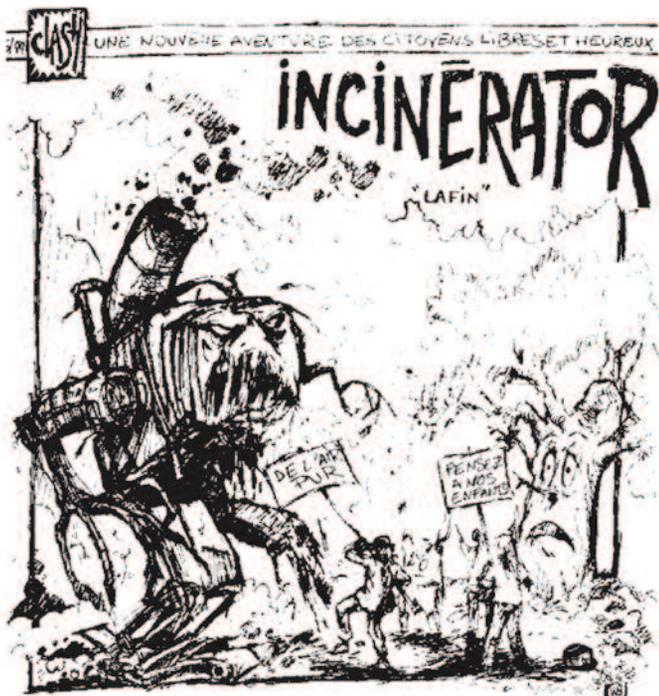
Comme pour Tchernobyl, les autorités japonaises ont tout fait pour limiter le nombre de victimes officielles des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki en 1945. Pour être considéré comme «irradié», il fallait habiter à moins de 1,2 kilomètre du point d'impact, ce qui explique que le nombre officiel d'irradiés n'a été que de 2169. Mais le nombre de personnes qui sont mortes des suites des radiations s'élèvent selon les décomptes des associations de victimes à 285 620 personnes et de nombreux procès sont encore en cours, près de 60 ans plus tard, pour demander la reconnaissance de victimes. (*Damoclès*, juin 2003)

PARIS Essais nucléaires



L'AVEN, Association des vétérans des essais nucléaires organise une conférence à Paris au Sénat le 28 novembre 2003 avec des représentants de la population de Moruroa. *AVEN*, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.

Agen : soutien aux inculpés de Fumel



Plus d'un millier de personnes ont assisté le 17 septembre dernier à l'audience des six militants d'AC ! qui passaient en procès pour avoir mis hors de nuire, le 15 mars 1999, un incinérateur hors-normes depuis plus de treize ans. José Bové et Antoine Waechter sont venus témoigner en faveur des inculpés. Mais le tribunal a tout fait pour éviter le débat sur l'illégalité de l'incinérateur. Seuls quatre témoins ont été entendus et seules vingt personnes ont pu assister au procès. Quand José Bové a voulu prendre la parole, le juge lui a demandé à quel titre il était là : « en tant que spécialiste de la démolition ? ». Un des inculpés a rappelé qu'il a déposé une plainte contre le fonctionnement illégal de l'incinérateur, il y a déjà plusieurs années et a demandé le regroupement des affaires, ce qui a été refusé. Un témoin a pu rappeler qu'après l'arrêt militant de Fumel, le gouvernement a fait fermer 45 autres incinérateurs qui fonctionnaient dans l'illégalité. Un représentant du ministère de l'environnement est venu rappeler que depuis 1997, via le préfet, le ministère avait demandé la remise aux normes ou l'arrêt de l'incinérateur et qu'après l'action des militants, le ministère a demandé de ne pas le remettre en route, la remise aux normes se révélant pratiquement impossible. A l'extérieur du palais de justice, quand les informations ont commencé à filtrer sur la difficulté pour les militants d'exprimer leurs positions, la colère est montée et un concert de bruit a été organisé. Si le procureur n'a requis qu'une demande de prison avec sursis et un euro symbolique, cela n'augure pas de la suite : une condamnation même à un euro permettrait ensuite au syndicat intercommunal propriétaire de l'incinérateur de demander le paiement des dégâts estimés à plus de 300 000 euros. En délibéré jusqu'au 19 novembre. Pour soutenir les inculpés : AC ! 127, avenue John-Kennedy, 03100 Montluçon, tél : 04 70 05 79 78.

Aiguillages et macadam

La ligne ferroviaire des Cévennes Nîmes, Villefort, Langogne, Langeac, Clermont-Ferrand est de plus en plus menacée. Cette ligne vous intéresse parce que vous ou l'un de vos proches habitez à proximité, vous l'empruntez régulièrement ou pas, vous pensez que les transports en commun routiers



doivent s'y articuler, alors rejoignez l'association *Aiguillages et macadam* qui veut œuvrer au renouveau de cette ligne, en particulier en y rétablissant le train de nuit récemment supprimé et en développant un réseau étoffé de transports en commun routier. *Aiguillages et macadam*, André Fenouillet, route de Pomaret, 48190 Cubières, tél : 04 66 48 61 74.

Incinération

■ **Irlande : plus d'incinération pour les déchets hospitaliers.** Alors qu'en France, le CNIID, Centre national d'information indépendantes sur les déchets, mène une campagne pour arrêter l'incinération des déchets hospitaliers, le bureau irlandais de gestion des déchets vient de signer un programme sur dix ans visant à traiter les déchets hospitaliers par stérilisation avant recyclage ou mise en décharge. Cela devrait permettre de diminuer de 95 % les déchets incinérés. Une initiative à reprendre car cela ne sert à rien de soigner si l'on pollue de l'autre côté ! CNIID, 51, rue du Faubourg Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

■ **Alpes-de-Haute-Provence : enfouissement de mâchefers.** En 1999, la société Vivendi achète un terrain sur la commune de Barrême pour y ouvrir un « centre d'enfouissement technique » pouvant accueillir 130 000 tonnes par an d'ordures ménagères. Celles-ci arriveraient par voie ferrée. Le projet soulève un tollé et seul le projet est enfoui. Mais pas pour longtemps. Début 2003, un nouveau projet est annoncé : la création d'une « plate-forme de maturation » pour accueillir des mâchefers issus de l'incinération. Le même tonnage est annoncé, toujours avec livraison par le train. La valorisation consiste à attendre que les mâchefers soient un peu moins chargés en métaux lourds pour pouvoir légalement être revendus par exemple en sous-couche routière. Oui, mais où passent alors les métaux lourds ? Cela représente par an, deux tonnes de plomb, 50 kg de cadmium, 100 kilos de mercure, 100 kilos d'arsenic. Ils seraient enfouis sur place avec risque d'infiltration dans le sol et risque de passage dans l'eau. Une association s'est mise en place pour demander l'annulation du projet et la mise en place du plan départemental qui prévoit le tri et le recyclage en amont et qui n'a toujours pas été mis en place. APEHVA, Association de protection de l'environnement des hautes vallées de l'Asse, 04330 Barrême.

Formations

■ **Drôme : devenir guide-naturalis-**

te. Une formation de guide naturaliste est organisée du 3 au 7 novembre par l'association *Mille-traces*, Le Casque, 26420 Saint-Agnan-en-Vercors, tél : 04 75 48 13 77.

■ **Lille : vie associative et conflit.** L'IFMAN, institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, organise avec la MNE, Maison de la nature et de l'environnement, une formation pour les animateurs d'associations sur la question de la gestion des conflits, les samedis 15 et 29 novembre. Renseignements au 03 21 73 96 89.

RHÔNE Conférences

Le CORA, Centre ornithologique Rhône-Alpes et la Maison rhodanienne de l'environnement organisent deux conférences : « Les oiseaux de haute montagne » (mardi 18 novembre à 20 h), « La réglementation de l'environnement » (mardi 9 décembre à 20 h) à la *Maison rhodanienne de l'environnement*, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 80.

Sorties nature

■ **Drôme.** La FRAPNA coordonne des sorties organisées par les associations du département. « Sur les traces des loups du Vercors » (9 novembre), « Les chamois du rocher de l'Aigle » (16 novembre), « Chantier de plantation d'arbres » (22 novembre), « Comptage chamois » (29 et 30 novembre), ballade à vélo (30 novembre). FRAPNA-Drôme, 9, rue du Lycée, 26000 Valence, tél : 04 75 81 12 44.

■ **Pas-de-Calais.** La MNE, Maison de la nature et de l'environnement propose une visite des mines de craie le samedi 22 novembre à Avesnes. MNE Sub-Artésia, rue Principale, 62130 Conteville-en-Ternois, tél : 03 21 03 50 59.

■ **Alsace.** Alsace-Nature propose des sorties régulièrement comme par exemple : à la rencontre des arbres fruitiers (15 novembre à Breitenbach), la gravière de Hindisheim (16 novembre, à Krautergersheim), l'habitat écologique (22 novembre, ferme Bussière), sur les traces du Castor (23 novembre, Pont d'Aspach). Alsace-Nature, 18, rue du 22-Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.



Altermondialisation

Paris, le 6 septembre.



DR

■ **Paris : faible mobilisation.** Après le succès de Larzac 2003, José Bové avait annoncé un automne brûlant. Une marche Larzac-Paris a été organisée pour arriver le 6 septembre, journée nationale de manifestations contre l'OMC. 60 marcheurs permanents ont ainsi fait 26 jours de marche. Pour rappeler une célèbre action de l'époque des années 70, un pique-nique a été organisé sur le

Champ-de-Mars, au pied de la Tour Eiffel. Première déception : il y a eu seulement 470 repas servis. L'après-midi, une manif a eu lieu dans les rues de Paris : 2500 personnes selon la police, 15 000 selon les organisateurs. Bové était bien là, mais pas les concerts gratuits. Une mobilisation bien timide ! Les marcheurs avaient négocié avec la mairie pour rester jusqu'au 14 septembre sur le Champ-de-Mars, date de la fin du sommet de Cancun. La préfecture ne l'a pas entendu ainsi et les campeurs ont été délogés dans la nuit du 6 au 7.

■ **Drôme : village gaulois.** Le samedi 6 septembre à sept heures, des militants anti-OMC, soutenus par la Confédération paysanne, Attac, les Verts... ont installé un «village gaulois» à 15 m du sol, sur la façade du conseil général, à Valence. Ils demandent au département de se déclarer «zone hors AGCS» et qu'il appuie une demande de référendum au niveau européen pour savoir si les Européens ont vraiment choisi de se plier aux règles du commerce qu'essaie d'imposer l'OMC. L'occupation a duré tout le temps de la conférence de Cancun, les Gaulois ne redescendant à terre que le lundi 15 septembre.



DR

Forum social

■ **Forum social européen.** Il se tiendra à Paris et en Seine-Saint-Denis du 12 au 15 novembre. Il s'agit en apparence d'une immense auberge espagnole où n'importe qui peut proposer des séminaires autour d'une douzaine d'axes préétablis (paix, féminisme, social, éducation, culture, etc.) : il suffit, en principe, pour cela de signer une charte et de payer (de 100 à 700 euros). Mais cela n'est qu'apparence. Derrière l'organisation de ce forum, on trouve toute une lutte

Armand Petitjean

Le philosophe et écrivain Armand Petitjean est mort le 17 juillet 2003, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Pratiquement inconnu du grand public, il est pourtant l'un des piliers de l'émergence de l'écologie politique dans les années 70. C'est à lui que l'on doit la première collection *Ecologie* chez Fayard qui publia comme premier titre *Halte à la Croissance ?* en 1972 reprenant les analyses des membres du Club de Rome. Il publie ensuite René Dubos, *L'heure de vérité* en 1973 et traduit l'ouvrage *Changer ou disparaître* de Teddy Goldsmith, qui vient de lancer *The Ecologist*. Il publie ensuite la mise en garde de François Meyer, un épistémologue, *La surchauffe de la croissance* (1974) qui parle déjà de l'effet de serre et de la menace climatique. A l'époque, tous ces ouvrages qui remettent en cause la croissance économique n'obtiennent guère d'écho. La collection s'arrête quand Fayard est racheté par Hachette.

Né dans une grande famille, fils d'ambassadeur, il se lance d'abord dans la littérature et publie son premier livre à vingt-trois ans. Dans les années 30, il rejoint les «non-conformistes» dont une partie rejoindra le fascisme. Alors qu'il participe à la Résistance, ce voisinage d'avant-guerre lui vaudra d'être inscrit sur la liste noire du Comité national des écrivains, d'obédience communiste. De ces mauvaises fréquentations, il fera son autocritique dans les années 60. Il arrête alors son activité d'écrivain et hérite en 1963 de la direction de la firme Lancôme. L'année suivante, la marque est rachetée par L'Oréal. Il prend alors sa retraite et se consacre à l'écologie.

Il participe au groupe *Ecoropa* où l'on retrouve à l'époque Denis de Rougemont, Teddy Goldsmith, Bernard Charbonneau, Edouard Kressmann, Jacques Ellul, Jean-Marie Pelt, Agnès Bertrand, Helena Norberg-Hodge...

Il participe à la revue *CoEvolution*. A partir des années 80, il est l'un des animateurs de la revue *Transversales Science-Culture* aujourd'hui animée par Patrick Viveret.

Intellectuel intéressé par l'approche spirituelle mais pas par la religion, il savait rappeler à ses interlocuteurs la nécessité de toujours penser l'écologie en revenant aux racines et la nécessité d'avoir des approches transdisciplinaires. (*Correspondance Jacques Grinevald*)

d'influence pour le contrôle des mouvements sociaux actuels. A la suite du succès du précédent sommet à Florence, en Italie, il y a eu, en France, un entrisme massif de la part du PCF et de la CGT. Ceci explique le budget sans précédent dont bénéficie le forum : plus de 3,5 millions d'euros. Environ un million est fourni par le gouvernement qui trouve son compte dans la canalisation de la contestation dans un réformisme doux, l'essentiel du reste du budget provient de collectivités publiques gérées par les communistes (500 000 euros par le département de Seine-Saint-Denis par exemple, plusieurs villes rouges versent la même somme). L'apparente démocratie pour l'organisation de débats est trompeuse car il y a en fait trois niveaux de débats : les plénières, les séminaires et les ateliers. Dans les plénières, on ne trouve que ce qui entre dans le cadre de la «reconstruction d'un pôle de gauche», au deuxième niveau, on trouve des thèmes qui ont une certaine notoriété mais qui ne sont pas dans la ligne des camarades, dans le troisième, c'est tout ce que la direction ne connaît pas : des petites salles pour se retrouver entre convaincus. Ainsi, au premier niveau, on trouvera des conférences sur «une autre mondialisation est possible» où les experts d'Attac, de fondations de gauche expliqueront toutes comment venir en aide aux pauvres en relançant la croissance... les tenants de la décroissance étant rejetés en séminaire. De même, en plénière, la CGT expliquera l'intérêt de maintenir le

service public, EDF en particulier, car le nucléaire privé serait trop dangereux. En restant dans le domaine public, EDF pourrait continuer à faire de nouveaux réacteurs, toujours pour permettre aux plus pauvres d'avoir de l'électricité. En petite salle, pendant ce temps, le Réseau sortit du nucléaire essaiera de se faire entendre (dans les réunions de préparation, on parle du «lobby des antinucléaires»). Evidemment, les journalistes ne relaieront complaisamment que les discours de la plénière. Comme tout cela n'est pas très propre, la communication passe essentiellement par l'intérieur des groupes organisateurs. Pour le profane, il ne reste qu'internet. N'hésitez pas à poser des questions à l'Association pour le Forum social européen, BP 6594, 75065 Paris cedex 02, fax : 01 44 55 38 55.

■ **Forum social libertaire.** Les libertaires ont décidé d'organiser leur propres rencontres pendant le Forum social européen, histoire de bien marquer qu'ils ne sont pas financés par l'Etat et les multinationales comme le forum officiel. Un Forum social libertaire se déroulera donc du 14 au 16 novembre à Saint-Ouen, autour d'un salon du livre anarchiste, à l'espace Euresites, 27, rue Boillot (M° Mairie-de-Saint-Ouen). Outre les livres, on y trouvera un espace vidéo, une cantine autogérée, une garderie, des expositions. Radio-Libertaire y réalisera des émissions. *Forum social libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.*

RHÔNE

Rencontres Thomas More

■ A la mémoire d'Ivan Illich.

Thierry Paquot, philosophe à Paris, et Jean-Pierre Dupuy, philosophe à Stanford, amis d'Ivan Illich, organisent lors du week-end du 29 et 30 novembre au centre culture de la Tourette, à Eveux (près de Lyon), une rencontre «Une œuvre comme une vie» à la mémoire d'Ivan Illich. Interviendront également : Barbara Duden, historienne de Hanovre, Jean Robert, architecte et associé d'Ivan Illich au Mexique, Daniel Cérézuella, sociologue qui présentera les liens entre Illich, Ellul et Charbonneau, Jean-Michel Corajoud, animateur du réseau *La convivialité*.

■ Altermondialisme et anti-productivisme.

Bernard Guibert et Serge Latouche, économistes animeront une rencontre, le samedi 28 février et le dimanche 29 février sur les contradictions que l'on observe entre les altermondialistes qui s'opposent seulement à la dérive libérale de la société et les antiproductivistes qui demandent une décroissance pour revenir à un niveau de vie compatible avec les limites de la planète.

Renseignements : *Centre culturel de la Tourette, BP 105, Eveux, 69291 L'Arbresle cedex, tél : 04 74 26 79 70.*

C'est pas le sommet !

Les sommets se succèdent cette année (G8, Larzac, Forum social). S'agit-il d'un nouveau moyen de la contestation du libéralisme ou simplement d'un jeu médiatique sans lendemain ?



Vincent Lucas

Pourquoi faut-il être absent d'Evian... (1), l'article offert par Zoe Wasc, et prudemment classé par *Silence* sous la rubrique à contre-courant, était courageux et salutairement critique. Sur un ton sévère mais respectueux, il comportait de justes observations qui peuvent finalement apporter de l'optimisme et de la radicalité si tant est qu'on l'ait lu sans a priori, sans le filtre de l'amère déception du crédo trahi. Le constat peut être tragique puisqu'il s'empare de la réalité en nous sortant d'un manichéisme trompeur mais rassurant. Il fait suite à un premier son de cloche voisin au titre encore interrogatif *Faut-il aller à Porto Alegre ?* (2) que la revue a aussi judicieusement décidé de publier pour nourrir le débat. Ces remarques critiques par des acteurs mêmes du vaste mouvement anti-globalisation sont d'abord légitimes et utiles ; et si elles catalysent d'abord l'anathème de ceux qui sont persuadés d'être dans le vrai ou tentent d'être balayés par ceux qui préfèrent un mirage au doute, elles permettront de rendre plus visibles, plus cohérentes, plus fortes et plus accessibles — au plus grand nombre — les démarches alternatives concrètes. Elles apportent deux ingrédients, la liberté et l'autonomie, qui risquent de faire défaut à un mouvement qui, ayant le vent en poupe, peut s'embarquer sous la direction de quelques capitaines Fracasse vers un nouveau monde qui ressemblera comme deux gouttes d'eau à l'ancien.

L'antimondialisation se nomme maintenant elle-même altermondialisation. Il y a fort à craindre que cette nuance sémantique ne soit pas le signe de profonds bouleversements de la nature en construction de ce phé-

nomène social, plus ou moins mondial mais plutôt une mise en conformité des oppositions. Y affirme-t-on davantage ces valeurs fondamentales que sont le respect et la richesse de l'altérité ? Y renforce-t-on ce principe premier de la clarté des intentions alliée à la diversité des tactiques (3) ? Est-il cristallisé dans ce terme une transformation imminente de soi et des autres, une construction horizontale et plurielle de notre monde ? Rien n'est moins sûr.

Et pourtant, ce sont justement ces qualités fragiles, difficiles à construire et à faire vivre, qui ont assurément garanti les succès des mouvements de contestation du capitalisme exacerbé en ultra-libéralisme jusqu'à la manifestation contre le sommet du G8 de Gênes (juillet 2001). Avec l'imagination et la surprise, c'est la pratique et la rencontre de ces valeurs qui donneront une force radicale et mille potentialités au futur.

Cette nouvelle dénomination ne signifie justement rien de nouveau et, hélas, elle n'est pas grand chose d'autre qu'une accroche marketing qui allant de pair avec la séduction médiatique tente de ramener le mouvement dans une contestation raisonnable et positivement correcte. Via un recyclage fourre-tout du pourtant révolutionnaire *Agir localement, penser globalement*, des élites éclairées visent le rôle de hérauts et/ou se voient attribués celui de pythies dans des rassemblements attendus (et entendus ?) où des foules passives consomment une idéologie plus ou moins confuse, un spectacle unique. Le moyen est plutôt transcendantal (un discours idéologique venu d'en haut) produisant un slogan vide et court comme l'avenir. L'action

risque de se résumer au rassemblement lui-même et la pratique d'être évacuée voire complètement ignorée.

Confusion et incohérence

Pèlerinages de la mondanité alternative, circuits tour operator des esprits de chapelles et petites boutiques du prêt-à-être rebelle, règne du paraître que l'on trempe du bout des doigts dans les bénéfices de la bonne conscience et de la révolution, communion dans la critique conforme et la grégarité hautaine, dévotion au consumérisme militant entre vieilles reliques et nouvelles icônes, mise en boîtes des idées qui rime avec les mises à l'index débutant par *Les Gens...* les forums, contre-sommets et autres anti-G8 sont devenus des coups, des à coups dans la vie de nos sociétés qui répondent maintenant sans surprise aux réunions des grands. Ces rassemblements sont comme des reflets des sommets des puissants, comme si l'image était juste inversée mais le projet bien similaire et leur nature pas si éloignée. Ainsi ils semblent moins être la réunion de déviants (4) qu'une foire d'empoigne plus ou moins festive et tactique face au raout convenu des décideurs mondiaux. Une grande majorité y est venue en voiture (ou en avion pour Porto Alegre) avec de l'argent en poche pour acheter à manger aux stands voire au supermarché du coin. Pas plus qu'en face ne s'y tiennent de réels débats, ne s'y prennent de concrètes décisions collectives ? Les ateliers ou expériences alternatives parfois mise en pratique sur place tiennent quand même plus de la démonstration. Les populations qui s'y retrouvent, si elles ne se résument pas au petit monde étriqué des hautes sphères politico-industrielles d'en face, ne représentent pourtant pas un spectre social très large. La croyance dans le nombre s'y installe aussi avec cette logique médiatique : montrer le toujours plus (de 10 000 visiteurs en 2001 à 100 000 visiteurs en 2003 pour Porto Alegre). Apparaissent aussi les spécialistes des dossiers qui se confondent bientôt en ces porte-parole qui passent bien mais qui, rapidement, restent les interlocuteurs patentés

(1) *Pourquoi faut-il être absent d'Evian...*, *Silence* n°296, mai 2003, p.33-35. où Zoe Wasc signale astucieusement : « Plutôt que le slogan révélateur et dérisoire de la LCR qui annonce « nos vies valent plus que leur pétrole », mieux vaudrait comprendre et travailler à ce que leurs vies valent plus que notre pétrole ».

(2) *Faut-il aller à Porto Alegre ?*, *Silence* n°291/292, janvier 2003, p.76-78.

(3) *RIRE* n°43, janvier-février 2002, dossier *Le mouvement social s'interroge*, p.15-25 (disponible chez CQFD).

(4) *Déviants d'Evian*, *Silence* n°297, juin 2003, p.40.

des médias. Tout cela brouille les cartes pour nombre de peuples, de groupes ou d'individus qui veulent changer de monde et en pratiquent tant bien que mal un autre. Cela ne tend-il pas à exclure celles et ceux qui, pour sauter le pas, se demandent s'ils sont suffisamment altermondialistes, apportant finalement beaucoup de confusion et d'incohérences ?

Certains attribuent le succès détonnant de Seattle (1999) à Internet mais il s'agit là d'une croyance techniciste plus ou moins superfétatoire. Sans nier le rôle efficace de certains outils, ce sont surtout la volonté farouche de groupes organisés (jeunes radicaux non-violents plus particulièrement), leurs imaginations et l'effet de surprise qui auront permis ces réussites. La débauche de moyens techniques et de machines sophistiquées qui sont censés faire vivre ces rassemblements annoncent la mort de nombre de leurs objectifs voire des valeurs mêmes de leur essence. Qu'en est-il de l'indépendance, de l'autonomie, du partage et de l'égalité quand on constate le nombre de liens qui se tissent là avec les grandes firmes des télécommunications, des transports, de l'hôtellerie... ? Et ce ne sont pas les judicieuses et intéressantes expériences concrètes du groupe autonome d'information *Indymedia* ou des cantines autogérées qui seront autre chose que de beaux arbres cachant la forêt.

L'hebdomadaire *Politis* inclut depuis 2001 le *Forum Mondial* de Porto Alegre dans son marketing, cette opération lui permet de gagner plus de 1000 abonnés. Des personnes qui s'abonnent à un prix exceptionnel peuvent être tirés au sort et gagner un voyage au Brésil. Là-bas, les invités logent dans un bel hôtel et au retour, ils témoignent de leur voyage dans les pages courrier du journal. Michèle Bassereau, du service publicité-promotion de *Politis* déclarait ceci : «... Nous tirons au sort parmi les nouveaux abonnés ceux qui gagneront le prix, soit un voyage à Porto Alegre. On aurait pu leur offrir un voyage aux Seychelles, mais ce n'est pas notre lectorat... » (5). Et si ce n'est pas vanté, tout le monde sait que le gouvernement français, aussi hermétique aux débats que prompt à détruire les acquis sociaux et à criminaliser le mouvement social et quelques catégories sociales, a participé à hauteur de un million d'euros au contre-sommet d'Evian, facilité encore par l'écologiste de l'Elysée. Et qu'on se rassure il ne doit y avoir que les esprits tristes et tatillons, mis en vrac dans le sac des utopistes et des saintes nitouches, pour ne pas y voir plus que des signes d'un autre monde remis à la saint-glinglin ! «*C'est la première fois que nous avons un tel niveau de débat politique avec la présidence du G8. Ce qui prouve la crédibilité de nos propositions, et qu'un dialogue est en*

train de s'instaurer entre les autorités politiques et les organisations de la société civile» se délectait Jean-Marie Fardeau (CCFD) tandis que *Greenpeace* susurrant que «*se positionner sur l'illégitimité du G8 n'est pas incompatible avec une action de lobbying, visant à influencer le contenu de la déclaration finale des chefs d'Etat*» (6). Après cela, le cri de la *Coordination pour un autre cinéma*, publié par le journal *Politis* du 10 juillet 2003, qui dénonce le prêt de salles par les multiplexes Gaumont et Pathé au Forum social européen de novembre 2003 prend une tonalité particulière (7).

Des rencontres pratiques

Pourtant la sincérité et les meilleurs idéaux ne manquent certainement pas, mais c'est là que, paradoxalement, ces rassemblements peuvent remettre en question jusqu'au «dernier» (premier ?) point positif : le fameux «*effet bénéfique de se retrouver au milieu d'une foule d'amis*». La démoralisation et l'amertume auront plus facilement prise quand nombre de personnes, une fois rentrées chez elles, n'auront rien d'autres que des souvenirs d'une liesse «hédoniste» vers un monde rêvé qui restera, hélas, impalpable.

D'autant plus que les motivations pour venir, quand elles ne sont pas stimulées par la tête d'affiche musicale ou politique, semblent parfois curieuses, fragiles et très volatiles. Ainsi, Cédric, jeune doctorant et membre de SUD-Etudiant : «*Je suis parti à Gênes par Vamos (une compagnie de car), par exemple : 500 balles aller-retour. Sur place, tu dors dans des tentes, c'est*

gratuit. A part ça, tu manges des sandwiches, c'est pareil qu'à Paris. (...) Aller là-bas, c'était clairement pour moi être dans une culture de la résistance, mais pas spécialement avec une critique constructive et délibérative ; c'était une manière de refaire les manifs qu'on ne faisait plus, de canaliser nos frustrations» ou Gaëlle : «*Après avoir manifesté [aux élections du 21 avril 2002], on a tous eu l'impression d'un blocage ; on avait envie d'autre chose, mais on se rendait compte qu'il ne se passait rien au niveau français. C'est comme ça qu'on est arrivé au mouvement altermondialiste. Séville a été mon premier contre-sommet (...). J'ai découvert mon combat, mais sans revendication claire*» (8).

L'écoute passive et l'atelier vaguement interactif sont donc à l'opposé de l'art des questions naïves merveilleusement pratiqué par Marilyn Waring, par exemple (9). «*Syndicalistes et précaires ont, par le passé, rejoint ATTAC. Ce choix, alternatif au souci qui anime les mouvements de précaires, rompt*

Larzac

■ **Voitures.** Certains ont critiqué le nombre de voitures sur place. D'autres ont répondu qu'il y avait beaucoup de covoiturages. Si l'on prend les chiffres de la préfecture, il y aurait eu environ 100 000 voitures et une certaine de cars pour 200 000 personnes... soit un taux de remplissage de seulement 2 par véhicule.

■ **Téléphones portables.** Ceux qui critiquent les multinationales étaient pour la plupart équipés d'un téléphone portable fourni par ces mêmes multinationales. Le réseau ayant été rapidement saturé, il est devenu impossible de téléphoner pendant la durée du rassemblement. Eh bien, personne n'en est mort. Il semble donc que l'on puisse se passer de cet instrument pourtant vanté comme «rigoureusement indispensable».

avec les pratiques d'autodéfense sociale. A-t-il permis un gain de légèreté ? Des malheureux jouissent de voir transformés les curieux en auditeurs (d'experts). Ce dispositif à fabriquer des culs-de-plomb n'offrira jamais d'occasion de danser. Car la coopération et la liberté, la multiplicité des pratiques — et parmi elles la pensée, si bien refoulée par «l'université populaire» — sont parmi les conditions initiales de tout mouvement réel» remarque Laurent Guillelot de AC ! (10). Pour que ces rassemblements ne soient consommés et ne consomment finalement l'espoir d'un monde meilleur, il faut peut-être, à défaut de ne plus les reproduire, en changer la nature. Pour s'y rendre d'abord, il serait souhaitable de privilégier les moyens les moins polluants et de revenir à la réquisition des trains plutôt que de s'abandonner à la négociation de tarifs ferroviaires ou routiers. La solution de transport, en plus d'être pratique, devient ainsi cohérente avec l'impératif écologique, sera dotée des vertus du collectif voire directement articulée à des luttes (liberté de circulation, transport gratuit et/ou rôle du service public, résistance à la criminalisation des «fraudeurs»...). La rotation des représentants ou la cotisation collective des membres d'un groupe peuvent devenir des atouts démocratiques et augmenter la richesse des rencontres et de leurs comptes-rendus. Pour la première rencontre intergalactique zapatiste, une militante du défunt groupe marseillais APOC (Association de promotion des objections de conscience) ayant proposé de ramener témoignages et souvenirs de la lutte des Indiens, avait vu son voyage au Chiapas financé par des dons volontaires du groupe et de son entourage. L'instauration des zones sans logo, la création d'espaces de gratuité ou à prix libres, le développement d'ateliers pratiques (11), l'essai-mage de micro-sommets comme la création d'agoras particulières sont des signes encourageants qu'il reste à valoriser et à étendre. Les liens avec l'espace rural ou urbain qui voit affluer ces foules seraient évidemment à

tisser avant et après l'événement.

Mais qu'aurait-il pu se passer à la place d'Evian ? N'aurait-il pas été plus radical et déstabilisant si l'in vraisemblable armada militaro-policière s'était déployée et retrouvée devant un espace finalement vide ? Quelle force symbolique (et belle image pour les mass-médias) si seul un petit tipi rassemblant les critiques bigarées et présentant les alternatives du tiers-état mondial avait été construit en face du sommet des grands ? Et si, au dernier moment, l'ensemble des manifestants avait bloqué l'OTAN ou envahi des bases militaires et des firmes internationalement criminelles ? Et si chaque foule nationale s'était assise à la place de son représentant dans l'hémicycle ou bien si le peuple européen avait pris place dans l'assemblée européenne ? Et si, par surprise, d'autres choses concrètes s'étaient construites ailleurs ? Pensons que ce calendrier répétitif qui nous est fixé et les sommes que les mouvements et les individus y investissent pourraient nous permettre de construire nos centres sociaux, de créer ou de soutenir manuellement et pratiquement nombre de projets alternatifs ! En fait, il s'agit de ne pas perdre en route, de rendre actif et global le concept *Agir localement, penser globalement* ; par exemple, en se posant toujours la question qu'est-ce que je fais, là et dans le monde. La radicalité qui provient du latin *radicalis*, la racine, est à l'opposé de la posture, de la superficialité de jugement ou de comportement. Et si on ne veut pas gober la pilule d'un capitalisme vert et durable, participer pour la nième fois au jeu (faussé) des chaises musicales des dominations sempiternelles et surtout tuer dans l'œuf les centaines de mondes possibles déjà en action ou émergents, il faut savoir critiquer et dire que nous faisons fausse route. C'est la condition *sine qua non* pour rendre accessibles ces mondes variés et justes. Imaginons-nous sur un chemin. Savoir un sommet lointain et escarpé est plus dur que de croire que les lacets vus sont les derniers avant le but mais cela nous permet de ramasser nos forces, de doser notre effort et d'y arriver sûrement. Sur la route nous nous changerons nous-même, ce qui changera le monde que nous construisons.

Math Mahlen ■

(5) Le Monde Initiatives n°19, mai 2003, Altermondialisation-Débat, p.22-23.

(6) Politis n° 753, p.12.

(7) Pétition à cineju94@club-internet.

(8) Le Monde Initiatives, op.cit.

(9) Who's counting ?, excellente vidéo disponible au catalogue de Silence ou auprès de *Si les femmes comptaient*, 40 bis Quai de Fromonville 77140 Nemours.

(10) Lire l'excellente contribution de l'auteur *La mondialisation au coin de la rue*, Ecorev n°11, p.21-26.

(11) Empirisme et théorie s'y confrontant de façon vivante, ces lieux permettraient la découverte de solutions trouvées par des groupes sociaux du monde et cette richesse des pratiques offrirait une panoplie d'outils pour une transformation sociale «immédiate».

Des sommets en plus...

Pourquoi percevoir les sommets comme étant à la place d'autres choses ? Et si au contraire, on les pensait comme le lieu pour amorcer ces autres choses ?



On peut être extrêmement sceptique quant à la finalité des grands rassemblements et très critique quant à leur financement. Mais je m'interroge sur la finalité de ceux qui œuvrent à leur disparition. Veulent-ils ainsi donner les coudées franches aux décideurs des sommets libéraux, les faire ricaner tout haut «vous voyez, les opposants se sont découragés, ils n'essayent même plus d'organiser le moindre contre-sommet ! Ah, ah, ah ! ». Est-ce ce que tu veux, Malhen, car pour une fois je ne te comprends pas.

Une mise en conformité des oppositions ? Non. Le respect de l'altérité ? Oui, justement. Une construction horizontale de notre monde ? On essaye. Rien n'est moins sûr que tes affirmations du contraire. L'altermondialisation serait une accroche marketing, et alors ? Et «l'idéologie plus ou moins confuse, le recyclage fourre-tout, les circuits tour operator», ce ne sont pas des accroches marketing ? Certes, il y a de tout dans ce type de rassemblements mais pourquoi vouloir systématiquement n'en souligner que les aspects négatifs au détriment des aspects positifs qui, oui, sont fragiles (et n'ont pas besoin d'être fragilisés davantage).

Rentrés chez eux, les participants n'auraient, selon toi, rien d'autre que le souvenir d'une liesse hédoniste, de l'écoute passive, d'ateliers «vaguement interactifs» à l'opposé du talent de Marilyn Waring. Pas du tout ! Marilyn est sensationnelle, on fait circuler *Who's Counting* dans les petites salles locales, mais il n'y a aucune opposition entre ce qu'elle a fait et ce que l'on peut faire, ça s'additionne, ça se complète. Tu oublies que la plupart des participants aux forums sont le reste du temps et quelquefois depuis ...trente ans des acteurs de quantités d'actions sur le terrain, en général, méconnues, mais ils ne vont pas repartir découragés. Bien au contraire, ils peuvent constater dans les grands rassemblements que des milliers d'autres font comme eux, profiter des expériences racontées, etc.

On peut aussi rester passif, ne faire qu'écouter les autres pendant deux ou trois jours quand on travaille tout au long de l'année pour que bougent un peu les choses. Pourquoi pas ?

Ne pas se tromper d'ennemis

Pourquoi proposer «à la place d'Evian ? A la place ? Tout ce dont on a besoin c'est de continuer après ce que l'on faisait avant et faire sans doute un peu mieux. Arrête de croire que ces pauvres participants sont des gogos dociles, des premiers communiant. Presque tous sont parfaitement conscients des travers et des excès de ces mégaréunions, mais en attendant mieux, laissez-nous y aller sans honte.

Si tu n'y vas pas, c'est bien, mais je souhaiterais qu'on arrête de monter les uns contre les autres ceux qui partagent l'essentiel des idées. C'est plus que stérile puisque ça sert nos adversaires bien assez puissants pour n'avoir pas besoin de cette aide de surcroît !

Donc, on va dans les forums, on n'y va pas, chacun fait ce qui correspond à son caractère et à ses capacités, mais on cesse de juger et condamner les copains qui agissent autrement. Ceux qui, dans une très large majorité, arrivent en train, en covoiturage (ou, qui, à part Porto Alegre, en avion ?), ceux qui achètent des sandwiches inoubliables au stand de la Conf à Annemasse (et pas du tout aux supermarchés d'ailleurs fermés, énorme succès que d'avoir réussi à faire fermer tous les supermarchés par notre seule présence, tu ne trouves pas ?).

Certains débats sont nuls, c'est vrai, mais on peut sortir voir ce qui se passe ailleurs.

Tes conclusions me plairaient beaucoup — si tu sais comment les mettre en pratique. Est-ce que la clé des bases militaires est sous le paillason ? Excuse-moi, je plaisante, mais toute action perpétuée pendant un contre-sommet, pendant que toutes les forces de police sont mobilisées pour surveiller cet agglomérat de gobeurs de pilule, ce serait peut-être une bonne idée...

On voit ça ensemble ?

Madeleine Nutchey ■



Livres

Vers une écologie spirituelle

Question de n°127
Ed. Albin Michel
2002 - 190 p. - 14 €

Ce livre-revue explore les différentes facettes des spiritualités en lien avec l'écologie. On y trouve certes d'intéressantes contributions (sur l'écopsychologie, sur le rapport entre le mouvement altermondialisation et la spiritualité, sur

l'amour de la nature...), mais les contributions sur les religions sont limitées, chacun cherchant à justifier sa chapelle. Les religions (et non la spiritualité) étant des outils de dominations, on ne s'étonnera pas de la place restreinte accordée aux femmes dans cet ouvrage : une seule écrit un article de deux pages, une autre est interviewée sur quatre pages, deux portraits de femmes occupent une page soit un total de quatre femmes et huit pages pour plus de vingt hommes et 180 pages ! Il y a comme un problème. FV.

Bio, raisonnée, OGM, quelle agriculture dans notre assiette ?

Claude Aubert
et Blaise Leclerc
Ed. Terre Vivante (Mens)
2003 - 128 p. - 15 €

Personne ne doute plus que l'agriculture soit dans une impasse. A force de chercher à faire du rendement, les sols sont épuisés et les engrais et pesticides ne suffisent plus. Dès le premier tiers du 20e siècle, l'agriculture biologique, s'appuyant notamment sur la technique du compost, propose une alternative intéressante. Mais malgré sa reconnaissance officielle, elle reste encore aujourd'hui marginale. D'autres formes d'agriculture sont alors présentées aux consommateurs : l'agriculture raisonnée annonce vouloir limiter les produits rajoutés, en fait il s'agit souvent de rassurer le consommateur en lui faisant croire que l'on se rapproche d'une agriculture sans toxique... ce qui est faux. Les OGM arrivent également, et là aussi, on nous présente cela comme la solution technique aux problèmes actuels. Si ces

résultats sont peu probants, cette technique risque de mettre un terme, par pollution génétique, à l'agriculture biologique. Les auteurs présentent de nombreuses études comparatives sur les vrais et les faux problèmes des différents modes d'agriculture. Les auteurs rappellent ce que peut être une agriculture durable et un échange équitable. Facile à lire, une bonne vulgarisation pour faire le point sur les enjeux de l'agriculture (et donc de l'alimentation) aujourd'hui. MB.

Système P

Catherine Réchard
Ed. Alternatives
2002 - 128 p.
29 €

Ce beau livre de photographie présentent les bricolages de prisonniers les plus divers : cuisiniers, lampes, rasoir, guitare, placards... réalisé avec les rares objets autorisés dans les cellules. Préface du designer Philippe Stark, très intrigué par ces recyclages originaux. MB.

L'aube du désert

Waris Dirie
Ed. Albin Michel
2002 - 282 p.
19 €

Dans un précédent ouvrage, *Fleur du désert*, Waris Dirie, ex mannequin, avait relaté de manière émouvante comment, fille du désert, elle avait fui la Somalie et ses coutumes ancestrales, voire barbares (son père avait voulu la marier en échange de deux chameaux), et était devenue top model. Dans ce livre, elle nous narre son retour, après 20 ans d'éloignement, auprès de sa famille restée dans ce pays. Si elle s'est bien intégrée dans le monde occidental (au point d'être aujourd'hui ambassadrice de l'Onu chargée des mutilations sexuelles), elle n'a pas oublié ses origines. Cette immense différence de culture, elle la vit plus ou moins bien. D'autant plus que les mentalités n'ont pas évolué sur place. La guerre civile fait rage. Ce témoignage, qui se lit rapidement, aide à comprendre un peu mieux la situation dramatique de

la femme dans un pays à dominante musulmane. Il permet aussi de se faire une certaine idée de la situation géopolitique de la Somalie. MJ.

Porto Alegre, les voix de la démocratie

Estelle Granet
Ed. Syllepse et Charles Léopold Mayer
2003 - 174 p. - 17 €

L'expérience du budget participatif dans la ville de Porto Alegre commence à être connue à travers le monde. Mais comment a-t-il été instauré et surtout comment cela se passe-t-il concrètement ? C'est l'objet de cet ouvrage. Dans un style clair, l'auteur, en collaboration avec les acteurs du mouvement, a profité d'un séjour sur place en 2002 pour interroger les témoins de cette démocratisation et de cette autonomisation d'une cité de plus de 1,3 million d'habitants. Les nombreux témoignages et exemples publiés sont souvent passionnants, même si certains thèmes sont moins attrayants. De nombreuses photos de Jacques Widenberger, donnent à l'ouvrage un caractère encore plus vivant. Évidemment, tout ne se passe pas sans problèmes, par exemple, beaucoup hésitent à participer, bien souvent par peur, de nombreuses difficultés subsistent. Mais depuis 14 ans la citoyenneté se construit au quotidien dans cette ville, « les citoyens impliqués dans le budget participatif ont grandi au fil des ans et aujourd'hui ils peuvent utiliser ce qu'ils y ont appris pour assumer les défis du futur... », proposer un modèle de société alternative au capitalisme et à la globalisation néo-libérale. L'ambition de ce livre est aussi de montrer qu'une voie a été ouverte et que ce modèle est reproductible ailleurs. MJ.

Construire en paille aujourd'hui

Astrid et Herbert Gruber
Ed. Terre Vivante
2003 - 128 p. - 16,50 €

Ce livre, traduit de l'allemand et complété par quelques exemples français,

commence par un vaste tour d'horizon de ces maisons et un historique de leur apparition. L'engouement actuel se comprend car ce type de maison est peu coûteux, économe en énergie, facile à mettre en œuvre. On y découvre, par exemple, les maisons construites pour reloger les personnes évacuées de Tchernobyl en Biélorussie, une maison de Montargis qui fête ses 80 ans, un musée américain, des maisons aux formes arrondies, autoconstruites ou non. Une deuxième partie montre les techniques utilisées et les associations qui peuvent être faites avec d'autres matériaux (bois, terre, etc.). De très nombreux contacts sont signalés et un cahier couleur complète l'ouvrage. De quoi donner envie. FV.

BANDES DESSINÉES Femmes Massais

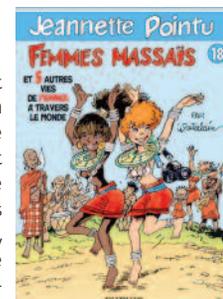
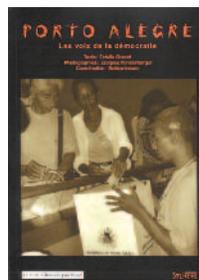
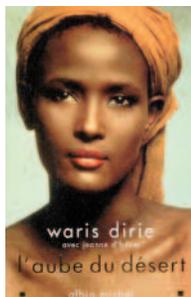
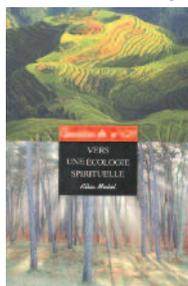
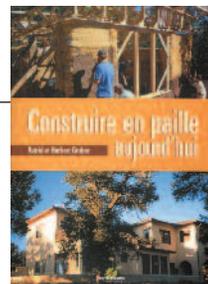
Marc Wasterlain
Ed. Dupuis
2003 - 48 p. - 8,20 €

Dans le précédent album de son héroïne, Jeannette Pointu, on pouvait déjà voir un José Bové fauchant des champs d'OGM, mais c'était juste une pointe de politique discrète. Cet album est plus engagé. L'héroïne, journaliste, va rencontrer, tout au long de six histoires, six femmes remarquables. L'humour est bien sûr toujours présent, mais en arrière-fond pointent de nombreuses questions politiques : une docteure prisonnière des Talibans, le mariage forcé au Tibet, les problèmes culturels des Masais au Kenya, envahi par les touristes et même le portrait d'une «self-made-woman» emportée dans la spéculation financière sur fond de mondialisation. Pour les petits et les plus grands. MB.

L'Affaire Mikado

Violette Le Quéré
Ed. INRA
(RD10, 78026 Versailles)
2003 - 48 p. - 13 €

Nouvelle aventure para-scientifique sur le thème du réchauffement climatique et de l'adaptation des écosystèmes. L'enquête sur un crime est le prétexte à vulgariser des données scientifiques, mêlant le dessin à la photo et avec un large glossaire. Si ce volume-ci est politiquement correct,



LE LIVRE DU MOIS

Justice sans limites

Serge Latouche - Ed. Fayard - 2003 - 356 p. - 20 €

Serge Latouche, spécialiste des rapports Nord-Sud et de l'après-développement, se penche dans ce livre sur le discours économiste vis-à-vis de la justice via le marché, «la main invisible» des libéraux comme la «redistribution» par l'Etat-Providence ou plus modestement via le «commerce équitable». Il emprunte le titre de l'ouvrage à l'opération militaire de Georges Bush lancée au lendemain des attentats du 11 septembre.

Ce que conteste avec brio Serge Latouche, c'est le fait même que l'on puisse penser la justice à travers l'économie : «L'appareil conceptuel issu du champ sémantique constitutif de l'économie («besoin», «rareté», «utilité», «valeur», «production», «travail», etc.) met en place tout un imaginaire et transforme insidieusement le jugement de fait en jugement de valeur» [p.63].

C'est l'économie qui impose que le «plus» est «mieux» et cela ne correspond que rarement à la réalité tant la quantité n'a que rarement à voir avec la qualité. L'économisme actuel n'a rien de moral. «les objectifs que se donnent une société ne sauraient être considérés comme moraux si les bénéfiques ne peuvent être étendus à tous ses membres ainsi qu'à toutes les autres sociétés, et garantis aux générations à venir. Or la croissance, le développement et la mondialisation économique violent gravement ce critère» [p.125].

S'intéressant aux résistances à l'économisme qui ont été proposées pour sortir de l'échange inégal, Serge Latouche en montre également les différentes limites : «L'association, entendue au sens large, y compris avec les coopératives et les mutuelles, est peut-être un moyen intéressant (parmi d'autres) de contribuer à construire un monde plus juste libéré du carcan économique (...) la modestie de leur emprise sur la vie des affaires nous laisse à penser qu'elles ne constituent sûrement pas la solution (...) le dispositif 'technique' de l'association ne porte pas vraiment atteinte à l'imaginaire économiste dans ses racines mêmes» [p. 92.93]. Le plus souvent, ces associations ne sont qu'une béquille de plus dans le système. «Comment l'éthique de la guerre économique à outrance peut-elle coexister avec l'éthique de la solidarité, de la gratuité et du don qui devrait animer le monde associatif» [p.106]. De même, «Le choix d'une éthique personnelle différente peut infléchir la tendance, et il n'est pas à négliger ; il doit même être encouragé dans la mesure où il contribue à saper les bases imaginaires du système. Mais sans une remise en cause radicale de celui-ci, les changements de comportements risquent d'être limités» [p.107].

La révolution prédite par les penseurs marxistes n'a pas eu lieu. Serge Latouche l'explique par «une fantastique domination imaginaire grâce à la violence symbolique. Par l'empire des médias, par la propagande insidieuse de la consommation elle-même, la manipulation de la psyché est quasi totale. Les masses, fascinées par la machine dont elles sont victimes s'en font même les complices passives, voire actives» [p. 134.135].

Les grandes innovations dans le droit international n'aboutissent pas non plus : «Pourquoi inculper le général Pinochet et non les dirigeants d'ATT qui sont les véritables responsables du coup d'Etat contre la démocratie chilienne ? Quand traînera-t-on dans un prétoire les patrons d'United Fruit, responsables de milliers de morts au Guatemala ? Quand se décidera-t-on à poursuivre les dirigeants du FMI, responsables de la misère et de la mort de millions de personnes dans le Sud, voire dans l'ex-Union soviétique ?» [p.172].

Les revendications portant sur le juste prix ou le juste salaire n'ont pas plus de succès. La proposition de «revenu universel» qui pourrait être une piste intéressante se heurte justement à l'imaginaire mis en place : «Pour que la population l'accepte, il faudrait qu'elle cesse de voir le revenu comme la rétribution d'une peine et perçoive le travail libre comme une forme d'épanouissement personnel» [p.256]. On en est loin.

De même, la recherche d'une alternative via le commerce «équitable» ou «éthique» semble une fausse piste car, pour Latouche, c'est rester dans l'imaginaire de la consommation. Plutôt que «consommez équitable», il faudrait mieux «consommez le moins possible» : «Il ne faut pas l'entendre comme une grève radicale des achats, mais comme une autolimitation de recours aux circuits commerciaux, ce qui n'exclut pas une débauche d'échanges festifs» [p.257]. L'une des raisons possible des échecs de toutes ces alternatives, c'est probablement, selon l'auteur, le désir, à chaque fois, de voir se généraliser sa démarche. Latouche avoue sa préférence pour les réseaux, ces structures horizontales qui permettent aux petites initiatives de se connaître, sans se fondre dans le même moule, avec le respect des diversités et le maintien d'une échelle à taille humaine. A ce titre, le fonctionnement des SEL peut être une bonne piste d'expérimentation ici comme le sont les réseaux de l'économie informelle dans les pays du Sud. Des structures qui placent l'argent au niveau où il faut, un simple moyen d'échange qui n'écrase pas les besoins d'échanges sociaux, ni la justice entre les participants. Ces chemins peuvent permettre «la réappropriation par les individus atomisés d'une capacité à s'accepter comme sujets sociaux et politiques (ce qui) est indispensable pour achever la décolonisation de l'imaginaire économique et résister à la banalité du mal» [p.326].

Cet ouvrage est extrêmement riche en analyses et propositions, montre bien les limites et les ouvertures des alternatives possibles. Il est donc passionnant même si l'on reprochera à Latouche de rester encore trop dans le monde des économistes. MB.



Livres

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Les voies de la guérison**, Bernard Thuvenin, éd. Dangles, 2003, 240 p. 19,50 €. La première partie de l'ouvrage s'intéresse à la prévention et comment rester en bonne santé : immunité naturelle, homéostasie, nutrition, diététique, environnement, activité physique, la question des drogues, la précarité et l'exclusion, le vieillissement, la psyché, la spiritualité... avec un tour du côté des légendes religieuses et de la parapsychologie un peu douteux. Une deuxième partie fait un tour d'horizon rapide des médecines alternatives ou non, avec encore une fois le recours à la foi.

■ **Le vinaigre balsamique**, Nathalie Nicolas, Eric d'Hérouville, éd. du Rouergue (Rodez), 2003, 96 p. 10 €. Recettes de cuisine et photographies autour de ce vinaigre de qualité.

■ **Développez votre humour**, Bernard Raquin, éd. Dangles, 2003, 184 p. 18,50 €. Ce livre se veut une méthode pour développer son humour, c'est avant tout un recueil de blagues, avec des commentaires bourrés de digressions. L'indigestion vient assez rapidement. Prendre un *Fluide Glacial* pour faire passer.

■ **Calendrier lunaire 2004**, 2003, 116 p. 7,90 € port compris à *Calendrier lunaire diffusion*, 6, rue des Prés Verts, 39120 Chêne-Bernard. Comment faire son jardin en tenant compte des astres.

■ **Ma cuisine végétarienne**, Garance Leureux, éd. La Plage (34230 Tressan), 2003, 384 p. 19,50 €. Réédition d'un énorme livre de recettes qui conviennent aussi bien aux végétariens stricts qu'à ceux qui cherchent à limiter leur consommation de viande.

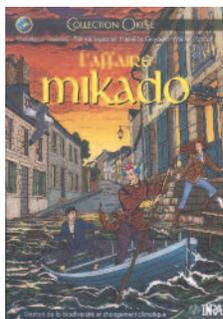
■ **Desserts bio**, Valérie Cupillard, éd. La Plage, 2003, 160 p. 29,50 €. La cuisine bio utilise non seulement des produits issus de l'agriculture biologique, mais essaie de favoriser les produits peu transformés. Tout en couleurs.

■ **Enquête sur le coton : la menace qui vient du nord**, Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, 2003, 70 p. Ce livre prend la défense des producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest qui subissent de plein fouet la concurrence de la culture du coton subventionné du Nord. Le livre nous apprend que le coton produit dans ces pays africains est entièrement destiné à l'exportation. Pourquoi ? Comment s'habillent les gens localement ? Pourquoi exporter ce qui peut rester sur place ? Pourquoi favoriser des circuits longs à travers la planète alors qu'il faut favoriser la production locale ? Toutes ces questions ne figurent pas dans cet ouvrage décidément très loin des préoccupations écologistes.

■ **Guide de l'écologie politique**, Marc Jutier, éd. Aliaset..., 2003, 188 p. + 1 CD, 18,5 €. Le titre est alléchant, mais le contenu est décevant. Ayant décidé tout petit qu'il serait président de la République, Marc Jutier vous présente en fait son programme en mélangeant des textes et des infos venus de tous les côtés.

■ **Le monde des plantes grimpanes**, Kyra Mur et Rochard Poisson, éd. du Rouergue (Rodez), 2003, 176 p. 22,5 €. Beau livre richement illustré pour tout savoir sur le sujet.

ce n'était pas le cas du précédent qui faisait la part belle aux OGM. MB.

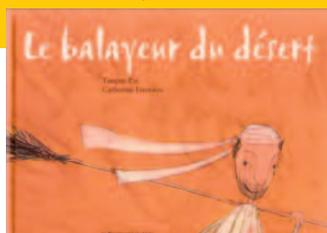


ENFANTS

Le balayeur du désert

Tanguy Pay,
Catherine Fontaine
Ed. Renaissance du livre
2003 - 32 p. - 9,95 €

Un inconnu arrive dans un petit village du désert et commence à balayer le sable. A priori, cela ne sert à rien et tout le monde se désintéresse de ce



balayeur... jusqu'au jour où, après quelques péripéties, il découvre une source oubliée. L'eau dans le désert est un trésor, reste à savoir à qui il appartiendra. Le partage semble alors la meilleure solution. Un petit conte pour réfléchir sur le thème de la richesse et de la propriété. FV.



Vie durable

Développement durable ? non-développement ? Décroissance ? Pourquoi ne pas dire tout simplement *vie durable*. Respect de la vie. La vie est émergence, développement, croissance jusqu'à un point de pleine maturité, épanouissement, ajustement, décroissance. S'il y a un excès, un dérapage, il y a retour à un état d'équilibre viable.

Vivre en harmonie, c'est donc vivre de manière durable. Viable pour tous et dans la durée. Le développement n'est qu'une phase transitoire et ne peut donner lieu à un système sans graves dégâts. La décroissance, fût-elle soutenable, itou.

«Décroissance soutenable» n'est qu'une démarche contre le développement, et ce n'est pas meilleur que «développement durable». Cela met l'accent sur ce qu'il faut engager pour sortir de l'erreur du développement.

Ce n'est pas plus un développement qu'une décroissance qui est nécessaire, mais bien une (re)conception du monde qui nous ré-intègre dans la vie, qui réintègre la vie.

Sortir de l'actuelle nécrotechnologie (technologie de mort) et retrouver le sens de la vie, de l'harmonie, se réapproprier la vie.

En parlant développement, beaucoup pensent épanouissement. L'épanouissement n'est pas un développement car c'est un stade final qui n'a plus à croître. Le développement n'est que le chemin à parcourir (...).

Pour définir un nouveau paradigme, il faut utiliser des mots justes. Et décroissance ne va pas mieux que développement.

(...)

Helène Lardon ■
Rhône.

De la convivialité

J'ai lu avec intérêt «La convivialité a trente ans» d'Olivier Liétard (n°298-299) et je voudrais ajouter et faire partager quelques remarques.

L'idée de «l'outil devenu dominant» a déjà été exposé par l'internationale situationniste dans les années 60 avec l'«auto-critique» dédiée à la sacro-sainte bagnole. On pouvait y lire : «Je suis la guillotine que tu construis et admires, tu m'achètes, mais moi, je suis ton maître». Il y a aussi «le golem de Prague» écrit au 18e siècle.

L'application du concept de convivialité à l'argent ne sert à rien car l'argent n'a jamais été seulement un outil de tractations de l'échange, mais toujours également une possibilité d'accumuler, ce qui avec le progrès, devient un moyen de spéculation. Depuis son apparition, ceux qui l'ont accumulé dominent le monde. L'arrivée de l'argent comme outil de facilitation du troc a été suivie de l'apparition des dieux et des rois, l'apparition de structures de plus en plus hiérarchisées de la société des maîtres et des esclaves.

Dans un SEL, l'outil de facilitation du troc, contrairement à l'argent ne possède pas la possibilité d'être accumulé, et ainsi, la spéculation est impossible. De plus, cette valeur n'existe pas dans la réalité, elle ne change pas de mains, elle existe seulement dans la comptabilité du SEL et elle est définie comme «richesse partagée». Cette valeur mérite le nom de «non-argent vert» car ce n'est pas de l'argent et il est vert car il ne provoque aucune pollution de n'importe quelle sorte. Cette valeur, qui favorise les échanges dans le SEL, ne pourra jamais passer du mode de fonctionnement de la convivialité à celui de la dominance car il lui manque l'essence de l'argent : son accumulabilité. Ici se trouve peut-être la raison pour laquelle Ivan Illich n'a jamais abordé l'application du concept de convivialité à l'argent, car il n'a certainement pas ignoré la problématique de son accumulation.

Daniel Haber ■
Espagne.

Solidarités ici et ailleurs

Je consacre une partie de mon énergie aux solidarités, ici et ailleurs. Cela se concrétise par de nombreuses adhésions à des associations écologiques, sociales, éducatives, humanitaires, pour la paix, la santé... par un souci quotidien d'informer ceux que je rencontre pour favoriser des prises de conscience dans tous les domaines et dans le fait que tout est lié car la vie est un tout ; par des accompagnements d'adultes en difficulté ici et des parrainages d'enfants (une douzaine) dans divers pays.

Je sais fort bien les limites de mes actions. Je sais que les parrainages ne sont

pas les vraies solutions et qu'ils n'endiguent pas les causes profondes de ces situations. Cependant les enfants en péril ne peuvent attendre que les meilleures solutions se concrétisent.

Je demande à *Silence* une information et une réflexion sur toutes les solidarités en cours ici et ailleurs d'une part, une volonté de recherche pour que nouvelles solidarités qui agissent autant sur les causes que les conséquences voient le jour d'autre part. (...) Pourquoi pas un numéro sur les nouvelles solidarités ?

Alexis Robert ■
Ille-et-Vilaine.

Un autre monde est possible

Le 14 juillet, à six heures, le jour se lève. Jeanne, Irène, Léa et Hélène se retrouvent sur la place pour afficher. Lorsque Léa et Jeanne arrivent, Hélène et Irène sont déjà en grande conversation. Polémique matinale.

«Mais si bien sûr que l'action peut précéder la réflexion. On peut agir, par réaction, par sensibilité, même si l'on n'a pas les connaissances techniques et théoriques, même si l'on n'a pas tout compris. Hélène l'instinctive s'empare.

- Comment être sûre de ne pas se tromper ? De ne pas se faire manipuler ? objecte Irène, grande théoricienne.

Sur le premier panneau «*Un autre monde est possible*»

- C'est mon slogan préféré, dit Hélène, tu vois, pour répondre à ton objection, cet autre monde, il faut le construire, le bâtir, pour ça, il faut des architectes, comme toi, et des maçons, comme moi, qui font confiance à l'architecte. Tu comprends ? La compréhension peut venir après, non ? Si tu attends d'avoir tout compris, tu risques de ne jamais rien faire !

- Mais ça ne te pose jamais de problème ?

- Si, la première fois que j'ai entendu parler de ce problème, j'ai lu la pétition, j'ai pas compris grand chose, je ne voyais pas en quoi le projet pouvait être si néfaste, mais je me suis dit que d'autres y avaient réfléchi, et j'ai décidé de leur faire confiance. La nocivité, je l'ai comprise plus tard, au fur et à mesure d'informations glanées ici et là, de lectures de tracts, d'auditions d'intervenants... Deuxième panneau «*pour un contrôle citoyen*».

- Tiens drôlement technique ça ! Qu'est-ce que ça veut dire ? Comment est-ce politiquement possible ? Et comment le mettre concrètement en œuvre ? Quels citoyens, s'il en reste, après les actions de propagande des journaux télévisés, sont assez formés pour contrôler et surtout proposer autre chose ?

Hélène, cette fois-ci garde ses questions pour elle.

- Alors qu'est-ce qui t'a finalement décidée à adhérer ? lui demande Irène, la sortant de sa rêverie.

- Il est arrivé un moment où j'en ai eu assez de subir bras ballants, j'ai décidé de commencer par occuper mes bras à construire un monde meilleur, tout de suite, ici. Même si dans la tête les plans n'étaient pas tout à fait terminés, de toute façon, les fondations y étaient, c'est le plus important...

«Attention». C'est une petite bande de jeunes qui les avertit : «y a la police pas loin !

- Mais on ne fait rien de mal, explique Léa. On tague, mais sur les panneaux d'affichage libre, c'est autorisé».

Incompréhension des jeunes, inquiétude : «Vous restez, ils sont tout près, ils vont vous voir !». Etrange solidarité devant une supposé transgression.

- Faut croire qu'actes militants et actes délinquants ne sont pas si éloignés que ça !

- Ah non, Jeanne, ne recommence pas, tu oublies tes envies de bombes, s'il te plaît, se fâche Léa. On sait que tu souhaites une radicalisation des actions, on comprend ta révolte, mais n'oublie pas que notre mouvement est non-violent et doit rester dans la légalité.

- Et la désobéissance citoyenne, t'en fais quoi ? Brûler une plantation d'OGM, c'est nécessaire, et pourtant, c'est interdit !

- Elle a un peu raison, dit Irène, s'attaquer au matériel touche plus ces matérialistes de capitalistes que de bloquer tout le monde, sauf eux, les jours de grèves. Grève de transport ? Ils prennent le taxi ou l'avion privé ! Grève des écoles ou des hôpitaux ? Ils fréquentent les écoles privées et les cliniques ! Tandis que si tu abîmes leur usine, leur Mac Do, là ils perdent de l'argent et ça les touche !

Troisième panneau : «*pas de syndicalistes en prison*»

(...) A quinze heures, la marche démarre. Les quatre complices se retrouvent à soutenir la même banderole, marche pour l'eau, au moins, en se concentrant sur le concept pour lequel on marche, on a moins chaud ! Irène et Léa continuent les discussions passionnées entamées le matin. (...) Hélène se lance pour la première fois, elle se confie sur son passé, avec la sensation de s'exposer, de prendre un risque. Jusqu'à présent, elle a agi et réagi de façon terre à terre, considérant les autres comme des camarades de lutte. Attention, le passage à la confiance signe le passage à l'amitié, avec tous les risques, mais aussi toutes les joies. Encouragée par ses voisins de banderole, Hélène se lance...

Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France.
Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

numéros disponibles (franco de port)

- 218 Alternatives en Alsace 3,8 €
- 242 Eau, pollution de nos WC 3,8 €
- 248 Crimes publicitaires 3,8 €
- 251 Ecoféminisme 3,8 €
- 254 Ecopsychologie 3,8 €
- 255 Empreinte écologique 3,8 €
- 256 Commerce équitable 3,8 €
- 257 Ecole et écologie 3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes 3,8 €
- 262 Quelle démocratie ? 3,8 €
- 264 Technologies et solitude 3,8 €
- 267 Où sont les jeunes 3,8 €
- 269 Mouvement vers Bure 3,8 €
- 271 Inégalités dans les SELs 3,8 €
- 272-273 Alternatives dans le Rhône 6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis 4 €
- 276 Microfinances en question 4 €
- 277 Land Art et écologie 4 €
- 278-279 Alternatives en Normandie 6 €
- 281 Eau et santé 4 €
- 282 Ecovillages : du rêve à la réalité 4 €
- 283 Routes et déroutés du voyage 4 €
- 284 Jeûner pour sortir du nucléaire ?
- De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions... 4 €
- 285-286 Alternatives en Isère
Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte. . 6 €
- 289 Un monde écolo est-il possible ?
Associations et économie plurielle. 4 €
- 290 Ne pas oublier le train
Corruption. Cosmétiques. Microhydraulique... 4 €
- 291/292 Alternatives en Aquitaine
Forum social. Tribunes. 6 €
- 294 Enfance : apprendre ensemble
Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte. . 6 €
- 297 Chantiers de la décroissance.
Commerce équitable. le monde tel qu'il est. 4 €
- 298-299 Alternatives en Franche-Comté
Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte. . 6 €
- 300 Nos lecteurs ont du talent.
Commerce équitable. Le monde tel qu'il est. 4 €
- 301 La face cachée des vaccins.
Eoliennes. Communautés. La Nef. 4 €
- 302 La peur de la décroissance.
Climatisation. Vieux. Guerre à la vie. 4 €

«Ma planète ? Tu vois, c'était un joli petit jardin japonais, bien clos, mais si bien proportionné qu'on n'en percevait pas l'exiguïté. Dans ce jardin, je n'avais qu'une préoccupation, les enfants qui y jouaient, petits à l'échelle, ils accentuaient l'impression de microcosme préservé. Puis ils ont grandi et j'ai eu envie de regarder de l'autre côté des murs...

- Eh ben, intervient Irène, tu ne nous éclaires pas beaucoup.
- Mais si, moi je comprends ce qu'elle veut dire, dit Jeanne. Moi aussi, j'ai été accaparée par d'autres priorités pendant des années, quand tu sors de ta bulle, tu cherches des contacts, des liens, tu envoies plein de petits cailloux, tout azimut. C'est long, il faut beaucoup de patience, poser son petit caillou, croire en lui comme une graine et espérer qu'il germe. Mais est-ce que les cailloux germent ?

- Mais dites, les filles, vous nous aviez caché vos élans politiques toutes les deux ! C'est Maurice qui rythme la marche et vient d'entendre les dernières phrases de Jeanne et d'Hélène.

- Dis Hélène, continue-t-il, pourquoi as-tu si peur de parler de toi ? On dirait que tu as peur de nous comme du jugement dernier.

- Non, c'est du jugement dernier que j'ai peur, de la première impression que je donne et qui me collera à la peau pour longtemps, peur d'être incomprise et pas acceptée telle que je suis. Peur qu'on me colle une réputation avant que j'aie eu le temps de faire mes preuves...

- Mais tu n'as pas de preuves à faire ! Léa s'emporte, Léa toujours très compétente pour clarifier les situations, assainir les relations humaines, vient au secours d'Hélène. As-tu lu l'article du journal *Silence* que j'ai photocopié (article d'Alain-Claude Galtié, juin 2003) ?

- Oui.
- Alors tu comprends que le monde «réel», le monde «tel qu'il est», c'est celui de la convivialité, de l'entraide, celui de nos valeurs associatives et militantes, et non celui de la compétition et de la domination ? Le monde marchand essaie de nous persuader que c'est son monde la norme, mais c'est faux, cet autre monde que nous souhaitons, il existe, c'est celui que nous vivons là, en ce moment. Il suffit de reprendre confiance en lui, et en nous. Alors cesse de te juger avec leurs critères de compétition, de rentabilité, d'accord ? Une fois le moment de colère passé, la voix de Léa se radoucit.

Tout en parlant, les manifestants se rapprochent de l'arrivée, où des conférences vont avoir lieu. Mais avant tout, en parlant d'eau, se désaltérer, car tout le monde a très soif.

(...) Dernier acte avant de ranger les pancartes, plier le matériel et les tables : «La marche bleue écrit à José Bové», les feuilles circulent, recueillant les messages de soutien et de sympathie.

Léa, Hélène, Jeanne, Irène et quelques autres, terminent la journée au café, dans le partage convivial d'un moment de détente, permettant ainsi aux liens amicaux, de sympathie ou plus simplement de camaraderie syndicale ou associative, de se créer, ou recréer, afin de bâtir, vraiment, concrètement, cet autre monde, plus humain, dont chacun rêve.

Claire Lacroix ■
Ariège

Cévennes, rêve planétaire



Si le livre concernant les Cévennes (n°301) est effectivement agréable à lire, l'auteure est, de mon avis, très désinvolte. Elle fait croire que ce petit secteur que je connais bien est un lieu d'initiatives extraordinaires où tout vient de l'extérieur et qui porterait les germes d'un renouveau pour le meilleur des mondes.

L'auteure oublie de signaler que ces initiatives ne sont pas nées d'hier, qu'elles ont eu leurs «galères» inévitables, qu'elles ne sont dans le fond pas si extraordinaires... et surtout, on ne voit pas en quoi elles représentent un rêve planétaire.

Effectivement, ce livre vend du rêve (on pourrait écrire le même livre sur d'autres lieux avec force angélisme). Il renforce chez beaucoup de gens et

de jeunes le gargarisme du dire au détriment du faire, un peu comme a pu l'être l'inondation d'infos sur les ecovillages.

Vous me trouverez sans doute excessif, mais (...) dans *Silence* ne vaut-il pas mieux promouvoir et vendre du pragmatisme, du concret, du terre à terre plutôt que du rêve et de l'angélisme.

Voilà. En espérant qu'un numéro sur les Cévennes ne ressemblerait en rien à ce patchwork un peu naïf.

Ce livre mérite d'être signalé, mais d'être en livre du mois...

Christophe Beau ■
Gard.

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année 6 n° 15 €
- Particulier 12 n° 40 €
- Institution 12 n° 80 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 65 €
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 100 €
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 150 €
- Petit budget 12 n° 25 €

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année 6 n° 22 €
- Particulier 12 n° 45 €
- Institution 12 n° 90 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 70 €
- Petit budget 12 n° 40 €



je règle un total de :

NOM _____

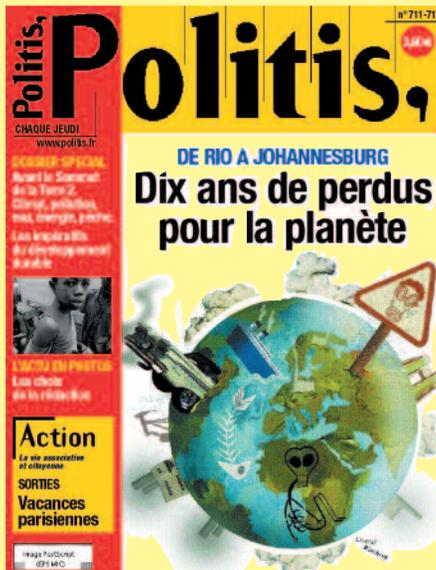
Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Au cœur du mouvement altermondialiste



**ABONNEMENT
DÉCOUVERTE**

L'hebdo des initiatives citoyennes

OUI, je m'abonne à Politis pour **10 numéros**
au prix de **20 euros** au lieu de 29 euros

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal [] [] [] [] Ville _____

20

RÈGLEMENT PAR CHÈQUE

À renvoyer à Politis Abonnements - 26 Bd Paul-Vaillant-Couturier - 94851 Ivry-sur-Seine Cedex

CHAQUE JEUDI
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX. **2,90 €**

A vous la parole !

Depuis notre création, nous réalisons tous les cinq ans une enquête auprès des lecteurs. A chaque fois, nous étudions dans une première partie, l'évolution du lectorat, dans une deuxième, des questions relatives au contenu de la revue, dans une dernière et longue partie, nous vous posons des questions afin d'aider à faire sortir des idées, sentir comment, vous, lectrices, lecteurs, vous évoluez dans vos démarches, vos idées, vos envies vis-à-vis de la société. Il ne s'agit pas, pour nous, de coller aux désirs de nos lecteurs, mais de s'interroger aussi bien sur le rôle d'une revue comme *Silence*, que sur les dynamiques que les lecteurs impulsent

dans leur quotidien. Dans cette quatrième enquête (les précédentes ont eu lieu en 1988, 1993 et 1998), nous vous interrogeons par rapport à trois questions principales :

- quelle expression pour l'écologie politique ?
- l'écologie au quotidien,
- écologie et cultures alternatives.

Ce questionnaire est conçu comme un support de débats avec l'idée de publier dans *Silence* trois dossiers réalisés pour partie à partir des questions ouvertes qui terminent chaque thème.

Ce questionnaire est anonyme.

Pour avoir un portrait aussi exact que possible de notre lectorat, il est important que le maximum de personnes renvoient ce questionnaire avant le 31 décembre 2003.

- Si vous êtes plusieurs à lire la revue, pensez à photocopier ce questionnaire avant d'y répondre et faites une réponse par personne.
- Libre à vous de ne répondre qu'aux questions qui vous intéressent.
- Si vous ne disposez pas d'assez de place, écrire sur feuille libre en rappelant en tête le numéro de la question et glisser les feuilles en encart dans ce quatre pages.

1 • Qui êtes-vous ?

11 • Votre identité

- moins de 16 ans
- entre 17 et 20 ans
- entre 21 et 30 ans
- entre 31 et 40 ans
- entre 41 et 50 ans
- entre 51 et 60 ans
- plus de 61 ans

- femme
- homme

- seul-e
- union libre
- marié-e
- vie communautaire

Nombre d'enfants :

12 • Vos activités

Formations (de la plus ancienne à la plus récente)

Métiers exercés (du plus ancien au plus récent)

13 • Vos proches

Métiers exercés par votre père (du plus ancien au plus récent)

Métiers exercés par votre mère (du plus

ancien au plus récent)

Métiers exercés par votre conjoint-e (du plus ancien au plus récent)

14 • lieu de naissance

- campagne
- village
- ville
- grande agglomération
- à l'étranger

15 • lieu d'habitation actuel

- campagne
- village
- ville
- grande agglomération
- à l'étranger

2 • Questions sur Silence

- 20 • Depuis quand lisez-vous *Silence* ? _____
- 21 • Où l'avez-vous découvert ? _____
- 22 • Quelles évolutions avez vous perçues depuis notre dernier sondage il y a cinq ans (ou depuis que vous le lisez) _____

- 23 • Termes pour qualifier *Silence* ? Ecologie , alternatives, non-violence ? Des trois, lequel semble le plus juste ? D'autres termes ? _____

- 24 • Nouvelles rubriques ? Sujets qui manquent ? _____

- 25 • Rubriques actuelles, sujets en trop ? _____

- 26 • Sur les cinq dernières années, quels sont les trois sujets qui vous ont le plus intéressé ? _____

- 27 • Sur les cinq dernières années, quels sont les trois sujets qui vous ont le moins intéressé ? _____

- 28 • Combien de personnes lisent le même exemplaire de *Silence* que vous ? _____
- 29 • Combien connaissez-vous de lecteurs-lectrices de la revue ? _____

3 • Autour de Silence

- 30 • En quoi êtes-vous éventuellement impliqué dans la vie de *Silence* ? _____

- 31 • En quoi aimeriez-vous être impliqué dans la vie de *Silence* ? _____

- 32 • Que pensez-vous du courrier des lecteurs ? _____

- 33 • Que pensez-vous du système d'annonces ? _____

- 34 • Que pensez-vous des possibilités d'avoir un renseignement ? _____

- 35 • Connaissez-vous les Ami-e-s de *Silence* ? _____
- 36 • Connaissez-vous le réseau d'hébergement entre lecteurs, le réseau Polochon ? _____
- 37 • Voyez-vous d'autres réseaux à mettre en place ? _____

- 38 • Silence doit-il prendre plus part à des campagnes (aller plus loin que l'information) ? Si oui, dans quels domaines ? _____

Nous vous proposons trois débats avec à chaque fois quelques questions demandant des réponses relativement courtes et une dernière question pour laquelle nous vous proposons d'écrire une réponse la plus détaillée possible. Afin de nous simplifier le travail, pour ceux et celles qui le peuvent, merci de répondre à ces questions longues sur une disquette à joindre au questionnaire.

4 • Quelle expression de l'écologie politique :

Agir localement ne suffit pas. Comment aborder la question de la représentation politique ? Comment intervenir sur les questions qui dépassent le cadre local ? Voici quelques questions pour avancer dans ce débat.

40 • Quelles autres revues lisez-vous ? _____

41 • Dans quelles structures êtes-vous adhérents ? (partis, associations, revues, syndicats, collectifs) Qu'y faites-vous ? _____

42 • Pour vous, le terme «écologie» a-t-il évolué ces dernières années ? Pourquoi et comment ? _____

43 • Quels sont les groupes (partis, associations, revues, syndicats, collectifs) qui représentent le mieux aujourd'hui l'écologie politique ? _____

44 • Quels sont les livres, films qui ont exprimé vos préoccupations ces cinq dernières années ? _____

45 • Comment avez-vous voté aux dernières élections municipales, aux dernières élections présidentielles (1er et 2e tour), aux élections législatives ? _____

46 • Quelles sont les manifestations récentes les plus importantes auxquelles vous avez participé ? _____

47 • Quelles personnes publiques ont exprimé le mieux vos idées, ces cinq dernières années ? _____

48 • Pour vous, qu'est-ce que devrait être l'écologie politique ? Quels doivent être ses objectifs ? Quels seraient les moyens à privilégier pour qu'elle gagne en efficacité ? (*à développer sur une feuille à part*)

5 • L'écologie au quotidien

51 • Quels sont, au niveau individuel, les choix, que vous qualifieriez d'écologiques, que vous mettez en pratique ? _____

52 • S'ils sont différents, quels sont-ils au niveau familial ? _____

53 • Quels sont les choix, que vous qualifieriez d'écologiques, que vous mettez en pratique au niveau collectif, au delà de la famille ? _____

54 • Quels sont les choix, que vous qualifieriez d'écologiques, que vous mettez en pratique sur votre lieu de travail _____

55 • Quels sont les choix, que vous qualifieriez d'écologiques, que met en pratique votre commune ? _____

56 • Parmi tous ces actes, ceux que vous faites ou ceux que vous voyez dans votre environnement, quels sont ceux qui tiennent compte des questions abordées par les problématiques de la décroissance, de la lutte contre la marchandisation, du commerce équitable, de l'entraide et de la convivialité, de l'autonomie... Quelles seraient les actions et les moyens à mettre en place pour renforcer cette tendance ? Quels sont les obstacles, depuis votre niveau individuel, jusqu'au niveau le plus collectif ? (*à développer sur une feuille à part*)

6 • Ecologie et culture alternative ?

61 • Selon vous, existe-t-il une ou des cultures alternatives ? Comment la ou les définiriez-vous ? _____

62 • Quels sont les liens entre cultures alternatives et écologie ? _____

63 • Comment se manifestent ces cultures ? dans les écrits, le cinéma, la musique, le spectacle, les arts, les fêtes, mais aussi dans la manière de travailler, l'éducation, l'habillement, les relations aux autres, la vie quotidienne... pouvez-vous donner des exemples précis. Quels sont les éléments qui déterminent cette notion d'alternative ? _____

64 • Comment évoluent-elles dans le temps ? _____

65 • Dans ces démarches, quelles sont celles auxquelles vous participez ? _____

66 • Quelles sont celles auxquelles vous aimeriez participer ? _____

67 • En quoi *Silence* participe-t-il à une ou des culture(s) alternative(s) ? _____

68 • En quoi et comment la culture alternative peut-elle dynamiser les pratiques de transformation sociale ? Parlez-nous, en détail, d'un ou de plusieurs exemples sous la forme qui vous convient pour illustrer vos propos. (*à développer sur une feuille à part*)

7 • Et pour finir

71 • Que pensez-vous de ce questionnaire ? _____

72 • Qu'auriez vous encore envie de nous dire ? _____

A retourner à : Silence - Questionnaire - 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04